

Les défis du choléra

DE l'eau potable et le tout-à-l'égout : il n'en faudrait guère plus pour que l'épidémie de choléra qui, depuis fin janvier, s'étend peu à peu à l'ensemble du continent sud-américain ralentisse sa progression. Pourtant, en cette fin de vingtième siècle, un tel précepte relève du vœu pieux : les Etats d'Amérique latine, et avec eux l'ensemble de la communauté internationale, se sont révélés incapables d'élever un tant soit peu le niveau d'hygiène de ces populations.

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, le docteur Hiroshi Nakajima, a lancé le 25 avril un appel solennel à la communauté internationale afin qu'elle l'aide à mettre en place un plan d'urgence destiné à lutter contre la propagation de l'épidémie. Au minimum, a-t-il expliqué, il faudrait investir 5 milliards de dollars par an pendant dix ans pour parvenir à assurer un approvisionnement correct en eau potable et des conditions d'assainissement appropriées. Sinon, il est à craindre qu'entre 90 et 120 millions de personnes ne soient menacées par cette épidémie.

EN attendant que l'aide internationale s'organise, les Etats d'Amérique latine tentent pour les uns d'enrayer, pour les autres de prévenir, les ravages de l'épidémie. Au Pérou, le premier pays touché, et qui compte déjà plus de 1200 morts, la situation est devenue catastrophique. Les hôpitaux et les dispensaires sont complètement débordés. Et les médecins commencent à protester ouvertement contre la passivité du gouvernement, coupable, selon eux, pour tenter d'amoindrir les conséquences économiques de l'épidémie, de ne pas lancer de véritables campagnes d'information et de prévention.

En Equateur, en Colombie, au Brésil, en Argentine et dans les pays d'Amérique centrale, les autorités déclarent, sans trop savoir ce qu'elles comptent faire, des états d'alerte sanitaires. Il est à craindre, en outre, que les campagnes de vaccination massive que le gouvernement brésilien veut organiser ne soient jamais mises en œuvre, car le seul vaccin relativement efficace contre le choléra, produit par Pasteur-Mérieux, est d'un prix très élevé et actuellement disponible en faibles quantités.

DANS ces conditions, au-delà des mesures d'ordre strictement sanitaire, c'est à un véritable travail de fourmi que doivent s'atteler les Etats, non seulement d'Amérique latine mais également d'Afrique - eux aussi aux prises avec de dramatiques épidémies de choléra. Il faudrait un peu partout creuser des puits fonctionnant à l'aide de motopompes, lancer de vastes campagnes d'éducation sanitaire et tenter de remédier à l'insalubrité qui prévaut dans les immenses banlieues des métropoles latino-américaines.

En sachant que, là-bas comme ailleurs, ce n'est pas du grand spectacle de l'aide humanitaire - prenant fin avec le départ de la dernière caméra de télévision - que les populations ont besoin, mais d'une action à long terme, seule à même de préserver la survie économique et sociale des régions les plus désertées de la planète.

M0146 - 0429 0 - 6,00 F



Malgré le demi-échec de M. Baker

Washington entend poursuivre sa médiation au Proche-Orient

La mission de M. James Baker au Proche-Orient se solde par un demi-échec. Le secrétaire d'Etat américain, contraint d'écourter son séjour à Jérusalem, a quitté Israël vendredi 26 avril sans avoir obtenu toutes les réponses qu'il espérait. Il attendait de s'être entretenu avec le président Bush pour déterminer quelle forme prendrait l'avenir l'action que Washington entend poursuivre en faveur de la paix au Proche-Orient.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Si l'objectif de M. Baker était de préparer le terrain pour que le président George Bush puisse lancer une série d'invitations à une conférence de paix régionale, sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, c'est apparemment raté : les positions des principaux protagonistes sont encore trop éloignées.

Cela est tout particulièrement vrai pour Israël et la Syrie, dont M. Baker n'a pu rapprocher les points de vue. A en croire les déclarations publiques de M. Yasser Arafat, l'OLP, non plus, n'est guère décidée à faire

un bout de chemin dans la direction souhaitée par les Etats-Unis. Enfin, l'Arabie saoudite, un des pays qui, avec Israël, devrait s'estimer spécialement redevable à Washington, refuse tout net de participer à cette conférence.

Dès jeudi soir, à l'arrivée de M. Baker en Israël, à l'issue de sa visite impromptue au Caucase, les journalistes l'accompagnant le disaient quelque peu fatigué, amer et ayant en du mal, ici ou là, à cacher son exaspération à mesure qu'il éprouvait l'ingratitude du métier de diplomate au Proche-Orient.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 3

Le sort des réfugiés kurdes

Lire page 3 les articles d'AFANÉ BASSIR POUR, de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et de JAN KRAUZE

Les Canaques face à la coutume

Comment assurer le développement de la Nouvelle-Calédonie sans mettre en cause les grands chefs ?

La dixième congrès du FLNKS, les 27 et 28 avril, à la tribu de Koiné, sur la commune de La Foa, devait être centré sur la gestion des institutions provinciales issues des accords de Matignon de juin 1988. Fait inédit, les problèmes liés à la répartition des rôles entre élus politiques et chefferies seront évoqués.

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Fut-ce un coup de gourdin ou de couvercle de marmite ? Les chroniqueurs de l'île en débattent toujours. Ce que tout le monde admet, en revanche, c'est que M. Cono Hamu, maire de Lifou, ne dut son salut qu'à ce coup qui le fit vaciller : les plombs de chevron qui lui étaient destinés au

même moment allèrent se ficher dans l'épaule de son acolyte. Ce premier dimanche de février, l'humour n'était plus aux palabres à Lifou.

Puis, une mauvaise fièvre s'empara des esprits. Les adversaires du premier magistrat de l'île édifièrent des barrages de troncs de cocotiers à la sortie du centre administratif de Wé, avant de brûler, plus tard, quelques cases. Sur les murs des bâtiments qui bordent le lagon, ils griffonnèrent

leur courroux : « Celui qui a le malheur de défier le grand chef Henri Boula, il sait ce qu'il attend ». « La coutume n'est pas à rendre... » Le maire, alors qu'il récupérait sur son lit d'hôpital à Nouméa, se défendit maladroitement en contestant, dans les médias locaux, la sagesse coutumière de M. Henri Boula, grand chef du district de Mou et dont il est un « sujet ».

FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 7

L'Amérique des bavures policières

Après Los Angeles, Philadelphie..., les violences des forces de l'ordre provoquent un large débat aux Etats-Unis

PHILADELPHIE

de notre envoyée spéciale

Un bar du quartier noir, un soir, à Philadelphie. Soudain, la porte claque. Un policier, surgi de la rue, dégaîne son pistolet et tire sans sommations. Sans comprendre et sans demander son reste, chacun prend la fuite. Dès le lendemain, la nouvelle circula en ville. Ce fut le choc. Le policier n'en était pas à son premier coup : trois descentes en deux mois dans le même bar, heureusement sans faire de victime. A quoi jouait-il ? A faire peur sans doute, fort de son impunité supposée.

Telle est la question que Philadelphie s'est posée quand elle a découvert - ou redécouvert - ses bavures policières il y a quelques semaines, comme Los Angeles l'avait fait un mois plus tôt. Depuis ce jour du 3 mars où toute

l'Amérique a pu voir le lynchage d'un automobiliste noir par quatre policiers de Los Angeles, les chaînes de télévision ont diffusé et rediffusé la même scène, filmée sur le vif par un témoin-surprise (le Monde du 7 mars). Images d'une violence quasi insoutenable, qui devinrent aussitôt, pour des millions d'Américains de toutes opinions, la preuve absolue

de certaines brutalités policières. Le président George Bush lui-même eut un « haut-le-cœur », comme il le confia aux journalistes. Le débat gagna l'ensemble du pays. Un peu partout, des révélations sur les « bavures » fusèrent, devançant à la une les informations sur le Golfe.

DANIELLE ROUARD

Lire la suite page 4

HEURES LOCALES

La grande misère des commissaires-enquêteurs

Chargés de consulter le public sur les projets de l'administration ou des élus locaux, ces « hommes hommes » ont des rémunérations indécentes.

■ Le statut des élus locaux en Europe. ■ Scènes pour les ménages à Nantes ■ Bordeaux protège ses vins ■ Un entretien avec M. Raymond Marcellin.

pages 13 à 16

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Arabie, 8 DH ; Turquie, 750 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سكزا سن الاصل

سكنا في الامم

DATES

Il y a cent ans

Le 1^{er} mai tragique de Fourmies

L'HISTOIRE du 1^{er} mai est internationale, même si l'une de ses premières manifestations, le 1^{er} mai 1891, il y a un siècle exactement, fait aussi date dans l'histoire de France. Elle est liée au nom de la petite ville de Fourmies, où la manifestation réprimée a vu couler le sang.

Il y a cent ans, le prolétariat des usines souffrait partout de salaires insuffisants et de journées de travail trop longues. Les journées pouvant atteindre parfois dix ou douze heures, l'exigence ouvrière était alors de huit. « A partir du 1^{er} mai 1886, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour », avaient proclamé les premiers syndicats ouvriers des Etats-Unis. De fait, il s'ensuivit d'importantes grèves et manifestations, et l'une d'elles, le 3 mai 1886 à Chicago, fut réprimée avec une violence (le massacre de Haymarket) qui attira l'attention sur cet aspect de la revendication de classe. L'idée d'en généraliser le mouvement prend sa forme définitive en 1889 au congrès socialiste international qui se tient à Paris, en l'année du premier centenaire de la grande Révolution.

Avant d'en venir à l'événement, il faut remarquer à quel point, qu'il s'agisse de France ou d'Amérique, le 1^{er} mai est une date conventionnellement choisie et, si l'on veut, arbitraire. Le premier d'un mois est évidemment plus facile à retenir que tout autre jour, et le mois de mai est celui où s'ouvre vraiment la saison des grandes activités collectives. Des manifestations aussi différentes que les états généraux de l'ancienne monarchie ou les expositions universelles du dix-neuvième siècle s'ouvraient souvent un 1^{er} mai. Et les folkloristes nous enseignent que le 1^{er} mai est une date du cycle traditionnel des fêtes du printemps dans la vieille culture populaire européenne.

Fourmies, dans le département du Nord et l'arrondissement d'Avesnes, était une petite ville toute industrielle. Environ quinze mille habitants, en grande majorité ouvriers, occupés dans la filature de laine. Une vingtaine d'entreprises, de toutes tailles. Beaucoup de femmes et d'enfants dans la main-d'œuvre. Des salaires médiocres et la journée limitée, si l'on peut dire, à douze heures. Mais ni la conscience politique ni l'organisation syndicale n'étaient encore établies, malgré les efforts de propagandistes venus de Lille ou de Saint-Quentin. En dépit de leur immense majorité dans la population, les ouvriers n'avaient pas « conquis » le conseil municipal, qui restait naturellement lié au monde patronal. Le seul syndicat qui existait était un syndicat mixte (entendons : de patrons et d'ouvriers), d'inspiration religieuse et paternaliste. Il regrettait ouvertement le bon vieux temps, où, dans chaque atelier, au soir... du 1^{er} mai, un banquet réunissait ouvriers, contremaîtres et patron !

Une branche d'aubépine pour leur fiancée

Car Fourmies, que le 1^{er} mai de l'histoire ouvrière moderne allait rendre célèbre, était un de ces lieux écartés de la France profonde où survivait le 1^{er} mai folklorique. Les jeunes gens y gardaient la coutume d'aller dans les bois couper une branche d'aubépine en fleurs pour l'offrir à leur fiancée.

Mais, au printemps de 1891, on commençait aussi à penser aux huit heures et à la grève, et son annonce avait des échos favorables. Aussi, le 30 avril, les patrons lancèrent un manifeste pour dénoncer les agitateurs

socialistes, et pour prédire que l'application des huit heures ruinerait à coup sûr la ville et ses habitants. Ce défi jeté à la grève par les industriels est ostensiblement soutenu par le « gouvernement de la République ». Car les responsables d'alors (Constans, ministre de l'intérieur, et, sur place, Isaac, sous-préfet d'Avesnes) ont conscience d'avoir, quelque quinze ans plus tôt, conquis la République contre la droite conservatrice, et de l'avoir défendue beaucoup plus récemment (en 1887, 1888, 1889), contre la démagogie boulangiste.

L'ordre républicain

Bref, on défendait encore l'ordre républicain avec une sorte de bonne conscience de gauche. Concrètement, le sous-préfet faisait venir d'Avesnes à Fourmies deux compa-

gnies de fantassins. C'est l'un d'eux qui, voyant sa troupe plier sous la simple poussée de la foule, donne l'ordre d'ouvrir le feu. Quelques salves, et, en deux ou trois minutes, c'est l'effroi et la débâcle.

Puis la stupeur, lorsqu'on dénombre, sur le pavé, avec trente-trois blessés, neuf morts. Un seul d'entre eux était un homme d'âge mûr, trente ans, marié, deux enfants. Les huit autres étaient des adolescents, ouvriers de treize à vingt ans, quatre garçons et quatre filles. L'une d'elles, Marie Blondeau, tenait encore dans la main la branche d'aubépine que son fiancé lui avait offerte le matin. Aucun récit n'a oublié, ni alors ni depuis, ce rambeau de fleur ensanglanté. C'est qu'au-delà du triste pittoresque dont il colore le tableau il est doublement symbolique d'abord, comme on l'a suggéré, de la rencontre du 1^{er} mai folklorique avec le

qui, au service de l'ordre économique établi, avait frappé avec une brutalité démesurée. Ce message devait être entendu. Par exemple, le 8 novembre, suivant, à l'occasion d'une élection partielle à Lille, Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, dirigeant du Parti ouvrier français, et très en vue dans la politique de l'après-Fourmies, entra à la Chambre. Il faut dire aussi qu'il y avait bien de quoi s'indigner. C'était déjà beaucoup de que les neuf morts tombés le 1^{er} mai. Mais la suite n'avait pas été plus reluisante. Non seulement le gouvernement et sa majorité avaient refusé toute enquête et a fortiori toute poursuite contre les responsables de tant de sang versé, mais encore la justice n'avait trouvé à sévir que contre les militants socialistes du Nord, dont certains, propagandistes connus certes, n'étaient même pas sur les lieux au moment du drame.

Si l'on veut réfléchir maintenant sur la place de Fourmies dans notre histoire, il faut bien commencer par là : qu'est-ce que « la république », entre les classes en présence ?

A ceux qui disent que tout Etat a une nature de classe, que la république, même fondée par Gambetta, fut une république « bourgeoise », ploutocratique et répressive, et qu'elle doit donc être combattue et, pour commencer, démythifiée, Fourmies, après la Commune, après Decazville et avant quelques autres semblables épisodes, fournit un argument de force impressionnant. Ce n'est pas sans peine que le socialisme républicain, et cela jusqu'à nos jours, aura à surmonter l'émotion de Fourmies pour trouver à la forme républicaine de gouvernement des mérites utilisables.

Un deuxième commentaire est d'ordre plus technique et peut-être moins banal. La III^e République à ses débuts n'avait pas d'autres ressources que Louis-Philippe ou Napoléon III : quand les gardes étaient débordés, on appelait l'armée. Le régime n'avait pas encore inventé ce qu'on pourrait appeler la forme républicaine du maintien de l'ordre : des spécialistes, professionnels entraînés à l'intervention à arme retenue, auteurs d'une répression presque indolore, donc relativement acceptable, donc plus efficace à long terme.

En troisième lieu, enfin, comment ne pas revenir sur le folklore ? Aujourd'hui, en France, les huit heures sont un objectif atteint depuis longtemps (1918), et même largement dépassé. Non seulement les défilés du 1^{er} mai ne sont plus réprimés, mais, « la Fête du travail » est devenue légalement chômée (1947). Une occasion de plus d'aller en promenade. Un rite cependant : on se fleurait encore, mais désormais de ce muguet dont des industriels forcent ou règlent la croissance dans leurs serres pour être sûrs de pouvoir en inonder les rues à la date convenable. N'appelle-t-on pas de plus en plus souvent le 1^{er} mai « la fête du muguet » ?

MAURICE AGULHON
professeur au Collège de France

Vient de paraître. — A de nombreux ouvrages sur le 1^{er} mai et le drame de Fourmies vient de s'ajouter la *Fusillade de Fourmies*, d'André Pierrard et Jean-Louis Chappet. Un récit heure par heure dont les auteurs ont voulu, dit Alain Decaux dans sa préface, appliquer le précepte de Jaurès : « Chercher la vérité et le dire ». Nombreuses annexes. (Editions Miroirs, 365 p., 185 F.)



L'affrontement entre les grévistes et la troupe (dessin de Louis Tinayre).

gnies d'infanterie, pour renforcer les effectifs évidemment dérisoires de la gendarmerie du canton.

La journée du 1^{er} mai se déroule donc dans l'atmosphère tendue que l'on imagine. Les grévistes sont nombreux et ils parcourent les rues en cortège pour appeler à la réjoindre les camarades des usines qui n'ont pas cessé le travail. On chante en chœur, notamment, sur l'air bien connu d'une chanson à boire : « C'est huit heures, huit heures, huit heures - c'est huit heures qu'il nous faut ».

L'un de ces rassemblements devant une usine ouverte est chargé par les gendarmes à cheval. Certains grévistes se défendent à coups de pierres et de bâtons. Cela ne fait encore que des blessures bénignes, mais les gendarmes arrêtent quelques-uns des bagarreurs et les conduisent au poste de police, situé au rez-de-chaussée de la mairie. On est vers la fin de la matinée.

Les manifestations de l'après-midi vont alors s'amplifier en changeant d'objectif, se donnant maintenant pour tâche de libérer les camarades incarcérés. Le refrain scandé devient alors : « C'est nos hommes, nos hommes, nos hommes - c'est nos hommes qu'il nous faut ». La foule afflue sur la place de la mairie, où se trouvent à la fois les prisonniers et les autorités, sous-préfet, maire, comme dans une forteresse assiégée. Sur le terrain se trouvent le commissaire de

1^{er} mai prolétarien ; ensuite, et surtout, du contraste entre le caractère désarmé, inoffensif, naïf presque de la jeunesse ouvrière, et la terrible efficacité du fusil.

L'émotion est énorme. Dans la presse, dont les envoyés affluent sur les lieux, et aussi dans les séances de la Chambre des députés, le gouvernement est attaqué de toutes parts avec violence.

Une brutalité démesurée

A l'inhumaine brutalité des militaires et du sous-préfet républicain (responsable, ne serait-ce qu'indirectement), la droite oppose la charité du curé de Fourmies, sorti l'un des premiers de son presbytère pour aller relever les victimes. Le cléricisme étant alors au cœur de notre histoire, on polémiqua vivement sur ce détail mesquin : le prêtre était-il sorti sous les balles, au péril de sa vie, ou juste après l'arrêt du feu ?... Les boulangistes, eux, apportèrent à la polémique une touche inattendue, mais aussi bien typique du temps. Une aubaine : le sous-préfet d'Avesnes était d'origine juive. Fourmies entra donc aussi dans la panoplie d'une propagande antisémite, d'une outrance incroyable, qui devait s'enfler jusqu'à la fin du siècle.

Quant aux socialistes, ils plaident plus judicieusement l'inhumanité d'un pouvoir

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-29
Téléc. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311 F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-53-91-92-45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F
Téléc. : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gambetta
94852 IVRY CEDEX
(1890)

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS tarif normal y compris CDE extra
3 mois	400 F	572 F	700 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 400 F	2 206 F	2 560 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous
nos noms propres en capitales d'imprimerie.
PP Paris IV 111 MCH 02

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Herveau
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Faure (1989-1992)
André Lesourne (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JACQUES TOUBON
DÉPUTÉ-MAIRE DU 13^e ARRONDISSEMENT

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur
RTL

avec André PASSERON
et Patrick JARREAU (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

ÉTRANGER

IRAK : la situation au Kurdistan

La présence des policiers irakiens dissuade toujours les réfugiés de regagner Zakho

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a affirmé, vendredi 26 avril, que deux cent mille Kurdes étaient rentrés dans les villes qu'ils avaient désertées en mars. Pourtant, la population kurde semble rester méfiante, notamment dans la région de Zakho, en dépit de la présence des militaires américains, britanniques et français.

A Washington, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, avait déclaré, jeudi, que les États-Unis pourraient déployer des forces supplémentaires dans le nord de l'Irak en plus des sept mille hommes qui s'y trouvent déjà.

ZAKHO (Irak)

de notre envoyé spécial

Le jeu du chat et de la souris se poursuit, vendredi, entre les forces alliées et les policiers irakiens. Ces derniers ne semblent pas véritablement décidés à quitter Zakho, alors que les Américains continuent d'y bâtir un camp de réfugiés à 3 kilomètres de la frontière. Les Kurdes du Sud pourraient aussi s'installer dans le camp américain en attendant de pouvoir repartir chez eux, explique-t-il.

Méfiant, malgré le nouveau contexte politique créé par la promesse d'une autonomie kurde, plusieurs centaines de réfugiés se sont rassemblés dans la ville de Zakho. La présence des policiers irakiens dans la ville les empêche de poursuivre leur route.

Vendredi, l'état-major des forces alliées avait cru un instant avoir définitivement réglé le problème : plusieurs centaines de policiers irakiens en uniforme avaient pitié

tourner le dos à la présence des forces humanitaires mis en place par les Occidentaux. « Au lieu de construire des camps gigantesques et inhumains à la palestinienne, nous avons privilégié l'idée d'une ville de réfugiés », explique le docteur Bonnot, conseiller technique de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire.

Dans la vallée suspendue de Quasrê

« Les habitants de Zakho et des villages environnants retrouvent leurs maisons, eux-mêmes hébergent les gens originaires des régions du Sud qui restent encore sous le contrôle des militaires irakiens, et s'il n'y avait pas assez de place, les Kurdes du Sud pourraient aussi s'installer dans le camp américain en attendant de pouvoir repartir chez eux », explique-t-il.

Méfiant, malgré le nouveau contexte politique créé par la promesse d'une autonomie kurde, plusieurs centaines de réfugiés se sont rassemblés dans la ville de Zakho. La présence des policiers irakiens dans la ville les empêche de poursuivre leur route.

Vendredi, l'état-major des forces alliées avait cru un instant avoir définitivement réglé le problème : plusieurs centaines de policiers irakiens en uniforme avaient pitié

bagages, tandis que, officiellement, une cinquantaine d'entre eux devaient rester en ville. Les marines britanniques, au nombre de quatre cents selon certaines sources, avaient pris le contrôle de Zakho en multipliant les patrouilles. Finalement, on s'aperçut très vite que de cent à deux cents policiers en civil demeuraient dans la ville.

« Saddam ment quand il dit qu'il les a retirés de Zakho. Nous les reconnaissons. Ils sont habillés comme nous, mais ils ont un pistolet sous leur veste, dit un habitant, déserteur de l'armée irakienne. Ils se promènent en voiture dans les rues et ils regardent partout. » Certains habitants de Zakho ont ainsi pris l'habitude d'alerter le visiteur étranger quand une voiture passe, en disant discrètement : « Attention, c'est la police secrète. » D'autres voudraient parler, mais seulement dans l'arrière-salle d'un café : « C'est très dangereux de nous faire voir avec vous. »

« Peut-être... peut-être pas »

Habillé en civil, un chef de la milice irakienne, fusil AK-47 à la main, tente de convaincre un atoutement de journalistes étrangers en déclarant que, « ici, tout le monde est pour Saddam ». Replie à l'Azur Hôtel, une cinquantaine de policiers attendent, autour d'un bus, laissant planer le suspense :

« Peut-être que nous allons partir, peut-être pas », dit l'un d'eux avec le sourire.

Des incidents ont éclaté jeudi vers 20 heures. Plusieurs grenades ont été lancées - vraisemblablement par des policiers - devant le commissariat, blessant légèrement deux policiers. Ces derniers ont été soignés par les médecins militaires français qui venaient de s'installer à l'hôpital de Zakho. « Ils souffraient de quelques lésions sans gravité et vendredi, à 6 heures du matin, ils avaient disparu de leur chambre », raconte le médecin-chef, M. Jean-Yves Bouchou. Par ailleurs, la rumeur courait qu'un milicien irakien avait été tué dans la nuit de mercredi à jeudi.

Affutés, les policiers, qui demandent à manger aux habitants faute d'être ravitaillés, ont, depuis, déserté le commissariat pour se replier, semble-t-il, à l'Azur Hôtel. La guerre d'usure a commencé. Les marines britanniques se promènent le doigt sur la gâchette. Les patrouilles tentent d'affirmer leur suprématie en inspectant consciencieusement les maisons et les rues. Certains restent cependant sceptiques quant à cette protection : « Tant qu'il y aura des policiers à Zakho, nous demanderons à nos familles de rester dans les montagnes », assure l'un d'eux.

DOMINIQUE LE GUILLAUD

Le président Bush évoque à nouveau le retrait des troupes américaines

WASHINGTON

de notre correspondant

L'horizon se dégage, et les troupes américaines vont bientôt pouvoir être retirées du Kurdistan : telle est du moins l'impression qu'a voulu donner, vendredi 26 avril, un président Bush qui semblait avoir retrouvé un optimisme un moment troublé par le pénible intermède kurde. Au même moment, M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies, indiquait pour la première fois que l'ONU était disposée à prendre la relève des forces américaines, britanniques et françaises venues assister les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak.

Certes, a précisé pour sa part M. Bush, les troupes américaines « resteront là-bas aussi longtemps que nécessaire pour s'assurer que l'on s'occupe de ces réfugiés », (...). « Pour que l'aide parvienne aux gens qui en ont besoin, et pour que cela se fasse en toute sécurité ».

Mais, « en dehors de cela », c'est bien l'ONU qui a « un rôle majeur à jouer », a souligné le président Bush, et les sept mille soldats américains présents dans la région « ne resteront pas une minute de plus que nécessaire » - une promesse que M. Bush a prodiguée à de multiples reprises, dès avant le début de la guerre contre l'Irak. D'ailleurs, le président américain ne s'attendait à aucune complication de la part des Irakiens, qui « ne veulent pas avoir de nouveau affaire aux États-Unis », après « la dure leçon » qu'ils ont reçue : Saddam Hussein « n'est pas assez bête » pour cela. Et, du point de vue américain, les nouvelles sont également bonnes à

la frontière sud de l'Irak, puisque l'Arabie saoudite a accepté d'accueillir quelque cinq mille réfugiés irakiens présents dans la zone occupée jusqu'à présent par les troupes américaines, et qui risquaient de se retrouver sans protection. M. Bush est tout de même conscient que l'avenir reste très incertain, et il ne peut « certifier » qu'il y aura la paix en Irak (deux jours plus tôt, l'un de ses collaborateurs avait fait état du « scepticisme à long terme » de l'administration à propos des promesses faites par Saddam Hussein à un groupe de dirigeants kurdes). Et surtout, le président américain n'a pas fini de régler ses comptes avec le dictateur irakien : « Il n'y aura pas de relations normales avec cet homme tant que je serai président des États-Unis, je peux vous l'assurer ».

M. Bush a même laissé entendre que les sanctions économiques imposées à l'Irak resteraient en vigueur aussi longtemps que Saddam Hussein n'aurait pas été renversé, ce qui, si les paroles du président n'ont pas dépassé sa pensée, paraît marquer une nouvelle étape dans la doctrine américaine concernant ces sanctions : d'abord destinées à contraindre l'Irak à évacuer le Koweït, elles ont, après la guerre, été présentées comme un moyen de s'assurer que Bagdad respecterait les conditions du cessez-le-feu et le paiement des réparations, et paraissent désormais chargées d'un « message » supplémentaire : l'Irak ne peut espérer redevenir un pays vraiment souverain tant que Saddam Hussein sera au pouvoir.

JAN KRAUZE

L'ONU va prendre en charge prochainement les camps installés par les alliés

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le secrétaire général des Nations unies a annoncé, vendredi 26 avril, que l'ONU prendrait à sa charge des camps installés par les alliés pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak « dans quelques jours ». Cette déclaration de M. Perez de Cuellar pourrait permettre de mettre fin plus rapidement que prévu à la présence des forces alliées sur le territoire irakien. Jusqu'à présent « réticentes » à l'idée de s'engager à des opérations menées par les forces occidentales sur le territoire irakien, les Nations unies n'ont pas participé à l'installation des camps américains, français et britanniques, pour permettre le retour des réfugiés kurdes dans leur pays. Toutefois, le secrétaire général n'a pas mentionné de quelle façon exacte et selon quel calendrier s'effectuera la participation précise de l'ONU.

Consultations avec le HCR

Dans son rapport présenté vendredi aux membres du Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a annoncé que, sous la direction du Haut-Commissaire pour les réfugiés, deux convois de secours devaient arriver dans le nord de l'Irak le samedi 29 avril. Le premier par la Turquie et le deuxième depuis Bagdad. Les deux équipes se concentreront avec les alliés pour les modalités de prise en charge « en temps voulu ». Le secrétaire général a ajouté que, pour aider les réfugiés le plus rapidement possible, toutes les instances de l'ONU

ont été mobilisées. M. Perez de Cuellar a expliqué par ailleurs que l'objectif essentiel de l'ONU est d'être en position d'assumer ses responsabilités « aussi tôt que possible ». Le secrétaire général a affirmé que le calendrier dépendra de la conclusion d'accords avec les autorités américaines, françaises et britanniques. Selon le porte-parole du secrétaire général, deux hauts responsables de l'Organisation, MM. Jean-Claude Aïme et Marcel Goulding, devaient se rendre à Genève samedi pour y tenir des consultations avec le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés). Enfin, concluant son rapport devant le Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a insisté sur la nécessité de réunir de nouvelles ressources financières : « La réponse de la communauté internationale a été très modeste jusqu'à présent », a-t-il expliqué.

Tout en se disant « satisfaits » de la décision des Nations unies de participer à des opérations pour les réfugiés, des diplomates occidentaux de l'ONU affirment néanmoins que les forces alliées ne quitteront pas la région du nord de l'Irak sans avoir reçu des « assurances » sur la sécurité des Kurdes.

Par ailleurs, depuis un mois, plus de vingt déclarations ont été envoyées aux délégations irakiennes et irakienne de l'ONU sur des « incursions » armées de part et d'autre de la frontière. Selon des précisions irakiennes, des soldats irakiens seraient récemment franchis la frontière, donnant lieu à des accrochages au cours desquels il y aurait eu plusieurs morts de part et d'autre.

AFSANÉ BASSIR POUR

L'envoi de dragueurs de mines dans le Golfe provoque une polémique au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Quatre dragueurs de mines japonais ont quitté, vendredi 26 avril, les ports de Yokosuka et de Kure, à destination du Golfe, où ils doivent participer aux opérations de déminage. C'est la première fois depuis leur création en 1954 que des unités des forces d'autodéfense (armée japonaise) sont envoyées à l'étranger, hors du cadre traditionnel (visites d'amitié, expéditions dans l'Antarctique et manœuvres militaires).

La décision gouvernementale semble appelée à relancer les pressions en vue d'une révision de la loi sur les forces d'autodéfense afin de la rendre conforme à la réalité. Pour l'instant, cette opération est surtout symbolique : la flotte est partie avec deux mois de retard et arrivera dans le

Golfe en juin prochain, vraisemblablement, il n'y aura plus de mines à enlever. La décision gouvernementale n'en a pas moins suscité de vives critiques de la part de l'opposition (socialiste, bouddhiste et communiste). Si l'opinion publique l'approuve mollement, elle est fortement critiquée au sein même du Parti conservateur par des personnalités influentes comme M. Gotoda, défenseur de l'esprit de la Constitution : « C'est aux nations belligérantes de nettoyer leurs champs de bataille » a-t-il déclaré. L'envoi des dragueurs de mines a également suscité un malaise chez les militaires japonais. Plus de cinq cents soldats ont refusé de participer à cette opération. Ils ne seront l'objet d'aucune sanction, leurs supérieurs n'entendant pas en faire des martyrs de l'attachement à la Constitution.

Ph. P.

« Réjouissances populaires » pour le 54^e anniversaire de M. Saddam Hussein

Les autorités irakiennes ont activement préparé la célébration, dimanche 28 avril, du 54^e anniversaire du président Saddam Hussein, avec l'intention d'en faire une démonstration de fidélité à son égard face à la campagne occidentale qui demande son départ. Ainsi, le ministre de l'Information et du Parti Baas au pouvoir ont-ils mis au point un programme de « réjouissances populaires » (concerts, expositions, défilé, etc.).

Depuis quelques jours, les médias officiels évoquent les qualités de chef de l'État dont l'anniversaire est célébré, par l'hebdomadaire *Al-Fatah*, à « la naissance de l'Irak nouveau ». Les quotidiens publient des télégrammes de félicitations adressés à M. Saddam Hussein par les hauts responsables du régime et du parti, les qualifiant d'« homme d'exception » et affirmant que, sous sa houlette, « l'Irak est capable de mener à bien sa reconstruction ».

L'Irak a décidé de dissoudre l'« armée populaire », une milice paramilitaire, forte de plusieurs millions de « volontaires » et mise sur pied en 1974, a indiqué, vendredi, l'agence de presse INA. Signé par Saddam Hussein, ce communiqué du Conseil de commandement de la révolution, l'instance suprême du pouvoir, précise que cette mesure porte sur la « dissolution de tous les commandements [de cette armée] dans les différentes régions ».

Asile politique

D'autre part, le président irakien a cité, vendredi, son gendre, le général Hussein Kamel Hassan, qui est ministre de la défense, de remettre en état le réseau téléphonique que « les alliés, conduits par les États-Unis, ont détruit ». L'agence de presse a, en outre, annoncé que le chef de l'État avait autorisé les Irakiens, interdits de sortie depuis le mois d'août, « de voyager hors du pays à partir du 15 mai prochain », et demandé aux responsables compétents « d'assurer l'exécution [de cet ordre] sans en dénaturer l'esprit ».

Des officiers américains et irakiens se sont rencontrés, vendredi, sous les auspices des Nations unies, à Sulfan, afin d'examiner les détails de la prise en charge, par la mission des observateurs de l'ONU, de la zone frontalière entre l'Irak et le Koweït. A cet égard, des avions militaires alliés devaient entrer, dimanche, le transport, en Arabie saoudite, de milliers d'Irakiens, hébergés dans des camps situés au sud du pays, a indiqué un responsable du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Il a précisé qu'après de « longues discussions » Ryad avait accepté d'accorder l'asile politique aux Irakiens « qui craignent la persécution pour avoir joué un rôle durant l'insurrection chiite ». (AFP, Reuters)

Washington entend continuer sa médiation au Proche-Orient

Suite de la première page

Vendredi, à la mi-journée, les entretiens israélo-américains ont été interrompus à l'annonce de la mort de la mère du secrétaire d'État : M. Baker a immédiatement regagné Washington, coupant court à une conversation avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et annulant une rencontre avec des personnalités des territoires occupés.

Après une première séance de travail avec son homologue israélien, M. David Lévy, le secrétaire d'État avait dressé des conclusions prudentes : les divergences entre les parties sont certes loin d'être surmontées, a-t-il dit en substance, mais les États-Unis estiment que la situation mérite qu'ils poursuivent leur médiation. En clair, les résultats sont décevants mais M. Baker n'abandonne pas - même si aucune date n'a encore été fixée pour une prochaine visite dans la région (la presse égyptienne parle du mois de mai).

M. Baker a évoqué plus précisément sa conversation avec M. Lévy : « Il y a des points sur lesquels nous pouvons nous entendre, mais, le fait est franchement, il y a d'autres points sur lesquels nous avons des difficultés. » Si l'on se risque à décoder cette précautionneuse petite phrase, cela signifie que les Israéliens ont fait quelques unes des concessions sollicitées par les États-Unis et les pays arabes. Ils acceptent le principe d'une participation européenne à la conférence ; les modalités pourraient en être discutées lors des entretiens que M. Lévy doit avoir le 14 mai à Bruxelles.

Les Israéliens acceptent aussi que la conférence ne se limite pas à une simple séance inaugurale, ouvrant la voie à des conversations bilatérales israélo-arabes. Elle pourra se réunir à nouveau - tous les six mois - si les participants en sont d'accord, mais n'aura pas le pouvoir d'imposer « une solution ou de prendre une décision ».

Aggravés par M. Lévy, ces dispositions suscitaient déjà, vendredi soir, des réactions hostiles d'une partie des membres du gouvernement Shamir, notamment du ministre de la défense, M. Moshe Arens. Ils y voient le risque que la réunion se transforme en forum permanent, prenant la forme de cette conférence internationale qu'Israël refuse catégoriquement. L'État hébreu veut privilégier les conversations directes avec les pays arabes, alors que ceux-ci entendent favoriser l'intervention de la communauté internationale dans les négociations. D'où le refus des Israéliens de voir l'ONU jouer un rôle quelconque dans la conférence régionale.

Les responsables du gouvernement Shamir refusent encore que les membres de la délégation pales-

tinienne à la conférence soient, « directement ou indirectement », entre l'État hébreu et ses voisins. La « fenêtre » que l'affaire du Golfe aurait prétendument ouverte pour faciliter un règlement au Proche-Orient - à en croire les Américains - ressemble, sur place, à une minuscule meurtrière, tant les positions des intéressés ont peu évolué.

Pas de gel des implantations

Soucieux d'éviter qu'on puisse leur faire porter la responsabilité de ce qui ressemble tout de même à une impasse, les Israéliens relaient que la Syrie, elle, n'avait rien cédé. En deux séjours à Damas, James Baker a eu quinze heures d'entretiens avec le président Hafez El Assad, apparemment sans grand effet : les dirigeants syriens s'en tiennent toujours au dogme de la conférence internationale. Placée sous l'égide des Nations unies, elle devra, disent-ils, assurer un retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967 : Cisjordanie, bande de Gaza, plateau du Golan, Jérusalem-Est. Pour l'État hébreu, cela relève de l'anathème.

M. Baker voulait précisément contourner les litiges de fond entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens. Il entendait privilégier la recherche de formules protocolaires suffisamment flexibles pour permettre aux uns et aux autres de s'asseoir à la même table. Appa-

ra, les Donze font le point sur les évolutions au Proche-Orient. - Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis samedi 27 et dimanche 28 avril à Luxembourg, devaient faire le point sur les questions du Proche-Orient après la tournée de M. James Baker dans la région. Au programme de cette réunion informelle figuraient également la question des réfugiés kurdes, celle des ventes d'armes et celle de la politique étrangère et de sécurité commune, principale pierre d'achoppement dans les négociations en cours sur le projet d'union politique.

M. Baker et la rencontre Damas-Arafat. - Le secrétaire d'État James Baker n'avait pas été informé à l'avance de la rencontre qu'a eue, mardi 23 avril, à Tripoli, son homologue français, M. Roland Dumas, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a indiqué un responsable américain vendredi 26 avril à Shannon (Irlande) où l'avion de M. Baker faisait escale, en route pour Washington. La même source a confirmé à demi-

remment, les protagonistes ne sont pas disposés à prendre ce risque sans avoir défini auparavant un minimum de terrain d'entente sur ce que devrait être un règlement final.

Or, de ce point de vue, la guerre du Golfe n'a aucunement modifié l'ampleur des différends existant entre l'État hébreu et ses voisins. La « fenêtre » que l'affaire du Golfe aurait prétendument ouverte pour faciliter un règlement au Proche-Orient - à en croire les Américains - ressemble, sur place, à une minuscule meurtrière, tant les positions des intéressés ont peu évolué.

Très significativement, M. Baker n'a pas obtenu des dirigeants israéliens qu'ils « gèlent » les implantations dans les territoires occupés - serait-ce à titre de mesure provisoire. Au contraire, à chacun de ses deux passages à Jérusalem, une nouvelle colonie de peuplement a été inaugurée par les extrémistes du Gush Emmunim, qui bénéficient de l'appui ouvert du gouvernement Shamir. S'exprimant au nom des Palestiniens qui devaient rencontrer le secrétaire d'État vendredi, à Jérusalem, M. Fayal Hussein a relevé « l'apparente impuissance » des États-Unis à cet égard et y a vu matière à s'interroger sur « le sérieux de leurs intentions ».

Très significativement encore, le progrès le plus tangible obtenu par M. Baker, l'implication de l'URSS et la volonté du Kremlin de normaliser ses relations avec Israël, au moins d'écho qu'on aurait pu l'imaginer. Comme si chacun savait que l'Union soviétique avait de plus urgentes préoccupations et plus tout à fait le profil d'une grande puissance régionale.

ALAIN FRACHON

mot que le secrétaire d'État était mécontent de cette rencontre. - (AFP)

Un nouvel ambassadeur des États-Unis en Tunisie. - Le président George Bush a annoncé, vendredi 26 avril, la nomination de M. Thomas McCarthy comme ambassadeur des États-Unis en Tunisie, où il remplacera M. Robert Pelletreau, qui avait mené, à ce poste, un dialogue avec l'OLP, suspendu en juin 1990. M. McCarthy a été, de 1988 à 1990, ambassadeur des États-Unis au Liban. - (AFP)

IRAN : pèlerinage à La Mecque de ministre des affaires étrangères. - Le ministre des affaires étrangères iranien, M. Ali Akbar Velayati, a fait, vendredi 26 avril, un pèlerinage à La Mecque. La télévision saoudienne l'a montré embrassant son homologue saoudien le prince al-Fayçal, avec qui il avait eu un entretien la veille au soir. Les relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite ont été rétablies en mars. - (AFP)

حکومت الاحول

**Malgré l'échec
de sa visite au Japon
M. Gorbatchev reste
optimiste sur l'avenir
des relations
nippon-soviétiques**

FRANCIS DERON

□ Le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall, invité à Paris. - M. François Mitterrand a invité le premier ministre hongrois, Jozsef Antall, à participer à un déjeuner de travail à l'Elysée le 21 mai. L'invitation a été transmise vendredi 26 avril par M. Roland Dumas à son homologue hongrois, M. Geza Jeszensky.

1. The first line of the document is a header line containing the text "1. The first line of the document is a header line containing the text".

Sacro-saint dialogue privilégié

Il ne fait donc guère de doute que les autorités chinoises voient dans la visite de M. Dumas une sabine : il serrera la main de ces mêmes dirigeants à qui il reprochait, en 1989, dans l'émotion suivant Tiananmen, de s'être rendus coupables de « véritables assassinats », les mettant « au ban de la communauté internationale ». La normalisation que Paris avait annoncée comme « graduée » à la fin 1990, s'est faite au pas de course et à grands frais : 3,2 milliards de francs entre 1990 et 1991 de fonds publics français pour la

La spectaculaire réaction française aux événements de Pékin en 1989 a été d'autant plus mal comprise ici que Paris avait été, par le passé,

que Paris avait été, par là.

Bavures policières

Suite de la première page

vingt-six autres collègues. Des enquêtes disciplinaires menées par la police en cas de brutalités seulement 4 % arrivent à leur terme, selon le centre : « En dépit de leur honnêteté, de nombreux policiers mentent pour protéger leur institution. L'inspection générale des fonctionnaires s'arrête à la porte des commissariats. Il faudrait un organisme indépendant pour faire la lumière sur les abus policiers. »

Peur dans la ville

La ville redoute l'étincelle qui embraserait les minorités raciales. Elle vit dans la crainte d'un retour aux années 70, lorsqu'elle battait le record national de la violence. Au plus haut niveau de la municipalité, on vient de

Seulement voilà : la « guerre contre la drogue », sérieusement malmenée un Blanc de cinquante-sept ans qui vendait dans le rue... des tickets au bénéfice d'un syndicat de police. La victime d'... avait déposé une plainte et ne recevant pas de réponse, avait écrit au chef de la police : « Arrêter l'im-
porte quel citoyen, le battre, puis lui
les f'ait, en/fin laisser tomber, est ma
loi ». S'il en faut, répondre : « oui. » Il
finir par avoir satisfaction. La munici-
palité lui versa l'équivalent de
75 000 francs à titre de dommages et
intérêts. M. Kilgo, interrogé par le
principal quodam The Philadelphia
Inquirer, déclara « être la cible de
plaintes systématiques orchestrées par
les dealers de la drogue ».

« On fait n'importe quoi, au nom de la guerre contre la drogue et contre la délinquance. La police n'a pas à faire la guerre, mais son devoir », dit David Rudovsky.

Cet avocat jovial, tout connu des diverses associations locales, n'a pas attendu la bavure de Los Angeles pour se mobiliser. En novembre dernier, s'est ouvert à Philadelphie un Centre pour la loi, d'intérêt public, lié à l'ACLU, la puissante organisation nationale qui leva le secret sur le scandale de Los Angeles. Le centre a installé une ligne téléphonique, SOS-Bavures. Chacun peut appeler gratuitement. Dès la première semaine, quarante appels ont été reçus, émanant de trente-sept Noirs et de trois Blancs.

« Il leur faut du courage pour sortir de l'anonymat et vaincre leurs craintes, mais combien se taisent-elles encore ? », s'interroge Karen Black, l'animatrice de vingt-huit ans, venue de Los Angeles. Ample robe à la hippie, Karen remue ciel et terre, enquête, organise, le cas échéant, dépôts de plainte en compagnie

réclamer la démission du numéro un de l'administration pénitentiaire. M. J. Patrick Callagher, accusé de jouer au dictateur. Dans la prison de Hammersburg, qu'il dirige, il oblige la moitié des détenus, en majorité noirs ou portoricains, à rester enfermés un jour sur deux et à tour de rôle dans leurs cellules.

Le nombre de plaintes contre la mauvaise conduite de la police (notamment pour des coups de feu injustifiés) grimpe en flèche. « Si cela continue, les communistes verront en chaque policier un ennemi. La police existe pour aider les gens, non pour les servir d'une main et abuser d'eux de l'autre », disent les militants du Centre pour la loi.

Philadelphie, dirigée par un maître démocrate qui est noir, comme 40 % de la population, a été en son temps à l'avant-garde de la bataille pour l'égalité des droits. L'orchestre philharmonique y vit toujours de riches heures. C'est ici qu'ont vécu John Coltrane et Dizzy Gillespie, et que Paul Simon

silence relatif de la pause, Hamilton, mécano de trente ans, propriétaire de son appartement, confie : « Le laisser aller autodestructeur de certains Noirs m'exaspère, tout autant que les coups qu'adorent porter les Blancs sur une peau noire. »

« Ce que vous ne devez pas faire »

En ville, les autorités ont manqué à tirer la leçon des incidents récents. Le chef de la police, M. Willie L. Williams, est sorti de son silence habituel. «*Écœuré*» par l'incident de Los Angeles, il a imposé à chacun de ses 6 300 subordonnés de visionner la fameuse bande vidéo. Aux jeunes recrues, un message clair : «*Ce que vous ne devez pas faire.*» Avec les vétérans et la hiérarchie, une discussion s'est instituée sur «*nos responsabilités et nos valeurs morales.*» Il a publié son bilan : en trois ans, 179 plaintes pour violences policières.

la « rude canonnade » contre leur corporation ne cachent pas leur colère devant les répercussions de la bavure de Los Angeles : « Nous sommes des soldats. On en a marre de ces avocats qui nous accusent d'être anticonstitutionnels, et qui tordent le cou à la justice, et leur profit, miand leur client

puce, à leur propre
pense payer. A nous la chasse aux capsules vides de crack, le sexe boulot au nom de la loi.» Tout récemment, le département fédéral de justice a annoncé que les aveux extorqués par la force ne seraient plus retenus. Autre effet de l'affaire de Los Angeles...

DANIELLE ROUARD

(1) Depuis 1988, 9 policiers mutés et 6 mis à pied pour abus physiques, 50 licenciés pour motifs divers. En 1990, une hausse de 15,5 % des plaintes pour abus physiques. Deux fois plus de plaintes pour injures et humiliations raciales. Quarante-quatre personnes tuées par balle, le plus haut niveau depuis 1980.

BRÉSIL

Disparition d'un des plus célèbres protecteurs des enfants des rues à Rio

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Volmer do Nascimento a disparu. Le coordonnateur du Mouvement national des enfants de la rue de Rio-de-Janeiro était depuis plusieurs mois en danger. Au point que la police fédérale le protégeait en permanence. A la suite d'un imbroglio policier — sa sécurité devait être assurée par l'Etat de Rio-de-Janeiro depuis le 19 avril mais ne l'était pas encore en raison d'obscures négociations entre les deux polices, — il courait de grands risques et le savait.

Dans un long entretien pué au mois de décembre par le *Journal do Brasil*, il racontait son angoisse permanente : « Depuis le 1^{er} novembre, ma vie a complètement changé. J'ai peur de mourir. » A cette date il avait été expulsé de la zone de la Baía da Fluminense — la zone la plus violente de Rio, au nord de la ville — par les « escadrons de la mort » qui le menaçaient, lui, sa femme et ses trois enfants.

Il avait alors dénoncé avec courage les agissements de ces groupes et les liens qui les unissaient avec certains policiers — voire des magistrats — dans la chasse aux enfants de la rue et l'extermination physique de ceux qu'ils appellent cette « graine de délinquants ». Depuis 1976, Volomé du Nascimento s'occupe de ces enfants à l'abandon, livrés à l'école de la violence et à des groupes

□ CHILI : le général Pinochet visite en Grande-Bretagne début mai. - Le général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre chilienne, compte rendre en Grande-Bretagne cours de la première quinzaine de mai, « pour visiter quelques entreprises d'armements », annonce, vendredi 26 avril, le communiqué officiel. Ce voyage de l'étranger sera le premier effectué par le général Pinochet depuis novembre 1975. A cette époque, chef de la junte militaire au pouvoir au Chili, le général Pinochet s'était rendu en Espagne pour assister aux obsèques du général Franco. - (AFP).

□ **SALVADOR** : la guérilla affirme avoir abattu deux hélicoptères militaires. — La guérilla salvadorienne a affirmé, vendredi 26 avril, avoir abattu deux hélicoptères militaires qui se sont abîmés jeudi dans les eaux du lac San-Ilan, à 50 kilomètres au nord de San-Salvador, entraînant la mort des quatre membres d'équipage. Les autorités militaires ont déclaré pour leur part que le premier appareil s'était écrasé e

traquants, et avait pris, il y a cinq ans, la tête de cette association qui leur venait en aide. Vendredi, il a quitté son bureau pour se rendre à la banque toute proche. Une équipe de télévision anglaise qui devait l'interviewer ensuite, l'attendra en vain. Samedi, personne n'avait encore eu de ses nouvelles.

**Publication
d'un statut**

Aussitôt, M. Joaozinho Trinta, le célèbre directeur artistique de l'école de samba de Beija Flor, qui, lui aussi, a pris en charge un groupe d'enfants perdus et se bat pour tenter de leur offrir « un autre avenir » faisait part de son inquiétude et se disait « catastrophé ». Au siège du gouvernement de l'Etat on se bornait à répondre qu'on recherchait sa trace. Mais la plupart des observateurs craignent le pire.

Triste ironie de calendrier : le jour même où l'on apprendait la disparition de Volmer du Nascimento, le service de presse de la présidence de la République adressait aux correspondants étrangers un exemplaire de « Statut de l'enfant et de l'adolescent » qui n'est autre que la loi du 13 juillet 1990 « traitant de la protection intégrale accordée à l'enfant et l'adolescent » pour lequel Volmer du Nascimento s'est tellement battu...

DENIS HAUTIN-GUIRAUD

son de mauvaises conditions météorologiques, et le second raison d'une avarie mécanique. (AFP.)

o PARAGUAY : assassinat d'un directeur de radio qui faisait campagne contre la corruption et le contrebande. — Santiago Leguizamón, le directeur d'une radio locale du Paraguay qui faisait campagne contre la corruption et le contrebande a été assassiné vendredi 26 avril par des inconnus. Pedro-Juan-Caballero (nord du pays), le jour même d'une manifestation organisée dans la capitale pour dénoncer le crime et les intimidations visant les journalistes (AFP).

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 45

SUR LA 5, ON NE PLAISANTE PAS AVEC LE RIRE. **La 5, c'est 5 sur 5.**

**NOUVEAUX JEUX,
NOUVEAUX DIVERTISSEMENTS,
NOUVEAUX FEUILLETONS:**

QUE LE MEILLEUR GAGNE, du lundi au samedi, 11h55.
LA LIGNE DE CHANCE, du lundi au vendredi 19h00, samedi 18h45.
BONSOIR MA SÉRIE, du lundi au vendredi, 19h40.
GRAIN DE FOLIE, samedi 20h50.
RIRE PARADE, dimanche 12h10. **FROGSHOW**, dimanche 16h10.
CONTES À DORMIR DEBOUT, samedi 11h25 et dimanche 19h15.



هكذا من الأهل

Les maisons brûlées des montreur d'ours

JEAN-BAPTISTE KASS

HENRI DE BRESSON

□ GRÈCE : nouvelles arrestations de Palestiniens après l'attentat de Patras. — Quatre Palestiniens soupçonnés d'activités terroristes ont été arrêtés, vendredi soir 26 avril à Salonique (nord de la Grèce) après la découverte, à leur domicile, d'un important arsenal comprenant des armes et des explosifs. Selon la police, ces personnes (qui étaient en possession d'un passeport jordannien et tunisien) seraient impliqués dans l'attentat à la bombe de Patras (nord-ouest de Péloponnèse), qui avait fait sept morts il y a une semaine. Ces huit personnes arrestées portent à huit le nombre de Palestiniens arrêtés dans cette affaire. Les armes et les explosifs étaient cachés dans des valises au grenier d'une maison au étage située dans le centre de la vieille ville de Salonique. L'enquêteurs s'attendent pas l'évolution d'une coopération entre Palestiniens et des organisations terroristes grecques, notamment celle du 17-Novembre, responsables de nombreux attentats depuis 1975. — (AFP)

Dans le camp d'en face, la réduction de l'aide soviétique, la poursuite de combats et une mauvaise récolte ont aggravé la crise économique. On parle de près de deux 200 000 réfugiés dans les zones contrôlées par Phnom-Penh, à telle enseigne que l'ONU envisage de coordonner une aide distribuée par des agences non-gouvernementales. Phnom-Penh a déjà réclamé une aide d'urgence de 100 000 tonnes.

L'une des entreprises du groupe Doosan Electro-Materials, a avoir déversé dans la rivière Taegu, qui approvisionne en Taegu et ses environs, l'une des régions les plus peuplées de Corée, 300 tonnes de déchets industriels contenant du plomb entre novembre et février 1986. Ce produit corrosif peut être extrêmement toxique lors qu'il est ingéré.

PHILIPPE P

POLITIQUE

Le financement des partis et les « affaires »

L'UDF et le RPR ne s'opposent plus à la création des commissions d'enquête

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon (PR), a déclaré, vendredi 26 avril, qu'il n'est « pas contre » la constitution de commissions d'enquête parlementaires, à l'Assemblée et au Sénat, sur le financement des partis politiques, même s'il a réaffirmé que cette proposition est une « manœuvre » des socialistes. M. Jacques Chirac a adopté une attitude similaire.

L'opposition change de tactique face à la proposition socialiste d'enquête sur le financement des partis avant la loi de janvier 1990 leur allouant des fonds publics. M. Millon, qui était l'invité de l'émission de France-Inter « Objections », ven-

dredi, a indiqué qu'il débattait avec le groupe UDF, le 26 avril, puis avec l'intergroupe de l'opposition au Palais-Bourbon, de cette proposition, à laquelle il ne se déclare plus hostile. Rappelant, néanmoins, qu'une commission parlementaire « ne peut pas enquêter dans des domaines où la justice est saisie », il a affirmé : « Il faut que les Français sachent que cette commission se préoccupera du financement de tous les partis politiques, excepté celui du Parti socialiste. M. Millon a demandé que le gouvernement « donne les moyens, en personnel et en finances, d'assumer sa mission » à la commission officielle, prévue dans la loi de janvier 1990 sur le financement des partis et présidée par un conseiller d'Etat.

Le Parti républicain s'est déclaré, vendredi, « favorable » à la mise sur

le pied de commissions d'enquête sur le financement des partis, mais à plusieurs conditions. M. Ladislas Poniatowski, porte-parole du PR, a expliqué que ces commissions doivent pouvoir « examiner tous les problèmes de financement, y compris les affaires socialistes en cours ». « Nous ne pourrions accepter l'hypocrisie socialiste qui interdirait d'examiner la filière Urbis » sous prétexte qu'une instruction est en cours », a-t-il déclaré.

Le PR demande, aussi, que cette commission ne soit pas « constituée de parlementaires socialistes majoritaires » et qu'elle ait « un président non socialiste ». Pour M. Poniatowski, « l'argent sale utilisé pour le financement de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand était de l'argent détourné par le Parti

socialiste », et « nommer un socialiste à la tête d'une telle commission d'enquête serait aussi provoquant que de nommer le financier de la campagne de M. Mitterrand à la justice » (M. Henri Nallet, garde des sceaux, avait été le trésorier de la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1988).

M. Auroux (PS) : « La vérité fait peur »

M. Jacques Chirac, qui se trouvait, vendredi, dans le Cantal, a qualifié de « tout à fait hypocrite » la proposition de M. Pierre Mauroy. « Cela relève, comme toujours, d'une espèce de tactique du voile de fumée qui en chère aux socialistes, mais, même dans ces conditions-là, je ne vois aucun inconvénient à ce que ces com-

missions soient constituées et puissent agir », a dit le président du RPR. Il a relevé, cependant, lui aussi, que « puisque, par définition, les commissions d'enquête parlementaires ne permettent pas de s'occuper des affaires entre les mains de la justice, cela veut dire que c'est une commission d'enquête qui s'occuperait exclusivement de l'opposition ».

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a observé, vendredi, que, pour l'opposition, « en quelques heures, l'iniquité a remplacé l'agressivité partisane et hypocrite des voix les plus lapageuses ». « Soudain, a dit M. Auroux, le RPR présente le premier budget de sa longue et parfois ténébreuse histoire (voir le Monde du 27 avril), alors que les porte-parole de l'UDF et de l'UDC tentent laborieuse-

ment de camoufler leur gêne derrière de fallacieux arguments juridiques ». Selon lui, « la vérité fait manifestement peur, puisque, dans un même élan d'une rapidité étonnante, des représentants de l'opposition ont déclaré s'opposer à la création d'une commission d'enquête ».

Après avoir affirmé que les travaux de cette commission « ne se substitueront pas aux instructions judiciaires en cours et ne seront pas de nature à les retarder ni à les perturber », le président du groupe socialiste a affirmé que « les Français comprendraient mal que l'opposition refuse d'utiliser une si belle occasion de faire la démonstration publique de la clarté et de la pureté ».

Les Canaques face à la coutume

Suite de la première page

Le hiérarque répliqua en déclarant le récalcitrant personnel non grata sur l'aire de sa chefferie. Par solidarité, la chefferie voisine de Gafca étendit la sanction à l'intérieur de ses frontières. Pour manifester sa résolution, elle ordonna même la fermeture pendant deux jours des sièges de la commune et de la province des Iles Loyauté, situés sur son territoire. Il n'y eut guère que le grand chef du district de Weir, dont les fonctionnaires d'Etat ne laissent pas de louer les qualités de prince éclairé, qui refusa d'ajouter à la disgrâce de M. Cono Hamu. Lifou doit être la seule municipalité de la République dont le maire est interdit de séjour sur les deux tiers de sa commune et se trouve contraint de gouverner en exil.

L'affaire pourrait paraître burlesque s'il n'avait failli y avoir mort d'homme et, surtout, si elle ne posait un problème de fond, qui préoccupe aujourd'hui les dirigeants canaques jusqu'à l'angoisse. Comment articuler les pouvoirs respectifs des responsables politiques et des chefferies ? Comment développer les régions canaques sans rallumer des litiges ethniques ancestraux ? Le conflit de Lifou restera, de ce point de vue, un cas d'école.

Voilà donc un maire indépendantiste brûlant de transférer sa capitale en vitrine du développement. L'ancien militant de choc, preneur d'un sous-préfet en otage en 1984, est doté d'un solide pragmatisme : ici, on le voit sauter en parachute avec un général d'armée ; là, il courtise des investisseurs japonais dans l'espoir d'implanter un hôtel international. Fort de son credo : « Sur les racines du passé, bâtissons la modernité », il ne prête qu'une attention distraite aux rumeurs perçues que soulève sa boulimie d'initiatives. Aussi, lorsqu'il entreprend de libérer une portion du littoral afin d'y aménager un port, pense-t-il régler rapidement l'affaire : il lui suffira de négocier un bail avec les propriétaires fonciers.

Or, la rente, fort juteuse, excite les convoitises concurrentes de deux clans, les Lutepak et les Kattrawa, qui se disputent, depuis plusieurs générations, cette langue de sable piquée de verdure. Après une lecture des généalogies, M. Cono Hamu donne raison aux premiers, tandis que son grand

chef, M. Bula, légitime les prétentions des seconds. Cette partie de bras de fer entre le sujet et le notable produit un effet désastreux dans cette île, la plus attachée de l'archipel à la coutume. Si on y ajoute le jeu cois des rivaux politiques personnels du maire, ravis de l'aubaine pour lui savonner la planche, on a les ingrédients de la crise.

En fait, le casse-tête de Lifou n'a-t-il jamais connu pareil dérapage si l'iniquité ne fermentait déjà dans les milieux coutumiers. Prises dans le tourbillon d'un développement à marche forcée - les élus et l'administration sont impatients d'afficher des résultats avant les prochaines échéances -, les chefferies, surtout aux Iles Loyauté, se sentent court-circuitées. A tort ou à raison, elles vivent dans la crainte d'un complot orchestré par les « politiques », en particulier les élus des provinces indépendantes, dont les pouvoirs, résultant des accords de Matignon, sont considérables. Les repères se brouillent : de simples roturiers régissent en superintendants.

« Vous avez guillotiné Louis XVI... »

D'où le désarroi diffus chez les coutumiers, que résume, à sa manière, M. Sirvane Quenou, porte-parole de M. Pierre Zéoua, grand chef du district de Gafca à Lifou. « Vous, les Français, dit-il, vous avez guillotiné Louis XVI. Peut-être que c'était un mauvais roi, je ne sais pas, mais ne venez pas à Lifou dire aux dirigeants politiques de guillotiner nos grands chefs. Sinon, ce sera le malheur et le désordre. » Dans ce climat de suspicion, M. Nideish, Naissine, grand chef du district de Gafca, sur l'île de Maré, et fondateur du petit Parti libération kanake socialiste (LKS), n'a aucune difficulté à sensibiliser ses pairs lorsqu'il lève l'étendard de la révolte des coutumiers. Il vient d'adresser à tous les grands chefs des Iles Loyauté et de l'île des Pins une lettre dans laquelle il les invite à résister contre les tentatives en cours visant, selon lui, à « dénigrer et à saboter la coutume ». On veut faire croire, écrit-il, que « la coutume freine le développement et l'épanouissement humain du Mélanésien » et qu'elle représente, donc, « le mal dont ce der-

nier doit se débarrasser pour accéder au progrès ». « Il n'y a pas de neutralité pour l'heure, conclut-il. Ou bien c'est le grand chef, ou bien c'est le parti politique qui commande ».

L'affaire de Lifou fut, évidemment, grand bruit dans le Landerneau indépendantiste. De toute manière, tout le monde reconnaît qu'il fallait bien, tôt ou tard, aborder cette question épineuse, que les urgences de la « lutte » avaient, jusque-là, occultée. Président de l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire du FLNKS, à laquelle M. Cono Hamu est affilié, M. François Burck francise des sourcils républicains. « La constitution du FLNKS stipule que Kanaky sera une république démocratique, laïque et socialiste, rappelle-t-il. Je pose donc la question : si nous sommes indépendants, travaillons-nous pour la mise en place d'une république kanake ou pour une multitude de royaumes héréditaires ? Pour autant, si l'on se fie au malaise d'une certaine base de l'UC, convoquer le fantôme de Jules Ferry ne suffit pas à épouser le sujet. Les héritiers de Jean-Marie Tjibaou viennent de s'échiner à débrouiller l'écheveau développement-coutume-politique durant deux réunions de leur comité directeur. Il leur en faudra certainement davantage.

Dans ce débat, qui agite aussi le territoire, un haut fonctionnaire a formulé un avis avec quelque hauteur. Directeur de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) depuis deux ans, M. Bruno Arbouet vient de quitter le territoire après avoir supervisé l'attribution de 34 000 hectares de terres, dont 80 % à des Canaques. Évoquant la complexité et le rythme des réformes initiées par les pouvoirs publics, notamment celles touchant au régime de propriété, le professionnel s'échoue derrière le marxisme pour traiter ses états d'âme. « La question, en Nouvelle-Calédonie, estime-t-il, est, tout de même, de savoir si les projets de développement que nous, Européens, imaginons pour les Mélanésiens sont vraiment adaptés (...). Il y a également lieu de se poser des problèmes de conscience : convaincre des responsables mélanésiens d'accepter notre rythme, c'est, aussi, leur faire prendre un certain nombre de risques. Certains en sont morts, d'autres ont été bannis. » Bien sûr, ce genre de soulèvement public d'humilité chez les techniciens métropolitains de passage à Nouméa.

FREDERIC BOBIN

A l'Institut polonais

L'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie a été l'occasion d'un dialogue entre juifs et catholiques

L'Institut polonais de Paris a organisé, en collaboration avec le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), une commémoration du soulèvement du ghetto de Varsovie, le 19 avril 1943. Trois soirées de débats, suivies d'une soirée artistique, ont réuni, du 22 au 25 avril, des historiens et des témoins juifs et catholiques, animés par ce que M. Jean Kahn, président du CRIF, a appelé une « volonté de compréhension » réciproque. L'ambassadeur de Pologne en France, M. Jerzy Lukaszewski, a présidé la première de ces quatre soirées.

M. Kahn a rappelé que, pour la première fois, l'Eglise polonaise avait formulé, dans une lettre pastorale, une condamnation nette de l'antisémitisme et que, à la suite de sa rencontre avec M. Lech Walesa lors de la visite de ce dernier à Paris (le Monde du 13 avril), des initiatives sont prévues pour que l'enseignement de l'histoire en Pologne fasse la

place qui lui est due au génocide des juifs par les nazis. Au cours d'un des débats, M. Jerzy Turuwicz, responsable d'une revue catholique de Cracovie, a exprimé un optimisme mesuré quant à la disparition progressive de l'antisémitisme en Pologne, où la communauté juive n'existe pratiquement plus depuis l'extermination. M. Turuwicz a qualifié celle-ci de « blessure profonde dans l'ethos de ce pays ».

M. Théo Klein, ancien président du CRIF et du Congrès juif européen, qui avait présidé la délégation pour les négociations avec les autorités polonaises sur le dépeuplement du camp d'Auschwitz, a souligné les vertus du dialogue, sans s'attarder sur la lenteur avec laquelle, sur place, les décisions prises en commun sont mises en œuvre. Il est prévu, en effet, que le camp installé dans l'espace de l'ancien camp d'extermination soit déplacé.

Un autre spécialiste connu des sciences politiques, Philippe Braud, suggère sous un titre aussi énigmatique que le tableau de Bosch, le Jardin des délices démocratiques, une approche du

LIVRES POLITIQUES

L'AMOUR et la politique ont ceci de commun qu'ils inspirent, depuis toujours, deux sortes de discours : celui des acteurs qui s'investissent dans l'une ou l'autre de ces passions, voire dans les deux, et celui que la connaissance de chacune d'entre elles ne cesse de nourrir. Le second n'est pas de moins intéressant, et il a l'avantage d'entretenir la curiosité quand les ardeurs du premier se sont épuisées. Le rôle de ce chroniqueur et la vocation de ce journal orientent cette curiosité vers le discours politique, c'est à lui que l'on s'en tiendra, en se référant à d'originales approches. Pour compenser l'éventuelle déception du lecteur, on lui révélera tout de suite que l'une d'elles enrichit la comparaison avec l'amour en soulignant la dimension psycho-affective de la politique. Patience !

Principes du politique : sous ce titre austère se présente un plaisant essai d'initiation « accessible à tout bachelier un peu curieux », assure l'auteur, Odon Vallet, qui enseigne d'habitude à un autre niveau. Précisément, c'est à partir de cours et d'exposés donnés à Sciences-Po ou dans le cadre universitaire, et d'articles publiés dans plusieurs publications, que cette approche à la fois culturelle et pratique de la genèse du droit et des origines du pouvoir a pris forme. L'exposition en est volontairement simplifiée, bien qu'elle se réfère aux travaux les plus savants et, surtout, les racines historiques des fondements de la société se mêlent étroitement aux exemples pris dans notre environnement moderne.

S'il s'agit de montrer que les premiers systèmes de droit, les premières structures étatiques, sont liés à la maîtrise de la nature et à l'exploitation de ses richesses, l'auteur s'appuie sur la possession des eaux et le partage de la terre qu'illustrant, au même titre, l'histoire du Nil, des pharaons jusqu'au barrage d'Assouan, l'énergie hydroélectrique, la conquête des mers et la pêche dans le Sahel. A ce jeu, on trouve une affaire de fausses faccès pendant la construction du canal de Panama et on observe déjà un phénomène d'exode rural à la fin de la démocratie athénienne : c'est dire qu'il y a des données socio-politico-culturelles qui traversent l'Histoire. Lecture systématique des analogies, des précédents, des étiologies, établissement de connexions dans le temps, décryptage des symboles récurrents, repérage de tout ce qui est porteur de sens, c'est toute une fructification qui, avec le goût des rapprochements insolites, des anecdotes et des réflexions qu'inspire l'état actuel des choses, anime ces visions transversales de la politique. L'exercice tient du feu d'artifice, avec ce qu'il offre d'illuminations fugaces et d'obscurité vite retombée.

Un autre spécialiste connu des sciences politiques, Philippe Braud, suggère sous un titre aussi énigmatique que le tableau de Bosch, le Jardin des délices démocratiques, une approche du

Entre délices et confusion

contenu émotionnel de son domaine d'études. Il n'a pas de difficulté à nous convaincre du peu de rationalité de la politique, de son incapacité à prendre en compte, quand il le faudrait, des tendances lourdes de l'économie, du travail et de la culture, et enfin, de la pauvreté du débat qu'elle génère.

D'où vient alors le succès reconnu de la démocratie pluraliste, régime qui garantit une certaine harmonie entre les hommes en satisfaisant la raison ? De son aptitude à gérer la dimension psycho-affective, omniprésente dans le fonctionnement d'un système politique, affirme l'auteur. Il précise ainsi son hypothèse centrale : « La supériorité, aujourd'hui peu contestable, des démocraties pluralistes sur les régimes autoritaires et les systèmes totalitaires, ne tient pas au triomphe de leurs principes idéologiques. S'il y a eu consolidation institutionnelle (elle est en effet remarquable), c'est en raison de leur aptitude supérieure à gérer, sans les étouffer, les dynamismes émotionnels qui traversent la société. »

Si l'on comprend bien, il s'agit de gouverner un mélange composé d'apathie, de frustrations, d'angoisses, de mécontentement ou de colère qui risque de se transformer en indifférence, agressivité, tumulte ou violence, si l'on ne parvient pas, en satisfaisant son besoin de rêve et d'espoir, à le séduire et à mobiliser son adhésion. Dans cette perspective, l'axe droite-gauche résulte d'une nécessité et répond à un principe d'ordre et de classement (l'identité de la gauche étant plus marquée sur le plan émotionnel) ; l'alternance n'est acceptée qu'en raison de l'étroitesse de l'alternative, parce qu'elle ne bouleverse pas l'ordre social et qu'elle facilite le travail de deuil des exigences inaccessibles ; et gouverner démocratiquement revient à « mobiliser des symboles déterminés, travailler sur des représentations et des croyances, adopter des styles psychologiques de comportement traversés par des vertus visibles : acceptation du débat, sens du dialogue, inclination à répudier l'excès... »

Par ce biais, l'auteur se défend de verser dans le psychologisme, qui donnerait la priorité au jeu des acteurs ; il entend mettre en valeur la logique des rôles et l'emprise d'une langue de bois qui, dit-il, correspond subtilement aux exigences culturelles du système socio-économique. Sa théorie est évidemment beaucoup plus fine et argumentée que ne l'est cette rapide présentation. Et, si elle n'explique pas toute la politique, elle a le mérite de rappeler que celle-ci est aussi faite de battements de cœur, d'adrénaline, de spleen et de séduction.

Si délices démocratiques il y a, ils ne vont pas sans exigence.

ANDRÉ LAURENS

diraient deux autres essayistes, Jean-Claude Crespy et Christophe de Voogd, qui déplorent la confusion des rôles et des valeurs dans notre société et suggèrent d'y réintroduire un peu plus de rigueur. Selon eux, le divorce entre la société et l'Etat appelle un effort de réflexion et d'action qui ne saurait se limiter à l'émélioration de mécanismes juridiques.

Ils diagnostiquent des signes de confusion dans l'état des mœurs : par exemple, l'obsession du corps fonctionnel, soumis à la dictature de la mode, l'exaltation d'un individualisme qui s'enferme dans ses propres limites (celles des humeurs et des désirs), la sacralisation de la singularité qui « n'est plus vécue comme un faisceau de qualités, mais comme une somme de différences produites et vendues dans le champ social », la prime donnée au droit à la différence, aux dépens des autres droits qui s'attachent à l'universalité de l'homme.

Sur un plan plus politique, les auteurs dénoncent le dévoiement des élites dirigeantes : « Pantouflage et copinage sont les deux mamelles de cette nomenklatura », affirment-ils. Le plus grave, selon eux - et ils visent juste - est la part faite à l'idéologie de l'expertise, qui assure le triomphe de la technocratie. Le pouvoir est lui-même conçu comme un savoir et il donne naissance « à des professionnels du bien commun ». Il y a détournement des rôles et la démocratie est confisquée.

Au-delà de l'action possible sur le recrutement des élites, il convient, selon les auteurs, de redonner la parole au suffrage universel, notamment par les recours au référendum (sur des sujets aussi divers que l'armement, les grands équipements, le service public) et l'extension des compétences parlementaires. Il faudrait aussi réviser la notion de responsabilité politique et pénale des élites dirigeantes, compte tenu de l'inefficacité de la justice administrative, si lente et dépourvue de pouvoir d'injonction. Enfin, parmi d'autres valeurs qu'ils suggèrent de redonner ou de promouvoir, les deux essayistes préconisent d'instaurer un pacte social qui, en particulier, installerait, à la place du mythe du travail producteur, une éthique véritable du service avec ses obligations de droits et de devoirs. La notion de contrat inspire cet essai, dont les auteurs se recommandent de parrains prestigieux, Rousseau et Tocqueville, que cette chronique a toujours plaisir à honorer.

► **Principes du politique**, d'Odin Vallet, Masson, 178 pages, 140 F.

► **Le Jardin des délices démocratiques**, de Philippe Braud, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 273 pages, 144 F.

► **La société de confusion, essai sur l'exigence démocratique**, de Jean-Claude Crespy et Christophe de Voogd, PUF, 154 pages, 90 F.

سكنا من الاجل

SOCIÉTÉ

En hausse pour la deuxième année consécutive

Les délits et les crimes ont augmenté de 7 % en 1990

Les crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie ont augmenté de près de 7 % en 1990 (3 492 712 infractions, au lieu de 3 266 442 en 1989). Pour la deuxième année consécutive, ces statistiques sont à la hausse, alors qu'une tendance prolongée à la baisse avait été observée de 1985 à 1988.

La délinquance urbaine a le vent en poupe, ont constaté MM. François Roussely, directeur général de la police nationale, et Charles Barbeau, son homologue de la gendarmerie nationale. Couvrant les zones les plus fortement urbanisées, la police a recensé 69,36 % des faits constatés (+ 7,91 %). Cette évolution des crimes et délits accompagne les mouvements de

population en direction des villes : entre les recensements de 1982 et 1990, la grande couronne parisienne a ainsi accueilli 520 000 personnes supplémentaires.

Au chapitre des hausses, la progression des vols (+ 8,40 %) reste la plus préoccupante. Avec 2 305 600 faits constatés, les vols représentent près de deux tiers de la délinquance et de la criminalité. C'est l'un des effets de la civilisation de l'automobile : la moitié des vols visent des deux-roues à moteur ou des automobiles.

Les infractions à la législation sur les stupéfiants ont aussi connu une nette expansion (+ 11,53 %), notamment en matière de consommation. « Comme pour les vols, cette évolution traduit moins l'évolution des phénomènes qu'une activité plus soutenue des services de police et de gendarmerie », a estimé

M. Barbeau. Une activité dont témoignent des chiffres : en 1990, 347 107 personnes ont été placées en garde à vue (+ 3 %) et, parmi elles, 78 138 ont été écrouées.

Évolutions préoccupantes

La géographie de la délinquance témoigne d'évolutions qui ne sont pas uniformes. A elles seules, les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, sont à l'origine de 44 % de l'augmentation globale. La région Corse arrive toutefois en tête de ce classement (+ 16,25 %), tandis que la Basse-Normandie semble épargnée (+ 0,79 %).

Reste que cette nouvelle augmentation statistique, qui intervient après celle de 1989, vient inverser la tendance à la baisse

observée depuis 1985 (- 2,78 % en 1985 ; - 8,02 % en 1986 ; - 3,68 % en 1987 ; - 1,21 % en 1988). « Il faudrait en finir avec cette idée mythique qu'un chiffre unique puisse résumer l'état de la sécurité ou l'activité des services de police », dit toutefois M. Roussely. Le directeur général de la police distingue ainsi les évolutions « préoccupantes » - hausse des vols, des infractions liées aux stupéfiants, des dégradations - et les tendances « satisfaisantes » - stabilité des escroqueries et infractions économiques et financières (+ 0,63 %), hausse modérée des infractions contre les personnes (+ 1,53 %) et des attentats par explosifs (+ 3,30 %).

Par ailleurs, une « décélération », sensible dès le deuxième semestre de 1990, s'est prolongée au cours du premier trimestre de 1991 : la progression des crimes et délits y est quatre fois moindre (+ 2,17 %) que celle enregistrée sur la même période de l'année précédente (+ 8,47 %). « Il n'y a pas de fatalité à la délinquance », conclut M. Roussely.

ERICH INCIVIAN

Fin du plan antiterroriste Vigipirate. - Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a levé, vendredi 26 avril, sur instruction du premier ministre, le plan Vigipirate. Cette mesure s'inscrit dans la suite des analyses effectuées par les services spécialisés quant à l'évolution de la menace liée à la crise du Golfe, et à son impact sur la situation de la France. M. Marchand a souligné que la situation de la France, en matière de sécurité, est restée satisfaisante. Les services spécialisés ont constaté que la menace terroriste n'a pas évolué de manière inquiétante. Les services de sécurité ont donc décidé de lever le plan Vigipirate. Cette mesure s'inscrit dans la suite des analyses effectuées par les services spécialisés quant à l'évolution de la menace liée à la crise du Golfe, et à son impact sur la situation de la France. M. Marchand a souligné que la situation de la France, en matière de sécurité, est restée satisfaisante. Les services spécialisés ont constaté que la menace terroriste n'a pas évolué de manière inquiétante. Les services de sécurité ont donc décidé de lever le plan Vigipirate.

Les projets de décrets soumis à la CNIL

Le gouvernement a revu sa copie sur les fichiers « sensibles »

« Je suis pour la transparence », a affirmé le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, vendredi 26 avril, après la transmission des projets de décrets législatifs relatifs à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). L'avis qui sera donné par la commission sera suivi par le ministre. Saisie de ces projets le 21 mars - après que le gouvernement eut entièrement revu sa copie - la CNIL vient d'indiquer qu'elle entendait instruire le dossier en toute sérénité, en vue de rendre son avis d'ici à la mi-juillet.

On est loin du tollé provoqué, en mars 1990, par les deux précédents décrets sur les fichiers des renseignements généraux (RG) et le fichier informatisé du terrorisme. A l'époque, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait été obligé d'annuler les deux textes, sous la pression conjuguée de l'opinion publique et des associations de droits de l'homme. La copie a été entièrement revue par le gouvernement. A tel point que la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui rendra son avis début juin, a déjà sauté un « incontestable progrès ».

Tout en préservant les missions des RG, la Place Beauvau veut élargir l'épouvantail informatique d'un Big Brother policier. Aussi, la nature des informations « sensibles » que les RG pourront saisir a-t-elle été sensiblement réduite : les décrets de l'an passé visaient toute personne « exerçant une influence sur les situations politiques, économiques ou sociales » ; l'actuel projet se limite aux personnes qui ont « sollicité, exercé ou exercé, des mandats politiques, syndicaux, économiques ou religieux, ou qui jouent un rôle politique, économique ou social significatif ».

Il sous condition que ces informations soient nécessaires pour l'ordre public, la sécurité nationale ou la sécurité publique, ou à des fins de prévention des troubles à l'ordre public.

Surtout, le texte soumis à la CNIL n'envisage plus que le fichage de deux types d'informations nominatives. Primo, « les activités (et non plus les opinions) politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales ». D'accord pour la mention « secteur général de la section PS de l'avis d'accord pour « catholique », « franc-maçon » ou « communiste ». Secundo, « les signes physiques particuliers, objectifs et inaliénables (une couleur de peau, des cheveux crépus), utilisés comme éléments significatifs. Désormais prohibés les mentions « juif » ou « maghrébin ». En outre, ces fichages « à des fins de renseignements » ne visent que des personnes pouvant porter atteinte à la sécurité de l'Etat ou à la sécurité publique par le recours à la violence.

Des garanties comparables ont été apportées pour la consultation de fichiers RG par d'autres services de police ou de gendarmerie, qui a été limitée au dernier cas cité, et à celui des personnes concernées par une habilitation en matière d'accès aux secrets protégés (confidentiel-défense, par exemple). Le fichier informatisé du terrorisme a vu, lui, sa finalité exclusivement limitée à « la lutte contre les entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Tous les cinq ans, la CNIL procédera à un examen du bien-fondé des informations dans les fichiers RG et antiterroristes.

Les projets de décrets ne sont encore que des « documents de travail », et ils pourront faire l'objet de « modifications pour tenir compte des consultations en cours », a pris soin de préciser le ministre de l'Intérieur. Comme pour exorciser toute nouvelle polémique.

E. In.

L'insécurité des statistiques

Entre 1972 et 1988, les vols d'automobile ont progressé de 42 %. Mais, entre ces deux dates, le parc automobile s'est accru de 80 %. L'occasion ferait le larron, puisqu'il y a de plus en plus de matière « volable ». Mais le paradoxe veut que, statistiquement, chaque voiture ait moins de risque d'être volée que par le passé.

Au royaume des corrélations, la prudence est reine. En développant plusieurs exemples, dans le dernier numéro des « Cahiers de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure » (IHESI) consacré aux mesures de la délinquance (1), M. René Padieu, inspecteur général de l'INSEE, fait la démonstration de cette « insécurité statistique ». Autre exemple : les cambriolages des résidences secondaires se sont envolés entre

1972 et 1984 (+78 %), alors que le nombre de ces résidences a progressé moins rapidement (+43 %). Il reste que la probabilité de voir sa résidence « visitée » n'est, chaque année, que d'une « chance » sur cent.

Si les effectifs de la police nationale ont crû de 13 % entre 1975 et 1989, la population française n'a augmenté que de 7 % sur la même période. Une population mieux surveillée et protégée ? M. Padieu a vu dans la question un autre paradoxe : « Un accroissement des effectifs peut aussi bien faire baisser la délinquance, si la répression est efficace, que la faire apparaître augmentée, si la détection est meilleure. » Il faudrait par ailleurs que les effectifs de police suivent au plus près les mouvements de population. Or la population du département de Seine-

et-Marne s'est accrue de 190 000 habitants entre le recensement de 1982 et celui de 1990, c'est-à-dire l'équivalent d'une ville comme Angers ou Roubaix. Mais les rigidités administratives font que, dans le même temps, la Seine-et-Marne n'a pas vu ses effectifs renforcés des quatre cents policiers correspondant à des villes de cette importance.

« Sensibles aux phénomènes d'insécurité, nous sommes avides de trouver confirmations ou démentis de nos peurs », analyse M. Jean-Marc Erbes, directeur de l'IHESI. En clair, il ne faut pas faire dire à l'importance des chiffres.

E. In.

(1) Les Cahiers de l'IHESI, avril 1991. La Documentation française.

JUSTICE

La polémique sur la « manipulation » des scellés d'Urbatech

Le directeur général de la police nationale répond au juge Jean-Pierre

Le directeur général de la police nationale, M. François Roussely, n'a guère apprécié les propos du juge Jean-Pierre sur la « manipulation » des scellés d'Urbatech. Il lui a répondu vendredi 26 avril, en se réservant de « donner une suite » à ses déclarations.

Interrogé mercredi sur TF1, le juge du Mans avait affirmé que les cinq caisses de documents saisies le dimanche 7 avril lors de la perquisition dans les locaux d'Urbatech avaient été « manipulées ».

« Nous les avons mis, ma greffière et moi, dans un certain ordre dans les cartons, précisait-il, et nous avons eu la surprise, par hasard, dans les couloirs du Palais de justice du Mans, de les voir arriver dans un ordre différent. » M. Denis Langlois, qui avait assisté à la perquisition du 7 avril en tant que témoin, confirmait dès le lendemain les craintes du juge Jean-Pierre : « Une heure et demie après le dessaisissement, je me trouvais encore dans le hall des bureaux de la société Urbatech et j'ai été surpris de constater que certains dossiers saisis avaient été sortis des cartons. (...) La consultation des dossiers était extrêmement facile, dans la mesure où le juge Jean-Pierre avait placé la plupart d'entre eux sous scellés ouverts et non fermés. »

Lors de sa perquisition dans les locaux d'Urbatech, le juge Jean-Pierre, accompagné de sa greffière et de deux témoins, avait saisi des documents qui ont été conservés de deux manières : deux caisses de scellés

« fermés » - les dossiers sont rangés dans des caisses portant des sceaux - et trois de scellés « ouverts », constitués de classeurs reliés par une ficelle. Lors de la perquisition, le juge du Mans, pressé par le temps, n'avait pas eu le loisir de numéroter les feuillets de tous ces documents. Il affirme aujourd'hui avoir vu « par hasard, au tribunal du Mans » que l'ordre des dossiers avait été modifié.

Le directeur général de la police nationale a répondu vendredi au juge Jean-Pierre. « Je peux affirmer de la façon la plus formelle que les services de police judiciaire qui, dans le cadre d'une commission rogatoire, ont été saisis de cette affaire, n'ont fait que leur travail dans le cadre légal qui est le leur », a précisé M. François Roussely. Je me réserve pour donner des suites éventuelles aux déclarations du juge. »

Les cinq caisses inventoriées

Les propos de M. Jean-Pierre sont, il est vrai, ambigus. Le terme de « manipulation » peut signifier un simple déplacement des documents, ou la tricherie volontaire qui pourrait notamment inclure la disparition de certains scellés. Le juge du Mans se garde bien de choisir l'une des deux interprétations : n'étant plus en charge du dossier, il n'a pas les moyens, dit-il, de vérifier un à un les documents et de lancer des accusations précises.

Que les scellés aient été consultés, personne ne le nie : après la perquisition, les cinq caisses sont restées toute la nuit dans les locaux d'Urbatech.

technic, boulevard de Rochechouart, à Paris, sous la surveillance de gardiens de la paix de la préfecture de police de Paris. Dimanche soir, le juge Jacques Liberge, désormais chargé de ce dossier, devait une commission rogatoire à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), qu'il chargeait de l'inventaire, du descriptif, et du rapatriement des scellés au tribunal du Mans. Les cinq caisses ont donc été inventoriées par les services de police dans les locaux d'Urbatech, en présence de témoins, et le procès-verbal dressé au terme de cette séance a été communiqué au juge Liberge.

Les dossiers ont donc bien été « manipulés », personne ne s'en cache, mais au sens premier du terme : les documents ont été comptés et décrits par la police judiciaire lors de l'inventaire, et ce à la demande du juge Liberge. Les scellés ont ensuite été entreposés dans une chambre de sûreté de la police judiciaire avant de partir mardi 9 avril au tribunal du Mans.

De la fin de la perquisition, qui s'est achevée dimanche à 21 h 15, à l'arrivée des cinq caisses au Mans, mardi, à 16 heures, les scellés ont été pris en charge soit par les gardiens de la paix de la préfecture de police de Paris, soit par les policiers de la DCPJ. Si la « manipulation » que le juge évoque veut dire tricherie, elle n'a pu se faire sans la complicité de la police judiciaire. M. Roussely a d'ailleurs répliqué avec fermeté aux accusations du juge du Mans : « Pour dire l'accusé, concluant-il, il faut un Zola. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. »

ANNE CHEMIN

fausses factures concernant le palais des congrès de la ville (Le Monde du 27 avril). Dans la même affaire, M. Tony Fighiera, gérant de la société Azur-Restaurant, concessionnaire de la restauration du palais, a été inculpé de faux et usage de faux en écritures de commerce. Conformément aux réquisitions du parquet, ils ont été, l'un et l'autre, placés sous mandat de dépôt et écroués à la maison d'arrêt de Nice. (Corresp.)

L'ex-Pdg du casino Lyon vert est remis en liberté. - Détenu depuis le 8 février dernier (Le Monde du 10-11 février), M. Albert Raineau, ancien PDG du casino Lyon vert, situé sur la commune de La Tour-de-Salvagny, près de Lyon, et plus connu sous le nom de « casino de Charbonnières », a été remis en liberté, vendredi 26 avril, par une décision de la chambre d'accusa-

tion de la cour d'appel de Lyon. M. Raineau, qui reste inculpé d'abus de biens sociaux et de dissimulation de tout ou partie du produit des jeux, a dû payer une caution de 700 000 F. L'enquête avait révélé que les logiciens de certains « bandits manchots » avaient été modifiés, permettant le détournement d'une somme importante, de l'ordre de 20 millions de francs. (Corresp.)

A propos de « l'affaire Trager »

Le maire (PS) de Saint-Nazaire est cité dans un cas d'abus de biens sociaux

Le procureur de la République de Nantes a fait parvenir, vendredi 26 avril, à la chambre criminelle de la Cour de cassation, une requête pour qu'elle désigne le juge qui devra instruire une affaire d'abus de biens sociaux où est cité le nom de M. Joël Bateau, maire (PS) de Saint-Nazaire.

Comme dans chaque cas où un élu est mis en cause, « de quelque manière que ce soit », souligne-t-on au palais de justice, la Cour de cassation doit, en vertu du « privilège de juridiction », décider si le juge d'instruction local, en l'occurrence M. Pierre Périat, reste ou non en charge du dossier.

L'ancien responsable régional pour les Pays de Loire d'Urbatech, M. Christian Giraudon, toujours inculpé dans le cadre de

l'instruction ouverte au Mans par le juge Jean-Pierre et poursuivie par le juge Liberge, a été entendu dans cette affaire à titre de témoin par le juge Périat.

L'affaire commence avec l'interpellation le 13 mars d'un industriel nantais, M. René Trager, PDG de Desbinox et ATAO, deux sociétés spécialisées dans l'aluminium. M. Trager est inculpé et écroué pour abus de biens sociaux, abus de confiance et banqueroute frauduleuse. Au cours d'une de ses auditions par le juge, il affirme avoir été en contact avec Urbatech et le maire de Saint-Nazaire, des propos rapportés par ses avocats, qui demandent sa mise en liberté.

M. Bateau s'est publiquement expliqué dans la semaine : ne niant

pas avoir eu connaissance des activités d'Urbatech, il a indiqué que la commission des marchés était ouverte aux élus municipaux d'opposition, qui y siégeaient régulièrement. « J'ai eu des doutes en 1986, a-t-il indiqué, et j'ai aussitôt mis le hold. » M. Bateau a par ailleurs déclaré que Saint-Nazaire avait attribué un seul marché à M. Trager, en 1984. N'excluant pas que « des choses répréhensibles » se soient produites sans qu'il le sache, M. Bateau a estimé que « c'était à la justice de le dire ».

Au palais de justice de Nantes, on affirme que « l'affaire Trager » ne présente pour l'instant « aucun élément concret » susceptible de dénoncer un scandale politico-financier.

Accusé du viol et de l'assassinat d'une fillette

Richard Roman retourne en prison

AIX-EN-PROVENCE

Depuis vendredi après-midi 26 avril, et après six mois et quatre jours de liberté, à la suite du lieu dont il avait bénéficié le 22 octobre 1990 de la part du juge d'instruction de Digne, Richard Roman, trente et un ans, l'un des deux meurtriers présumés de la petite Céline Jourdan, violée et assassinée le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence) est de nouveau en détention (Le Monde du 16 novembre 1990).

Ainsi en ont décidé les trois magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. L'arrêt a été immédiatement appliqué. Richard Roman, qui avait été libéré au palais de justice, a été aussitôt placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Luyes.

« C'est un retour à la case départ, et en même temps un exemple de cohérence judiciaire. La chambre a pris ses responsabilités, en conformité avec l'arrêt qu'elle avait rendu le 14 novembre dernier, lorsqu'elle énonça le non-lieu », a commenté l'un des avocats de la partie civile. Une opinion partagée par l'un de ses confrères, qui indiqua : « Sans présumer de la culpabilité ou non de Roman, il faut penser que la cour a estimé que la réhabilitation de Roman était une nécessité pour la poursuite de l'instruction, pour la cessation du trouble à l'ordre public que sa libération a causé ainsi que pour sa propre protection. » (Le 24 décembre 1990, à Annecy, Richard Roman avait été victime d'une mystérieuse agression).

M. Leclerc, le défenseur de Richard Roman, voutait demeurer optimiste pour son client :

« Aujourd'hui, il n'y a pas d'éléments nouveaux sur le fond de l'affaire. En ce qui me concerne, je ne doute pas que Richard Roman soit innocent. La chambre estime qu'il doit retourner en prison pour les besoins de l'instruction, j'en prends note. On a pu voir que mon client s'est présenté, ce qui était également important. Pour le reste, la culpabilité n'est pas encore établie et Richard Roman n'est pas encore renvoyé devant la cour d'assises. Je ne doute pas qu'il bénéficie à nouveau d'un non-lieu quand le président Carrié aura bouclé l'instruction. »

FRANÇOIS DE BOUCHONY

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-61-62
Poste 4138

REGULATION

La mortalité s'est aggravée

La mortalité s'est aggravée en 1990, selon les premiers chiffres publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Le taux de mortalité est passé de 10,4 en 1989 à 10,6 en 1990. Cette augmentation est due à une hausse de la mortalité des hommes, qui est passée de 10,2 à 10,4. La mortalité des femmes, quant à elle, est restée stable à 10,6. Cette évolution est due à une augmentation de la mortalité des hommes âgés de 75 ans et plus, qui est passée de 10,2 à 10,4. La mortalité des femmes âgées de 75 ans et plus, quant à elle, est restée stable à 10,6. Cette évolution est due à une augmentation de la mortalité des hommes âgés de 75 ans et plus, qui est passée de 10,2 à 10,4. La mortalité des femmes âgées de 75 ans et plus, quant à elle, est restée stable à 10,6.

Les projections de décrets ne sont encore que des « documents de travail », et ils pourront faire l'objet de « modifications pour tenir compte des consultations en cours », a pris soin de préciser le ministre de l'Intérieur. Comme pour exorciser toute nouvelle polémique.

E. In.

SOCIÉTÉ

TRANSPORT

Une hausse de 10,5 %

La mortalité sur les autoroutes s'est aggravée en 1990

A la différence de l'ensemble du réseau routier français qui a amélioré sa sécurité, en 1990, avec 4,2 % de tués en moins, les autoroutes ont vu leur bilan se dégrader. On a dénombré, l'an dernier, 432 morts sur le réseau autoroutier à péage contre 358 en 1989, soit une hausse de 21 %. Si l'on calcule le taux de tués par tranche de cent millions de kilomètres parcourus, la progression réelle demeure importante : avec + 10,5 %. Une partie notable de cette aggravation est imputable à l'accident d'un car britannique à l'impériale qui s'est retourné après éclatement d'un pneu causant la mort de onze personnes.

M. Robert Lafont, député général de l'Assecar, département sécurité des sociétés d'autoroutes, s'est ému de ces mauvais chiffres, d'autant que la sécurité est un des « arguments de vente » des autoroutes. « Les accidents mortels dus à l'assoupissement, la fatigue et l'inattention ont représenté 32 % des cas contre 27 % en 1989, déclare-t-il. Il se confirme qu'un tiers des tués sur autoroutes sont seuls dans leur véhicule quand ils quittent la chaussée. Trois autres types d'accidents apparaissent plus

fréquemment qu'en 1989 : le non-respect des distances de sécurité et les dépassements dangereux sont passés de 8 % à 9 % des cas, la vitesse excessive, de 7 % à 11 %, et la présence de piétons sur la chaussée ou sur la bande d'arrêt d'urgence, de 8 % à 11 % ».

L'Assecar mène, avec l'approbation du secrétariat d'Etat aux transports, diverses actions pour pallier ces défaillances humaines. Tout d'abord, une information attirera l'attention des conducteurs sur l'effet nocif de certains médicaments en matière d'assoupissement. Une campagne de sensibilisation a commencé à l'occasion des départs de Pâques sur les manœuvres de dépassement, car une enquête a fait apparaître qu'un tiers des automobilistes ignoraient les règles en matière de changement de file.

Enfin, le brouillard provoquant de plus en plus d'accidents en raison des vitesses excessives et du non-respect des distances de sécurité, l'Assecar se demande s'il ne faudrait pas instituer une vitesse maximum de 90 km/h en cas de visibilité faible, comme cela a été fait pour les périodes de pluie.

A. F.

EN BREF

Le délai minimal de présentation au permis de conduire a été porté à un mois. - M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, veut en finir avec les stages accélérés qui prétendent former les candidats au permis de conduire en quelques jours à raison de huit heures de cours quotidiens. Pour battre en brèche l'action de ceux qu'il appelle des « marchands de soupe », M. Sarre a pris un arrêté qui entre en vigueur le 1^{er} mai et qui réforme les délais de présentation au permis de conduire. Un délai d'un mois est, pour la première fois, instauré entre le dépôt de la candidature et la présentation aux épreuves théoriques. Un délai de quinze jours devra être obligatoirement respecté entre l'épreuve théorique et l'épreuve pratique. Enfin, le délai entre un échec et une nouvelle présentation est fixé à quinze jours au lieu de quarante-huit heures actuellement.

Incident sans gravité à l'usine de Tricastin. - Un incident sans gravité s'est produit, vendredi 26 avril en fin de matinée, dans l'usine de diffusion gazeuse du site nucléaire de Tricastin (Drôme). La détérioration d'un piège thermique a provoqué un incendie localisé, mais chimiquement très nocif. Selon le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), le dégagement, confiné à l'intérieur de l'installation, ne menace ni l'hygiène ni l'environnement. Le contrôle des travailleurs présents lors de l'incident est néanmoins en cours au SCPRI.

Nouvelle sortie dans l'espace des cosmonautes soviétiques. - Victor Afanassiev et Moussa Manarov, en orbite à bord de la station soviétique Mir depuis le 2 décembre dernier, ont effectué, dans la nuit du vendredi 26 avril, leur quatrième sortie dans l'espace. D'une durée de 3 h 34, celle-ci leur a permis de vérifier l'état des antennes de communication radio du module astro-

nomique Kvant, dont le mauvais positionnement avait empêché, ces dernières semaines, l'arrimage automatique d'un vaisseau Progress-MT. - (AFP).

Un commando anti-avortement manifeste devant la Fédération protestante de France. - Une trentaine de personnes ont manifesté, vendredi 26 avril, devant le siège de la Fédération protestante de France, 47, rue de Clichy à Paris. Elles entendaient ainsi protester contre la condamnation, par la Fédération, des actions anti-avortement organisées depuis quelques mois à l'intérieur de certains établissements hospitaliers. Dans un communiqué, la Fédération protestante de France a désapprouvé cette manifestation et a rappelé que l'avortement est, pour elle, « une solution de moindre mal ».

Menace d'expulsion pour quatre lycéens en Haute-Savoie. - Quatre élèves du lycée Guillaume-Fichet de Bonneville (Haute-Savoie) sont menacés d'expulsion temporaire ou définitive de leur établissement pour avoir rédigé et diffusé un journal satirique dans lequel ils se moquent de plusieurs enseignants. Leur production, aussitôt photocopiée à 30, puis à près de 150 exemplaires, aurait largement franchi les murs du lycée, provoquant l'émotion du corps professoral. Les élèves ont profité du droit de publication et de diffusion qui leur a été accordé par le décret du 18 février 1991 sur les droits et obligations des lycéens, pour éditer ce *J'accuse*. La circulaire d'application, parue au *Bulletin officiel* du 14 mars, prévoit toutefois que les élèves ne doivent pas montrer ni injurieux ni diffamatoires.

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

ENVIRONNEMENT

Après le naufrage du pétrolier « Haven »

Des produits polluants ont atteint les côtes varoisees

TOULON

de notre correspondant

Un fort vent d'est avec des pointes de 100 kilomètres à l'heure et une mer de force 6 ont accentué vendredi 26 avril la dérive sur le littoral varois des produits polluants libérés par le pétrolier *Haven*. Cette pollution avait atteint les plages de Ramatuelle et de Bormes dès le 25 avril.

L'action du courant figure, renforcée par les vents dominants, pousse vers les plages des galettes et des boulettes de produit bitumé qui ont atteint irrégulièrement la célèbre plage tropézienne de Pampelone sur une longueur de huit kilomètres. Les caps Martin, d'Antibes, d'Antibes, Camarat et Toulon, ainsi que la presqu'île de Giens ont également été atteints par cette pollution.

Le temps rendait impossibles l'intervention des moyens maritimes engagés pour la récupération des hydrocarbures à la dérive et la mise en place de barrages flottants. Par contre, les vols de reconnaissance effectués par des avions des douanes et de la Marine nationale ont permis de repérer des nappes de quelques dizaines de mètres de diamètre se rapprochant des côtes et menaçant même les îles d'Hyères.

Les conditions météorologiques instables pour une durée de vingt-quatre à quarante-huit heures rendent les prévisions difficiles. La municipalité de Saint-Tropez a lancé un appel à la population lui demandant de procéder au nettoyage des plages, qui avait commencé la veille à Bormes et au Lavandou, où mille litres de produits polluants ont été ramassés à la pelle et à la main par les sapeurs-pompiers.

J. L.

DÉFENSE

Le général Roquejeoffre de retour à Paris. - Nommé le 17 septembre dernier à la tête du dispositif français « Daguet » en Arabie saoudite, le général de corps d'armée Michel Roquejeoffre sera de retour, lundi 29 avril, à Paris, où une prise d'armes aura lieu sur l'aérodrome de Villacoublay (Yvelines). Le général Roquejeoffre, qui est normalement le « patron » de la Force d'action rapide (FAR) comprenant environ 60 000 hommes, sera ensuite reçu par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à l'Hôtel national des Invalides.

Le général Voogny, chargé de mission à l'Elysée. - Ancien commandant des forces aériennes stratégiques, c'est-à-dire les escadrons de bombardiers nucléaires Mirage IV et les missiles nucléaires sol-sol enlouis au plateau d'Albion, en Haute-Provence, le général d'armée aérienne Philippe Voogny (cadre de réserve) a été nommé, par arrêté de M. François Mitterrand paru au *Journal officiel* du 26 avril, chargé de mission auprès du président de la République. A l'issue de sa carrière dans l'armée de l'air en 1990, le général Voogny avait été appelé comme conseiller militaire à la division « systèmes spatiaux et balistiques » du groupe nationalisé Aérospatiale.

COMMUNICATION

Un président à abattre, par Philippe Guillaume

La descente aux enfers d'un indésirable

Ceux qui attendaient impatiemment les révélations de Philippe Guillaume sur un des épisodes les moins glorieux de l'audiovisuel français, ne seront pas déçus. Ceux qui, dans les salons du pouvoir, redoutaient ces mêmes confidences, non plus. Un président à abattre tient les promesses de son titre.

L'ex-président d'A2 et de FR3 raconte d'une plume vive et acérée les seize mois de son mandat, depuis sa désignation-surprise par le CSA en août 1989 jusqu'à sa démission attendue en décembre dernier. Cette chronique de l'élimination d'un indésirable par un pouvoir qui ne recule devant rien se lit comme un palpitant thriller si on professe un certain cynisme en politique. Comme une descente aux enfers, si on conserve quelques illusions sur la démocratie.

Rares sont, dans l'histoire récente de la République, les responsables qui ont accepté de témoigner sans fard. Pour un responsable de l'audiovisuel, secteur fort conflictuel, l'audace est inédite. Philippe Guillaume n'est ni énarque ni haut fonctionnaire. Chassé de la télévision, il ne retrouve pas, comme beaucoup d'autres, son administration d'origine et n'a pas négocié une nomination dans une prestigieuse magistrature, en échange de son silence. Il a même quelque mal à se recaser. C'est le prix de l'indépendance de sa plume.

Ajoutons que cet imprudent n'écrit pas pour se ménager de nouvelles amitiés. Un président à abattre n'épargne pas grand monde. Ni dans les palais de la République - ce n'est guère surprenant - ni dans les studios de la télévision, ce qui est tout aussi courageux. Même les journalistes - ce qui n'est guère raisonnable pour un auteur - se voient rappeler au détour d'un chapitre quelques saines vérités.

Cette série de portraits au vitriol peut sembler inspirée par le seul désir d'une revanche personnelle. Philippe Guillaume, lui, affirme se battre contre l'hypocrisie. Celle des hommes politiques qui trahissent la télévision sans respecter son indépendance. Celle des stars qui vivent

de l'audiovisuel public sans le servir. On peut aussi penser que l'auteur est de parti pris, que le trait est noir, que les faits sont déformés. Philippe Guillaume assume sa position et attend les démentis.

Le propos de l'auteur est transparent : « Dénoncer et combattre ce gouvernement qui nomme des amis et des partisans à toutes les fonctions de responsabilité, qui pratique l'interventionnisme politique à la radio et à la télévision à un degré qui n'avait plus été atteint depuis vingt ans. » Les adversaires de Philippe Guillaume sont tout aussi péremptoirs. Ils affirment que l'ex-président des chaînes publiques a mis Antenne 2 et FR3 dans une situation financière catastrophique et qu'il masque ses incapacités gestionnaires sous le mirage d'une machination politique.

Dans la dernière partie de son livre, Philippe Guillaume présente une longue défense contre les accusations portées sur sa gestion. Il plaide coupable pour les dépassements budgétaires d'Antenne 2, assumant les choix de son directeur général. Il réfute la présentation comptable des résultats de la chaîne, dénonce les manipulations sur FR3 et les refus de dialogue de la tutelle. Son dossier est suffisamment instructif. L'homme a été trop malmené par la rumeur, pour ne pas mériter que les pouvoirs publics lui répondent.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Un président à abattre, de Philippe Guillaume. Editions Albin Michel, 316 p., 98 francs.

EN BREF

L'International Herald Tribune débute à Paris. - Le *Washington Post* et le *New York Times*. - Le *New York Times* et le *Washington Post* ont annoncé, vendredi 26 avril, avoir racheté le tiers du capital de l'International Herald Tribune à la société Whitcom Investment, maison-mère du groupe multimédia américain Whitney Communications. Le prix de la cession n'a pas été divulgué. Les deux quotidiens américains détiennent désormais 50 % chacun de l'International Herald Tribune, quotidien de langue anglaise installé à Paris et à la distribution internationale.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5508
HORIZONTALEMENT

1. Un livre à consulter pour bien connaître les quartiers. Transports en commun. - 2. Qui ne doit pas être envoyée au « poteau ». - 3. Singe. - 4. Souvent présenté sur un plateau. Souris qu'on rencontre au Japon. - 5. S'agit d'un drôle d'oiseau. Adverbe. Tranche de poisson. - 6. Les gens du milieu. Rendu en exil. - 7. Partie. - 8. Bataille comme plâtre. Dessus de lit étroit. - 9. Ne peut donc pas attendre. Dans le Loiret. - 10. Bruit. Nous laisse dans le noir. Une résine malodorante. - 11. Bien frappés. Pompe utilisée dans les champs. - 12. N'est ni cuisine ni spécialité. Commencement. - 13. Vers quinze heures. - 14. Portés par des chasseurs. Anglais vulgaires. - 15. Moment où l'on voit apparaître une belle. Baie du Japon. Fit sauter. A des ailes. - 16. Possessif. Pour le méchant loulou. - 17. Perdu quand on déménage. Rude. Valeur du silence. Article étranger. - 18. Descendue pour être. Rivière. Golfe miniature.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

11. Qui ne semblent pas du tout rongées. Un spécialiste de l'orchestration. - 12. N'a donc pas assez poussé. Rare, dans les bibliothèques scientifiques. Se rendra. - 13. Ne coûte pas cher à nourrir. Peut être un amateur de revues. - 14. Où l'on trouve beaucoup de salades. - 15. Tirés de l'enveloppe. Peut avoir le cœur sec. Qui se comporte éventuellement comme un grévisse.

VERTICALEMENT

1. Grave quand il est au travail. Agrément d'une existence. - 2. Peut être produite par un choc. Peut faire des calculs. Dans l'alternative. - 3. Astronome américain. Un homme qui sait composer. - 4. Qui ne doit pas figurer sur la carte. Ville du Nigeria. - 5. Un petit tour à l'étranger. Possessif. Naturels, en Nouvelle-Zélande. - 6. Peut s'attaquer aux vierges. D'un auxiliaire. - 7. Fleuve. Réponse à une question embarrassante. Règles. Son air ne permet pas de vivre. - 8. De la terre sur une nappe. Peuvent être amers quand ils sont grands. Vieille vache. - 9. Note. Roi de Perse. Ne pas se dégonfler. - 10. Rebondissement comique. Préposition. Villa d'Italie.

Solution du problème n° 5507

Horizontalement

I. Gouaille. - II. Annule. Cr. - III. Lat. Ecole. - IV. Arau. Obus. - V. Nelson. Su. - VI. Tu. Essaim. - VII. Essai. Née. - VIII. Ré. Eger. - IX. Nul. - X. Eus. Epée. - XI. Sou-diers.

Verticalement

1. Galanterie. - 2. Onéreuse. Us. - 3. Unal. Senso. - 4. Au. Usé. - 5. Ie. Osselet. - 6. Leçons. Pl. - 7. Ob. Anergie. - 8. Ecluser. Er. - 9. Résumé. Dés.

GUY BROUTY

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4354

Il est un pays où les fleurs forment des bouquets
ou des beaux arts ou des bijoux
ou des broderies et c'est toujours le voyage des yeux.

MAROC

OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME, 161 RUE SAINT-HONORÉ 75001 PARIS. TÉL. : 42 60 63 50.

سكنى من الاجل

Une exposition retrace l'évolution de l'affiche politique

► « Histoire de l'affiche politique en France », Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des Invalides, 75007. Jusqu'au 13 juillet.

► *La propagande par l'affiche*, de Laurent Gervereau, éditions Syros Alternatives, 184 p. 200 illus., 270 F.



Fer de lance de l'industrie transalpine, le design italien s'expose à Paris

1991 est une année historique pour les professionnels. C'était l'année du Salon international du meuble, qui fête son trentième anniversaire. Les chiffres fournis par le comité d'organisation (le COSMIT) en donnent la mesure : il y avait mille neuf cents exposants (contre trois cent vingt-sept en 1961), 150 000 m² de plan d'exposition, dix fois plus qu'il y a trente ans. De plus, c'était la première fois que de telles sortes d'inaugurations et de lancements. Le circuit « off » du Salon rassemblait une cinquantaine de galeries秀室, réparties dans toute la ville.

Ainsi, la structure de cette cha-
(Paolo Rizzato pour Alias) est
aluminium moulé sous pression.
Le dossier est en ébène et le c-
nage en paille de Vienne tressé
à la main. Ce genre d'association

les coups de la main, le style italien du 19^e malheur, les années 90. L'alphabet des lettres se présente incertain. Les designs sont touchés du côté de l'art (les lettres de Sol LeWitt, le radiateur comme monument de Joseph Kosuth pour Concordia Memphis, les interventions pointillistes d'Alessandro Mendini quand ils se réfugient pas carrement dans le passé. Les rééditions se multiplient. Cassina reprend le fauteuil de Le Corbusier en une variante couleur; Bernini, une table et un petit fauteuil de Scarpa. Idoles du jour s'appellent van der Pongt, dont on parodie sans cesse les fauteuils rembourrés et pleureux. Cassini remonte à l'architecture surtout Carlo Molteni, le 20^e architecte

LAURENCE BENARD

- « Techniques discrètes » Musée des arts décoratifs, 10, rue de Rivoli, 75001 Paris. Jusqu'au 1^{er} septembre.
- Triennale de Milan, via Alessandrina, 6. Jusqu'au 12 mai.

Bastien Garnier, 19

Avec trois ans de retard, les Opéras de Paris vont être réorganisés

Reste enfin que la brutalité
licencieux sans préavis de Je
Albert Cartier étonne. L'ordre h
été intimé de vider son bur
avant le 27 avril au matin. M. C
tier, dont les qualités professi
nelles sont bien connues des P
siens depuis qu'il a redoré
blason du Châtelet, avait accor

ALAIN LOMPECH

□ **Mort de Carmine Coppola.** — Le compositeur Carmine Coppola, père du réalisateur américain Francis Ford Coppola et de l'actrice Talia Shire, est mort le 26 avril d'une crise d'apoplexie à l'hôpital Northridge de Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingts ans. En 1964, Carmine Coppola a rejoint son fils à Hollywood, où il a travaillé à l'adaptation musicale de *Finian's Rainbow*. Parmi ses compositions les plus célèbres figurent *Apocalypse Now*, et la saga des *Parrains*, avec, avec Nino Rota, obtenu l'osc. en 1974.

car en 1974 pour le *Parrain II* avait également écrit la musique qui accompagnait le film muet d'Abel Gance *Napoléon*, dont les droits avaient été rachetés par Francis F. Coppola. Il dirigeait même l'orchestre lors des représentations à travers le monde.

SAMEDI 27 - DIMANCHE 28 AVRIL

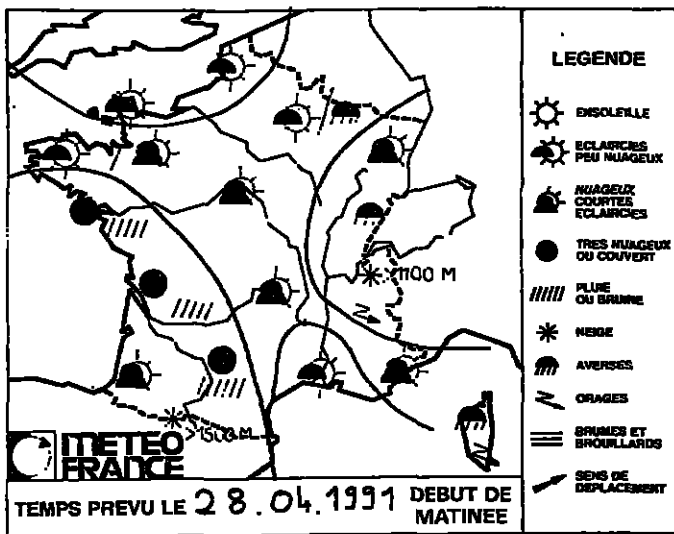
LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

ممكن من الاجل

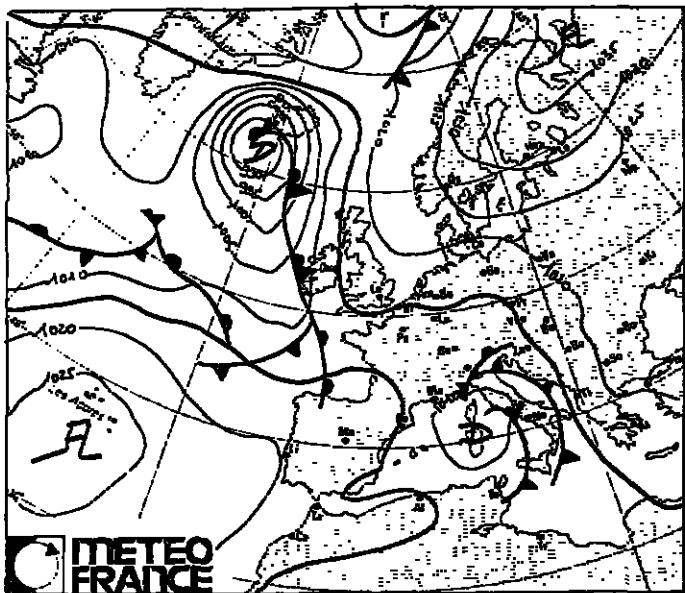
هكذا من الاجل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 28 avril 1991
Très nuageux avec des pluies éparses

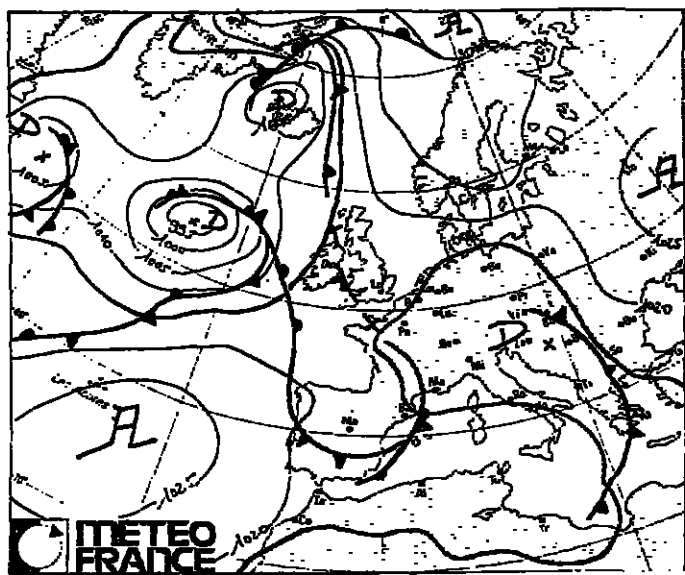


SITUATION LE 27 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



Lundi : des nuages et des averse.
De la Bretagne et de la Normandie, au Bassin parisien au Nord et aux Ardennes, il y aura beaucoup de nuages avec par moments des pluies ou des averse. Le vent de nord-est sera fort sur les côtes de la Manche.
Du val de Loire aux Pyrénées, ainsi que sur le Massif central, le Languedoc, le Roussillon, les Alpes, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Lorraine et l'Alsace, le temps sera brumeux et nuageux le matin. L'après-midi, des averse se déclencheront ça et là, et on pourra même entendre gronder le tonnerre. Il neigera en moyenne montagne.
Enfin, sur la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, il y aura beaucoup de nuages avec des averse le matin, quelques éclaircies l'après-midi.
Les températures du matin seront de 3 degrés à 5 degrés et de 7 degrés à 10 degrés près de la Méditerranée.
L'après-midi, il fera de 12 degrés à 14 degrés sur le Nord et l'Ouest et de 15 degrés à 17 degrés sur le Sud et l'Est.

PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 26-04-1991 à 18 heures TU et le 27-04-1991 à 6 heures TU											
FRANCE											
AJACCIO	15	6	N	TOULOUSE	11	5	N	LUXEMBOURG	15	4	D
BIARRITZ	11	5	N	TOURS	17	5	C	MADRID	19	1	D
BORDAUX	12	6	C	POINTE-A-PITRE	31	21	D	MARRAKCH	22	8	D
BOURGES	16	7	C					MEXICO			
BREST	12	6	N	ALGER	16	4	O	MILAN	11	7	P
CAREN	14	4	N	AMSTERDAM	14	2	D	MONTREAL	21	7	P
CHERBOURG	14	1	N	ATHENS	19	13	P	MOSCOW	10	4	P
CLEMONT-FE	14	5	C	BANGKOK	35	26	C	NAIROBI	26	17	C
DIJON	17	1	N	BARCELONE	15	8	D	NEW DELHI	33	22	D
GRENOBLE	16	4	D	BERGAMO	17	9	C	NEW YORK	24	16	N
LILLE	15	4	D	BERLIN	10	3	C	OSLO	10	2	N
LYONS	11	6	B	BRUXELLES	15	2	D	PALMA-DE-MAJ	15	3	D
MARSEILLE	13	6	N	COPENHAGUE	9	3	C	PEKIN	18	12	D
NANTES	16	8	C	DARIN	25	20	D	RIO-DE-JANEIRO	26	23	N
NICE	15	8	D	DURBAN	11	3	N	ROME	14	3	C
PARIS-MONT	17	9	C	HONGKONG	30	24	C	SINGAPOUR	32	25	C
PERPIGNAN	10	9	D	ISTANBUL	15	8	D	STOCKHOLM	7	2	N
RENNES	15	7	N	JERUSALEM	26	14	N	SYDNEY	25	15	N
STRASBOURG	17	2	N	LE CAIRE	23	18	C	TOKYO	21	8	D
				LONDON	15	10	N	TUNIS	21	8	D
				LOS ANGELES	19	12	N	VARSOVIE	13	2	N
								VENISE	15	10	P
								VIENNE	14	6	N

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 27 avril

- TF 1**
20.45 Variétés : Succès fous.
22.40 Magazine : Ushuaïa.
23.40 Magazine : Formule sport.
0.35 Journal, Météo et Trafic infos.
- A 2**
20.45 Téléfilm : Flynn agent double.
22.15 Magazine : Bouillon de culture.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Série : Médecins de nuit.
1.00 Série : Le Saint.
2.00 Magazine : Waterpolo. (60 min).
- FR 3**
— De 20.00 à 0.05 La Sept —
0.05 Série rose : Le Partenaire inattendu.
0.35 Magazine : L'Heure du goif.
CANAL PLUS
20.35 Téléfilm : Une affaire d'Etat.
- LA 5**
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Vendredi 13, n° 7. ◻
0.25 Cinéma : Camorra. ■
- LA 6**
20.50 Divertissement : Grain de folie.
22.20 Débat : A boulets rouges.
0.00 Journal de la nuit.
- M 6**
20.35 Téléfilm : La Robe blanche de Pamela.
22.20 Téléfilm : L'Espace d'un cri.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Rapline.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
21.00 ► Téléfilm : Le Chemin de Damas.
22.25 Soir 3.
22.45 Magazine : Cinéma de poche.

Dimanche 28 avril

- TF 1**
13.15 Série : Hooker.
14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.05 Série : Agence tous risques.
16.00 Divertissement : Vidéo gag.
16.35 Sport : Football.
18.00 Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7.
20.00 Journal, Météo, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : PROFS. ■
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : Deux affreux sur le sable. ◻
0.10 Journal et Météo.
- A 2**
15.00 Série : Mac Gyver.
16.35 Série : Euroflics.
17.25 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.
18.20 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
22.10 Magazine : L'Œil en coulisses.
23.15 Journal et Météo.
23.30 Courts métrages : Histoires courtes.
0.00 Série : Le Saint.
- FR 3**
13.30 Sport : Tennis.
18.30 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, Mag cité.
20.05 Série : Benny Hill.
20.35 Magazine : Musique, maestro.
22.00 Magazine : Le Divan.
Invité : André Michel.
22.20 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : La Chair et le Diable. ■■■
0.20 Magazine : Belles et bielles.
0.50 Musique : Camet de notes.
- CANAL PLUS**
14.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
14.45 Sport : Golf.
17.05 Les Nuls... l'émission.
18.00 Cinéma : Ça plane les filles. ■
19.40 Flash d'informations.
19.45 Ca cartoon.
20.30 Dis Jérôme... ?
20.35 Magazine : L'Equipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Meurtre à Hollywood. ■
22.20 Flash d'informations.
22.30 L'Equipe du dimanche.
1.30 Cinéma : Tout l'or du monde. ■■
- LA 5**
13.30 Magazine : Le Club F1.
- LA 6**
16.10 Série : Frog Show.
18.25 Tiercé à Longchamp.
18.50 Documentaire : La Grande Saga des animaux.
17.20 Cirque.
18.25 Série : La Famille des collines.
19.15 Cortes à dormir debout.
19.55 Journal.
20.10 Magazine : 20 h 10 Elkabbach.
20.45 Journal des courses.
20.50 Cinéma : La fiancée qui venait du froid. ■■
22.35 Magazine : Reporters.
23.30 Magazine : Top chrono.
0.15 Journal de la nuit.
- M 6**
13.55 Série : Supercopier.
14.45 Variétés : Ouvert le dimanche.
16.20 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
16.50 Série : Laredo.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Routes du paradis.
19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.10).
20.35 Téléfilm : Mat, la petite fille de la guerre.
22.20 Cinéma : D'ortoir des grandes. ◻
0.05 Six minutes d'informations.
0.15 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
13.30 Histoire parallèle.
14.30 Documentaire : Cabra marcado para morir.
16.30 Documentaire : Autour du mariage de Figaro.
17.00 Pierre Guyotat.
52 minutes dans la langue.
17.55 La fille mal gardée ou il n'est qu'un pas du mal au bien.
19.10 Concert : Peter Schidlof.
20.00 Documentaire : Blues de Balfe.
20.30 Cinéma : Antonio.
22.05 Courts métrages : Barbossa.
22.35 Nelson Cavaquinho.
23.35 Cinéma : Les Deux Fragonard. ■
0.25 Court métrage : La Rupture.
- Documentaire**
Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

CARNET DU Monde

Naissances

— Pierrette et Claude MANTEL ont la joie de faire part de la naissance, le 22 mars 1991, de leur neuvième petit-enfant,
Hugues, frère de Vincent,
au foyer de Chantal et Laurent MANTEL,
15, boulevard de la République, 95640 Marines.

Décès

— M. et M^{me} Hubert de Clairval, ses parents,
M^{me} Jacques Naphegy-Personnaz, sa grand-mère,
M. Guy de La Morinor,
ont l'immense douleur de faire part du retour à Dieu de
Gérard Joseph Marie de CLAIRVAL,
pieusement décédé le 21 avril 1991, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Léon de Bayonne.

Une messe de requiem sera célébrée à son intention, le vendredi 3 mai, à 19 heures, en l'église de Mouguerre (Pyrénées-Atlantiques).

Une autre messe sera célébrée, à son intention, à Paris, le mardi 21 mai, à 18 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

56, boulevard Bineau, 92200 Neuilly.

— La famille et les proches du

docteur Jean COUMAROS, député et maire honoraire, ancien conseiller général, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président du patronat ouvrier de Constantinople,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 25 avril 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 avril, à 10 h 30, en l'église de Puttelange-aux-Lacs.

57510 Puttelange-aux-Lacs.

(Né à Mire-Vallée, en Grèce, le 1^{er} juin 1907, fils de médecin, Jean Coumaros est venu en France avec la guerre pour faire ses études de médecine. Ancien externe des hôpitaux de Strasbourg, médecin-chef des dispensaires antituberculeux de Moselle, il participa à la Résistance de façon active et se rallia au général de Gaulle. Il fut élu député de la Moselle, il abandonnera ses mandats électoraux en 1971, son mandat municipal en 1976 et son mandat législatif en 1973. A l'Assemblée nationale, il présida le groupe d'indépendants, puis, en 1976, le groupe des députés de l'Union de la droite. Titulaire du titre de chevalier de la Légion d'honneur, il était également ancien officier du patronat ouvrier de l'Etat et au corps des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.

— M^{me} Denise Guigon a la douleur de faire part du décès de son époux,
Pierre GUIGON,

survenu à Cannes, le 20 avril 1991.

Les obsèques auront lieu, le 29 avril, dans l'intimité.

— Christa Ross-nbach, Audrey et Sara Kidel, Mark et Sue Kidel, ont la douleur de faire part du décès de
Boris KIDEL,

survenu le 18 avril 1991.

Hameau des Clapartées, 84400 Apt.

— M^{me} Lucia Kritsikis, son épouse,
Ses frère et sœurs,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Alexandre KRITSIKIS,
ancien combattant 1939-1945,

survenu accidentellement en Allemagne.

Le service religieux orthodoxe aura lieu le lundi 29 avril 1991, à 14 h 15, en l'église Saint-Martin-Madeleine, rue de la Division-Leclerc, à Massy (Essonne).

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière sud de Massy.

— Sa famille et ses amis, font part du décès de
M^{me} Renée LAFOUGE,
ancien sous-directeur au ministère du travail, officier de la Légion d'honneur,
survenu le 19 avril 1991, en son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.
L'inhumation a eu lieu le 23 avril, à Giverny, dans la sépulture familiale.

— M. Pierre Volmer, son époux,
M. et M^{me} Jean-Pierre Volmer et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Volmer,
M. François Volmer,
ont l'immense douleur de faire part du décès de
M^{me} Pierre VOLMER,
née Marie-Anne Normant,
survenu le 21 avril 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 3 mai, à 15 heures, au cimetière de Charonne, rue de Bagnolet, à Paris.

44, rue Balder, 67100 Strasbourg.

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu, le 29 avril 1988, de
Irene GIRON,
née Roman,

tous ceux qui l'ont connue et aimée sont priés d'avoir une affectueuse pensée pour elle et de s'unir aux messes célébrées à son intention.

— Paul REUTER

nous a quittés le 29 avril 1990.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Messes anniversaires

— La messe traditionnelle à la mémoire de

l'EMPEREUR NAPOLEON I^{er}

et des

soldats morts pour la France

sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le dimanche 5 mai 1991, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

Communications diverses

— Sup de Co Rennes vous informe que la première édition de C.R. + 30^e (ensemble de compétitions sportives) a eu lieu les 12, 13 et 14 avril 1991.

Pour tout renseignement, contacter Loïc au (16) 99-31-77-23.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 26 avril 1991 :

DES DÉCRETS

— N° 91-391 du 24 avril 1991 portant publication du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne, signé à Moscou le 12 septembre 1990.

— N° 91-393 du 25 avril 1991 portant dispositions statutaires applicables aux corps des agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et au corps des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.

— N° 91-394 du 25 avril 1991 portant organisation de l'enseignement supérieur des télécommunications.

— Couples islamo-chrétiens. — Le Centre des Fontaines organise, les 4 et 5 mai, avec le Secrétariat pour les relations avec l'Islam, une session sur le droit musulman concernant les mariages binationaux et la pastorale de l'Eglise vis-à-vis des mariages islamo-chrétiens. Cette rencontre se vivra dans le plus grand respect des deux traditions, avec témoignages de mariages mixtes.

— Renseignements et inscriptions : Les Fontaines-sessions, boîte postale 219, 60631 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

ALEXANDRE ZINOVIEV

Mon Tchekhov

T'analyse les traits de l'œuvre de Tchekhov à l'aune de ma propre perversion littéraire.

LE REGARD LITTÉRAIRE

EDITIONS COMPLEXE

Le Monde

HEURES LOCALES

Le statut des élus locaux en Europe

Les maires français ne bénéficient pas de conditions de rémunération et de protection sociale semblables à celles de leurs homologues des pays voisins

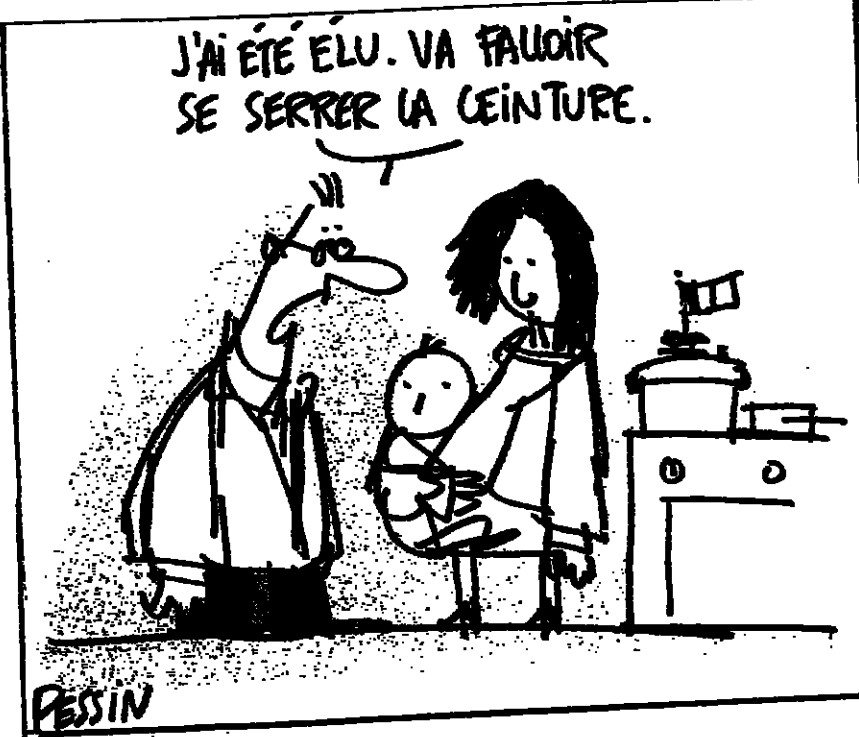
UN des plus célèbres serpents de mer législatifs continue de se porter comme un charme. Une fois encore, et malgré de nombreuses promesses, le gouvernement ne semble toujours pas décidé à inscrire à l'ordre du jour du Parlement la mise au point d'un statut des élus locaux. Pourtant, sur tous les bancs, chacun reconnaît qu'il est urgent de clarifier, et donc de moraliser, les conditions de rémunération des maires, des conseillers généraux et des conseillers régionaux. Seulement, à une époque où les hommes politiques se sont laissés accoler une image détestable dans l'opinion publique, l'Hôtel Matignon n'ose pas présenter un projet qui, pour justifié qu'il soit, obligerait les contribuables locaux à accroître les revenus qu'ils accordent à leurs élus.

Connaissant bien la situation, le nouveau ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a pourtant promis, dès le 18 mars, qu'il ferait « une affaire personnelle du statut de l'élu ». De quoi faire sourire ses prédécesseurs qui avaient pu mesurer la difficulté de la tâche, même si M. Pierre Joxe avait réussi à mettre au point un projet qui a subi les foudres de ses collègues des finances et de la sécurité sociale.

Pourtant, comparée aux autres pays d'Europe, qui ont tous prévu au niveau national ou fédéral un statut pour leurs élus locaux, la France est dans une situation tout à fait aberrante. Pourquoi ne s'inspirer de l'expérience de ses voisins ? Deux études, l'une réalisée en janvier 1990 par le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), l'autre, plus récente, de la division des collectivités locales du Sénat, permettent de faire le point.

Un rapide survol des textes révèle quelques grandes constantes, mais cette analyse ne résiste pas à un examen plus poussé. Chaque pays a ses caractéristiques, qui bloquent toute tentative de transposition d'un système à un autre. En général, ce sont les autorités nationales qui définissent le statut et les conditions de travail des élus locaux. De même, l'âge d'admissibilité minimum est fixé entre dix-huit et vingt et un ans pour la plupart des États. Seule la France exige d'avoir satisfait aux obligations militaires.

La condition de la domiciliation sur le territoire de la collectivité est exigée dans presque tous les pays de la Communauté, la France étant la seule (avec l'Irlande) à demander l'inscription au rôle des contributions directes de la collectivité dans l'hypothèse où cette dernière exigerait n'est pas respectée. De son côté, le Royaume-Uni soumet l'éligibilité à trois conditions : payer des impôts locaux dans la collectivité, avoir son lieu de travail principal sur le territoire de la collectivité et être électeur et maintenir cette condition pendant toute la durée du mandat. Enfin, la grande majorité des États imposent des conditions qui empêchent l'exercice du mandat : il ne faut pas avoir été condamné récemment (y compris en matière fiscale ou



L'exemple allemand

EN Allemagne le statut de l'élu local se conjugue au pluriel. Chaque Land est libre de fixer sur son territoire les droits et obligations de ses élus locaux. Ainsi, la durée des mandats varie de cinq à douze ans d'un Land à un autre.

Les modes de désignation ou d'élection, les fonctions du maire et sa participation à l'exécutif varient également en fonction des Länder. Tantôt le maire assure le pouvoir exécutif et, dans ce cas, il est soit directement élu par la population, comme en Bade-Wurtemberg et en Bavière, soit élu par le conseil municipal, comme en Sarre, en Hesse et en Rhénanie-Palatinat, soit élu par le Parlement de la ville dans le cas de Berlin, Brême et Hambourg. Il peut aussi occuper des fonctions honorifiques et représentatives, sans aucune responsabilité exécutive.

Les mêmes différences s'observent en ce qui concerne la règle du cumul des mandats. Dans certains Länder les cumuls sont impossibles, alors qu'ils sont autorisés dans d'autres, mais, en réalité, leur pratique est très limitée.

Le mode de rémunération diffère également selon que le maire exerce une fonction exécutive ou non. Lorsque c'est le cas, il bénéficie d'un statut de fonctionnaire élu, son salaire est établi à partir de la loi fédérale sur le traitement des fonctionnaires et dépend du nombre d'habitants de sa commune et de son ancienneté.

A titre d'exemple, un maire reçoit un salaire mensuel d'environ 8 000 deutschemarks (environ 27 000 francs) pour une population de vingt mille à trente mille habitants et perçoit une indemnité mensuelle pour frais professionnels de 440 deutschemarks (1 500 francs). Pour une population entre deux cent cinquante mille et cinq cent mille habitants, le même maire recevrait un salaire mensuel d'environ 12 500 deutschemarks (42 000 francs), plus une indemnité mensuelle de 690 deutschemarks (2 300 francs). Dans les deux cas, ce salaire est assujéti à l'impôt et aux prélèvements sociaux.

B. G.

électorale au Royaume-Uni), ni avoir été déclaré mentalement handicapé.

Enfin, le cumul des mandats n'est interdit qu'en Italie, mais la pratique conduit, dans la plupart des cas, les élus à n'en exercer qu'un. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont édicté des incompatibilités de fonctions électives avec certaines fonctions publiques (les fonctions administratives d'autorité nationale ou locale) ou certaines activités économiques (les entreprises municipales).

Dans la majorité des pays, la transparence financière des élus est prise en compte au niveau local (information concernant leurs intérêts financiers et patrimoniaux). Mais il n'y a qu'en Espagne que les élus doivent déclarer leurs revenus. Enfin, le plus souvent les maires se consacrent à plein temps à leurs activités municipales.

Salariés ou bénévoles

La réalité est toutefois plus subtile puisqu'il faut en fait distinguer entre ceux qui exercent leurs fonctions à plein temps, sont dans la situation de véritables salariés (RFA, Pays-Bas, Danemark, Portugal) ou reçoivent une indemnité suffisante qui leur permet de vivre (Espagne, Italie, Belgique), de ceux qui exercent leurs fonctions de manière bénévole et reçoivent des indemnités tellement faibles qu'elles ne leur permettent pas de renoncer à leurs activités professionnelles (France, bien sûr, mais aussi Luxembourg, Suisse et Grande-Bretagne).

Cette « professionnalisation » presque générale de la fonction d'élu local entraîne un certain nombre de conséquences. Leur activité étant rémunérée, les salaires, traitements ou indemnités sont généralement soumis à impositions. Enfin, de la même façon, leur rémunération implique des retenues pour pensions et retraite. Autre grande différence, les modes de désignation, qui diffèrent d'un pays à l'autre. Dans son étude, le Conseil des communes et régions d'Europe les regroupe en trois catégories. D'un côté le Luxembourg et la Belgique, où l'autorité locale est nommée par le gouvernement sur proposition du conseil, tandis qu'en Espagne, France et Italie le maire est élu au sein de l'assemblée délibérante. Enfin, au Portugal, en Grèce et au Danemark, l'autorité exécutive est élue au suffrage universel.

Dans la mosaïque de ces statuts, celui réservé aux élus français est probablement le plus imparfait : généralement occupés à plein temps, leurs indemnités sont dérisoires ; quant à leur protection sociale, elle est inexistante. Pour passer de la situation des élus français à celle des élus allemands, il ne reste qu'un pas à franchir, puisque le statut de l'élu, préparé par MM. Debarge et Joxe, bouclé depuis un an, a recueilli une large approbation de la part des élus locaux.

BETTINA GILLET

Taxis à la carte

LES cinquante taxis rouges et bleu qui sillonnent les rues de Paris ont deux particularités. Celle, d'abord, d'appartenir à une société dont l'emblème est l'Arc de triomphe parce que son propriétaire, lui-même long-temps chauffeur de taxi, garde le souvenir d'attentes fréquentes et prolongées près de l'Étoile. La seconde originalité des taxis aux couleurs de la Ville de Paris intéresse encore davantage les clients. Depuis quelques mois, toutes ces voitures acceptent le paiement par Carte bleue. Chacun des cinquante véhicules est équipé d'un « terminal de paiement compact ». Sans fil et de faible encombrement, cet appareil permet de contrôler les cartes et de valider les transactions.

Pour banale qu'elle apparaisse, cette innovation représente un progrès certain. Outre qu'elle dispense le client de disposer d'argent liquide lorsqu'il recourt aux services d'un taxi, elle met le chauffeur à l'abri du vol.

La question qui se pose consiste alors à se demander pourquoi ce mode de paiement n'est encore adopté à Paris que par un taxi sur trois cents (0,33 %)... Le prix de l'équipement des véhicules, c'est-à-dire l'achat du petit terminal pour la somme de 9 000 francs environ, n'est pas à lui seul dissuasif. Les dirigeants des compagnies n'ont pas envie de devoir supporter les frais liés aux encaissements par carte.

Argument plus avouable à leurs yeux, ils font valoir aussi que les chauffeurs de taxi tiennent à emporter chaque soir le produit de la recette du jour. Le patron de la société Impérial n'ignore pas cette revendication et reverse quotidiennement à ses chauffeurs l'équivalent en espèces de leur recette encaissée par carte bancaire.

Reste une ultime objection des chauffeurs : la crainte de ne pas percevoir de pourboire. Mais ils peuvent espérer que, même dépourvu de gros billets, le client trouvera quelques pièces au fond de sa poche.

CHARLES VIAL

Scènes pour les ménages

Grâce à la municipalité de Nantes, des acteurs ont joué pendant un mois la comédie à domicile. Une forme nouvelle d'action culturelle dans les quartiers

NANTES

de notre envoyé spécial

ELLE se permet, comme si elle était chez elle, d'ouvrir vos placards de cuisine, elle se répand dans votre salle de séjour, bousculant l'ordonnance de vos bibelots, elle farfouille dans votre chambre. Elle ose, sous votre propre toit, vous critiquer, vous sermonner, elle s'amuse à vous ridiculiser, à vous faire peur, à choquer même vos convictions religieuses ou autres,

elle s'en moque. Et vous, vous la regardez et l'écoutez, muet, fasciné.

Parce qu'elle est comédienne et qu'elle a du talent, parce qu'elle interprète, là, à portée de main du compotier, un texte d'Alphonse Allais, de Guy de Maupassant, une adaptation de Diderot ou bien une pièce spécialement écrite pour le théâtre d'appartement. Car il s'agit bien de cela, et ces scènes se sont récemment jouées dans des maisons nantaises.

Ce genre de théâtre n'est pas

vraiment nouveau : il a été lancé il y a une bonne dizaine d'années, notamment par Pierre Ascaride, actuel directeur du Théâtre de Malakoff. Mais la formule ne court pas les salons et le mérite de la municipalité socialiste de Nantes est de l'avoir en quelque sorte redécouverte pour offrir son action culturelle au niveau des quartiers.

Après la reprise en main de la mairie, en 1989, par Jean-Marc Ayrault, député PS de Loire-Atlantique, une direction du développement culturel a été créée (1) et un homme nommé à sa tête. Pas n'importe quel et surtout pas un fonctionnaire.

Pierre Leenhardt est comédien. Il a commencé sa carrière il y a vingt-cinq ans, à Sartrouville, avec Patrice Chéreau, il a fait un tabac à un Festival d'Avignon avec un one-man-show qu'il a écrit à partir d'un roman d'Emile Ajar, *Gros Cailin*, spectacle qu'il a joué quatre cent vingt fois. Pour avoir fait lui-même du théâtre d'appartement et y avoir pris goût, il a donc ressuscité le genre à Nantes.

MICHEL CASTAING
Lire la suite page 14

(1) Cette direction n'entend pas « régenter » la culture à Nantes, où un très grand nombre d'intervenants ont leurs propres créations et modes d'action. En particulier l'ACCORD et les maisons de quartier dans le domaine social et culturel. Sa vocation consiste surtout à dynamiser et à coordonner, et seule l'opération « Théâtre d'appartement » a participé, affirme Pierre Leenhardt, d'une « démarche volontariste ».

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie..."

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Bordeaux protège ses vins

Les négociants bordelais sont très réservés sur la création d'une cité du vin dans le quartier des Chartrons

BORDEAUX

de notre correspondant

LA cité mondiale du vin et des spiritueux n'ouvrira pas en juin à Bordeaux, comme l'espèrent son promoteur, Christian Pellerin, président du groupe SEERI-SARI. Cet ambitieux projet est vieux d'une dizaine d'années. Il avait été suscité lors de la création de VINEXPO, le Salon international du vin. Dans la foulée de cette manifestation à succès, un architecte et un promoteur locaux, soutenus par la ville, avaient eu l'idée de créer un « marché permanent des vins et spiritueux » au cœur du quartier des Chartrons.

Il fallait faire cohabiter dans un même immeuble (10 000 m² au sol) tous les services liés au négoce viticole : hôtel, salle de congrès, bureaux, hall d'exposition, conseils juridiques, musées. La cité devait, comme son nom l'indique, accueillir exposants et clients du monde entier. Cependant, le chantier ne démarra véritablement qu'en 1989 lorsqu'il fut repris par la SARI. Il devrait compter 14 étages et représenter un investissement de 500 millions de francs.

Selon M. Pellerin, le retard de construction n'est imputable qu'à des problèmes techniques liés, en particulier, à la présence de la nappe phréatique à 2 m de profondeur. Cet obstacle n'était cependant pas difficile à éviter : la Garonne coule à 100 m. En réalité, la cité ne suscite pas l'engagement commercial espéré. Une partie du négoce bordelais a accueilli le projet avec réserve. A ses débuts, il présentait le risque d'introduire le loup dans la bergerie, d'offrir une vitrine aux vins étrangers, au centre même de la capitale des vins de

Bordeaux. Cette réserve est partagée également par le conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux, organisme fédérateur du négoce et de la production, qui a décidé de ne pas louer de bureaux dans la cité.

Hors de Bordeaux, le projet est en concurrence avec Bercy-Expo. Il y a quelques semaines, la SARI a pris des décisions draconiennes, limitant l'équipe en charge du programme et faisant appel à des hommes neufs. Elle a surtout révisé sa politique tarifaire. Les baux de location sont passés de 5 000 F le m² à 1 800 F le m².

Parallèlement, la superficie du marché permanent, réservé aux vins et spiritueux, a été réduite : soixante-neuf échoppes, au lieu de deux cents à l'origine. « Il faut savoir siffler la fin de la récré », remarque Christian Pellerin. C'est un problème de réglage, ajoute-t-il, pas de conversion. La cité devrait, selon le PDG de SEERI-SARI, être inaugurée le 14 décembre. Initialement, l'ouverture aurait dû avoir lieu en juin prochain, en même temps que le Salon VINEXPO.

GINETTE DE MATHA

... Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

مكتبة الادب

صكزا من الاول

HEURES LOCALES

DÉBAT

Europe-régions : les mêmes supporters, pas tout à fait les mêmes motivations

par Annick Percheron

LES Français, c'est bien connu, ont été plus longs qu'autrui à se faire à l'idée de l'Europe, et puis ils en sont devenus les plus ardents défenseurs ou presque. Leurs attitudes ne vont pas sans ambivalence. Leur degré d'information est extensible : en novembre 1988, une enquête de l'Observatoire inter régional du politique (OIRP) révélait que 78 % des personnes interrogées déclaraient tout ignorer des échéances de 1993. Leur représentation de l'Europe est lacunaire : dans le domaine agricole, le jeu se joue au mieux à trois partenaires, France, Pays-Bas, Espagne ; pour les autres secteurs d'activité, il se ramène à un face-à-face franco-allemand. Enfin et surtout, face aux échéances européennes, les Français n'expriment aucune attente. Donnée plus préoccupante : quand, avec le temps, le nombre des opinions exprimées progresse, c'est pour renforcer le camp de la réserve et de l'inquiétude : en novembre 1988, 38 % des personnes interrogées estimaient que le marché unique aggraverait les difficultés économiques de leur région, 41 % qu'il les diminuerait, 21 % n'ont pas d'opinion ; un an après, le nombre de sans-réponse est tombé à 13 %, mais 50 % de l'opinion (soit 12 points de plus) s'attend à une aggravation des difficultés économiques.

Pour dépasser images creuses et consensus mou, il faut comprendre les logiques individuelles de l'adhésion à l'Europe. Logique des intérêts d'abord : 50 % des cadres supérieurs, 39 % des professions intermédiaires, 23 % des ouvriers et 18 % des agriculteurs se déclarent très favorables à la construction européenne. Influence de la qualification professionnelle, mais aussi du niveau de revenu. Le nombre des personnes très favorables à la construction européenne double selon que leur revenu déclaré est inférieur à 7 000 F ou supérieur à 15 000 F. Ces variables ne doublent pas. Au sein de chaque groupe socioprofessionnel, l'adhésion à l'Europe est d'autant plus forte que le revenu est plus élevé.

L'alliance des extrêmes

Derrière l'appartenance sociale se cache une autre logique tout aussi puissante et qui relève de l'ordre de la compétence. Plus le degré d'instruction s'élève, plus augmente le nombre des opinions très favorables à la construction européenne : vingt-cinq points d'écart séparent la fréquence de ces opinions, selon que les personnes interrogées ont un degré d'instruction primaire ou supérieur. L'effet du diplôme joue que que soit le groupe socioprofessionnel, le niveau de revenu, ou l'âge. A telle enseigne que, contrairement à une opinion largement répandue, à degré d'instruction égal, les plus Européens ne sont pas les jeunes, mais les plus de cinquante ans.

La compétence savante n'est pas tout, et l'intérêt pour la politique apparaît comme un facteur également important. 20 % des personnes sans intérêt politique, 42 % de celles qui manifestent un intérêt fort ou moyen pour la politique, énoncent des jugements très favorables sur la construction européenne. Ici encore, diplôme et intérêt ne constituent pas des variables de substitution. A degré de diplôme égal, l'intérêt pour la politique majore de quinze à 35 points le degré d'adhésion à l'Europe (30 % chez les diplômés du supérieur sans intérêt politique, 64 % chez les fortement intéressés par la politique).

Les logiques de l'adhésion à l'Europe sont-elles spécifiques ? Non, on les retrouve à l'œuvre, notamment derrière les attitudes en faveur de la régionalisation. L'adhésion à la politique de régionalisation est, elle aussi, d'autant plus marquée que l'on se trouve en présence de catégories sociales ayant réussi professionnellement ou économiquement, fortement diplômées et intéressées par la politique (voir ci-dessous). Ce sont là des critères qui

définissent les groupes favorables à l'innovation quelle qu'elle soit. Région et Europe constituent, encore, des idées neuves en cours d'installation dans l'opinion.

Les logiques sociologiques n'épuisent pas l'explication. Il faut y ajouter deux traits, qui, cette fois, différencient fortement les attitudes à l'égard de l'Europe et de la région. Le premier renvoie à la dimension politique des phénomènes. L'Europe, mythe ou espoir économique, social, culturel, constitue aussi un enjeu politique ancien, un objet de débats entre tenants d'une Europe sociale ou celle d'un grand marché, entre partisans d'une Europe des nations ou d'un espace politique dénationalisé. Les symétries partisans modulent fortement les opinions sur l'Europe. L'adhésion rapproche les sympathisants des partis placés au centre de l'échiquier politique et les oppose aux individus proches des extrêmes (le Front national et le Parti communiste) : entre les uns et les autres, l'écart est de 18 points. Une indication, entre autres, sur la structuration idéologique des réticences des personnes proches des communistes ou du Front national : les attributs du savoir, les marques de la réussite sociale, dont on a vu à quel point ils favorisent l'adhésion à l'Europe, demeurent ici totalement sans effet, on note 18 % d'opinions très favorables chez les communistes sans diplômes ou diplômés du supérieur, par exemple.

De toute évidence, les sympathisants du Parti communiste et du Front national n'ont pas les mêmes réserves à l'égard de la région. Seuls de faibles écarts séparent les positions de sympathisants des différents partis sur la régionalisation (6 points d'écart entre positions extrêmes) et, renversement des tendances, ce sont plutôt les personnes proches du Front national qui sont les plus favorables à la région. La seconde spécificité des attitudes à l'égard de l'Europe tient à une donnée contextuelle : l'image très négative dans l'opinion de la dimension la plus visible et la mieux connue de la politique économique européenne, la politique agricole commune. Avant même la mise en place de la politique des montants compensatoires, seul un quart de l'opinion jugeait positivement le bilan du Marché commun pour les agriculteurs. Cette inquiétude pour l'agriculture explique que plus de 10 points d'écart séparent l'adhésion à l'Europe des régions à dominante agricole (23 %), de celles à dominante tertiaire (35 %).

Le doute face au marché unique et à l'Europe de demain se nourrit de cette image négative : 52 % des Limousins, 33 % des Alsaciens s'attendent à une aggravation des difficultés économiques de leur région après l'ouverture du marché unique ; les régions agricoles plus encline que les régions « pauvres » redoutent les conséquences de la mise en place de l'Europe.

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1988 et 1989 par l'OIRP auprès de 200 personnes âgées de quinze ans et plus par région. Méthode des quotas. Les régions partenaires de l'OIRP en 1990 étaient : Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes.

► Cf. les Régions et l'Europe, collection Rhône-Alpes, 13 septembre 1989, OIRP, 1990, 141 p. Percheron (A.), « Les Français et l'Europe : un questionnaire de l'adhésion », Revue française de Science Politique, vol. 41 n° 2, 1991.

► Annick Percheron est directeur de recherche au CNRS et directeur de l'OIRP.

Scènes pour les ménages

Suite de la page 13

Un genre populaire méprisé, dans la ville même, par ceux que Pierre Leenhardt appelle avec dédain (un peu pour un rendu) les « cultureux » : reçus un soir chez un acousticien, une dizaine d'entre eux ont grossièrement critiqué, et le spectacle et les artistes. Pourtant, les œuvres présentées dans les quartiers n'avaient rien de boulevardier, si tant est que l'on puisse, en retour, décrier tout le théâtre de boulevard.

Au fond, peu importe que, pour certains, le théâtre à domicile soit au théâtre ce que le mini-golf est au golf — l'essentiel est d'éprouver des émotions — et qu'il soit ignoré des « grands », s'il incite ne serait-ce qu'un seul néophyte à courir voir une pièce montée par un Patrice Chéreau ou un Daniel Mesguich.

Les débuts à Nantes ont été modestes : huit représentations en juin 1990, dix-neuf à l'automne, douze en janvier (2). Des débuts trop timides, même. Pierre Leenhardt explique : « On s'est aperçu que trop de discrétion nuisait à cette entreprise et qu'il fallait lui donner plus de retentissement. En effet, des spectacles dissimulés au fil des mois ne permettaient pas un réel échange d'idées. Ils étaient trop vite oubliés par les participants. Aussi, il a été décidé de concentrer des actions de théâtre d'appartenance sur un mois, avec cinq spectacles différents, joués dans les dix quartiers de la ville. On va ainsi pouvoir mieux confronter les expériences et les points de vue. »

Une soirée originale

En mars-avril, dans le cadre de cette opération intitulée « Un printemps pour le théâtre à domicile », cinquante-trois représentations ont été données. Quatre des cinq spectacles, qui n'étaient pas tous produits tous les soirs, ont été interprétés par un seul artiste (3). Et, depuis juin 1990, il n'y a jamais eu plus de trois acteurs dans un même lieu : impossible, évidemment, de faire venir toute une troupe chez soi, à moins d'être châtelain.

Pour faire circuler l'information, le directeur du développement culturel s'est adressé à trois associations (4), ainsi qu'aux maisons de quartier et aux élus de secteurs. La presse locale en a parlé, le bouche à oreille a fait son office et les personnes intéressées se sont inscrites pour telle ou telle pièce.

Une poignée seulement de familles très riches et la « grande bourgeoisie » nantaise n'était pas demanderesse parce qu'il s'agissait d'une initiative sociale, et la municipalité ne souhaitait pas financer un programme chez des gens qui ont à la fois les moyens, le temps et l'habitude d'aller au théâtre. Bref, une sorte de non-accord tacite.

Le public de ces quatre-vingt-douze représentations (depuis juin 1990) a été principalement constitué par les classes moyennes : fonctionnaires, agents de maîtrise, enseignants, etc. Des personnes défavorisées aussi, comme cette mère de famille qui élève seule ses deux enfants et dont l'intérieur était dans un triste état. Bien entendu, la pièce a été jouée normalement, puisque l'objectif était de faire découvrir ou redécouvrir le théâtre à ceux qui n'y avaient jamais ou très peu souvent. Cependant, du reste, pour des raisons culturelles et sociales que pour des motifs financiers : grâce à la décentralisation, on peut louer un bon fauteuil et voir un bon spectacle à Nantes pour 80 F et moins.

La règle du jeu, pour l'hôte, était la suivante : inviter de quinze à trente personnes (amis, voisins, collègues, famille...) et leur servir un petit lunch après la représentation, qui débutait vers 20 h 30 et qui ne durait pas plus d'une heure — quitte à faire des coupes dans les textes — pour ne pas « décourager » éventuellement des spectateurs novices. Mais rien n'empêchait la famille d'accueil, fortifiée de demander à ses invités d'apporter une bouteille ou un gâteau.

La direction du développement culturel, elle, a rémunéré les artistes (au total, 110 000 F pour mars-avril), à raison de 700 F à 1 000 F le cachet par soirée, avec le concours financier de la DRAC (direction régionale de l'action culturelle, dépendant du ministère de la culture). Des employés de la mairie ont bénévolement participé à l'organisation matérielle, notamment pour régler l'éclairage et le son à domicile. Une rédactrice municipale, Gilberte Santacru, s'est même littéralement prise au jeu et a consacré toutes ses fins d'après-midi et soirées au bon déroulement de l'opération : repérages chez l'habitant, accueil et hébergement des comédiens parisiens, accompagnement des artistes chez l'hôte, etc.

Réunir ses amis, voire toute sa famille, y compris les parents les plus éloignés, comme l'a fait cet industriel

qui avait demandé à sa fille de jouer du piano en « première partie » ; mieux connaître ses voisins, comme l'a voulu ce travailleur social, catholique d'une trentaine d'années, en frappant à toutes les portes de son immeuble ; approcher au plus près des comédiens et les questionner sur leur vie après la représentation ; bref, passer une soirée conviviale, originale et enrichissante : les motivations n'ont pas manqué aux Nantais et il est souvent arrivé qu'une personne ayant assisté à un spectacle chez autrui ait eu l'envie d'inviter à son tour.

Certes, il y a eu quelques dérapages. Ainsi, le cas de cette épouse qui, pour l'anniversaire de son mari, a fait venir leurs amis sans les prévenir qu'on allait jouer chez elle. On imagine la surprise de l'assistance et le moment d'embarras de la comédienne, quand celle-ci est entrée dans la salle de séjour en lançant sa première réplique... Ou bien encore certains hôtes n'ont pas respecté les souhaits de Pierre Leenhardt, soit en invitant sciemment des abonnés des salles de théâtre, soit en recevant un cercle trop fermé de familiers, discutant entre eux après la représentation, sans grands égards pour les acteurs.

« Nous serons encore plus exigeants [à tort, peut-être, la mairie ne s'inquiétait pas de l'activité des invités], plus rigoureux lors de la prochaine opération », assure le directeur du développement culturel, qui dresse cependant un bilan très positif, avec, en mars-avril, un peu plus de mille spectateurs concernés. Avant voir se lever un rideau dans les mois qui viennent.

Le théâtre à domicile n'exige pas forcément, comme on serait tenté de le croire, un grand appartement. Chez Isabelle et Roland Blanco-Giandomenico, jeune couple de fonctionnaires (lui à l'INSEE, elle à la Trésorerie principale), demeurant dans une HLM du quartier nord-est de Douaumont, vingt personnes ont assisté, l'autre soir, à la représentation de la *Porte brisée*, dans une pièce de 21 mètres carrés et dans des conditions de confort tout à fait acceptables.

En l'absence de tout décor « professionnel » et de mise en scène rigide, c'était à l'artiste de savoir « bouger » sur la surface d'une paire de draps. Et tout l'art de la comédienne, en l'occurrence France Girard, remarquable présence, a résidé dans l'utilisation savante de l'espace et de quelques accessoires des plus usuels : une table et une chaise d'enfant, une poupée, un paquet de lettres, un miroir, un sac à main, un rideau... Pour raconter l'histoire d'une femme qui trouve

son appartement cambriolé et qui revêt l'effacement de son existence en ramassant un à un les objets éparpillés. L'effacement, cette proximité de l'acteur, que l'on aurait pu toucher en tendant le bras. Et gare à la quinte de toux, à l'éternuement ou au craquement de chaise qui accaparerait instantanément dix-neuf paires d'yeux. Comédienne contrainte, France Girard (Théâtre populaire de la Brie) explique : « Jouer devant un auditoire réduit et si proche, c'est aussi plus intimidant pour nous que de se produire devant un public de salle, qui est dans le noir et que nous ne voyons pratiquement pas. C'est un plus troublant de part et d'autre : les gens ont très peur d'être pris à partie. Aussi, je ne les interpelle pas, je ne les fixe pas. »

Une expérience formidable

Elle poursuit : « Le théâtre d'appartement, c'est du théâtre en gros plan. On peut faire des choses très en finesse, qui ne passeront pas sur une scène, comme faire entendre le froissement d'une étoffe ou parler en se maquillant devant une glace, dos à l'assistance. Il faut jouer sur un registre plus subtil, accorder une extrême importance à la qualité des silences et des regards, signer davantage encore ses jeux de physionomie. »

Différence de tempérament : avec la pétulance de ses vingt-six ans, Myriam Allé, ancienne élève de Michel Galabru, professionnelle depuis 1988, s'est adressée, elle, directement aux spectateurs, dans son interprétation de *Molière par elle-même* (avec une musique de Lullu). « Quelqu'un m'a dit un soir, rapporte-t-elle, qu'il avait voulu s'enfoncer dans le mur quand j'ai apostrophé. Sur le moment, cela surprenait évidemment les gens, mais après coup ils se disaient qu'ils n'avaient eu qu'une impulsion dans l'histoire. »

Ainsi, elle sollicite, pour camper le personnage (muet) de Louis XIV, le maître de maison qui, en général, se préoccupe de bonne grâce au jeu. Avec plus d'attention, en tout cas, raconte Pierre Leenhardt, que celui qui s'est endormi — anecdote déjà ancienne — en ronflant au premier rang de l'auditoire. « Je lui ai donné un léger coup de pied, se souvient le comédien, et tout le monde a pris le parti d'en rire. »

Comme les comédiens des autres spectacles, Myriam Allé arrivait chez l'habitant une heure et demie à deux heures avant la représentation, sans se renseigner préalablement sur ses hôtes. « Je ne voulais pas, proteste-t-elle, avoir la tentation de modifier ce que je faisais en fonction d'une profession ou d'un cadre de vie. J'entraîne, je prends complètement possession des lieux, et ce n'était plus moi l'invité, mais les spectateurs qui étaient chez la comédienne. »

Elle ajoute : « Le plus souvent, j'ai disposé le public à ma guise, en ménageant toujours une petite allée centrale. Et je me suis servie des éléments qui se trouvaient là : un piano, une cheminée, un billard, etc. Ou au contraire j'ai déplacé ou recouvert du mobilier qui ne convenait pas à mon interprétation. On m'a toujours laissé faire avec beaucoup de gentillesse, même si je dérangeais des habitudes. »

C'était la première fois que la jeune comédienne s'attaquait au théâtre d'appartement et qu'elle jouait seule. « Cela a été une expérience formidable, affirme-t-elle avec flegme, et quand cela n'ira pas bien, je repenserai à Nantes. J'ai appris à mieux me connaître, à mieux savoir ce que je veux, et le fait d'avoir pu plaire à un échantillon de personnes très diverses m'encourage terriblement. Je me suis défoncée autant que sur une scène et j'ai donné l'envie à des gens de redécouvrir Lullu ou de s'intéresser de nouveau à l'œuvre de Molière. »

Le théâtre à domicile n'a pas été seulement, dans la capitale des Pays de la Loire, une découverte enchantée pour la plupart des spectateurs « ordinaires ». Il a aussi séduit... une comédienne nantaise, Martine Joubert, venue assister au spectacle de France Girard. « Je fais surtout du théâtre d'improvisation, souligne-t-elle, et je ne connaissais pas le théâtre d'appartement. Ce genre me tenait énormément, car, là aussi, il y a risque. Il y a danger, et tout le travail, tout le métier du comédien consiste à relever le défi qui est de dépasser ce danger. » Sauf pour le « cultureux », comme dirait Pierre Leenhardt, cela s'appelle aussi de la « recherche théâtrale ».

MICHEL CASTAING

(2) Dans l'ordre chronologique : *Morales* relative, d'après Alphonse Allais ; *Apprenti-théâtre* à vendre, pièce écrite et jouée par Françoise Pilet ; *Entrées d'un philosophe* avec la *Marche de...*, d'après Victor Segalen ; *Morales* relative, de France Girard ; *Travail* d'acteurs, textes d'auteurs contemporains, dits par la compagnie nantaise Michel Lard, et *Raconter* avec Maupassant, textes de Pécirvin interprétés par Florant, comédien nantais.

(3) Madame Marguerite, de Roberto Athys, avec Christine Perreux ; La Porte brisée, d'Astrid Florian, avec France Girard ; Molière par elle-même, de France Girard ; *Travail* d'acteurs, textes d'auteurs contemporains, dits par la compagnie nantaise Michel Lard, et *Raconter* avec Maupassant, textes de Pécirvin interprétés par Florant, comédien nantais.

(4) La Confédération syndicale des familles, l'ACENER (Association des entreprises de Nantes et région) et la Fédération des amicales laïques.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

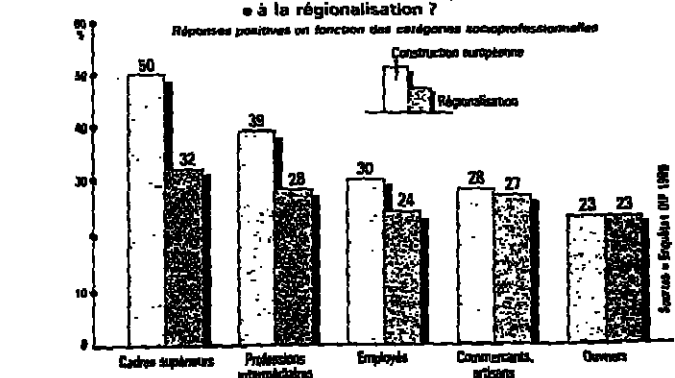
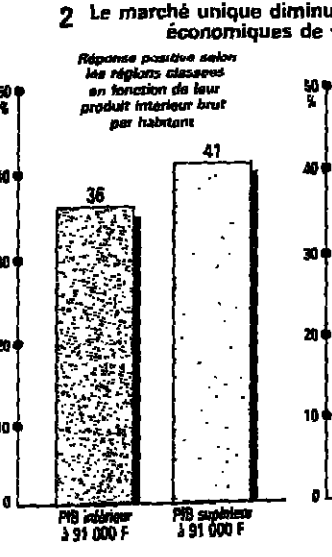
« LE MONDE » POLITIQUE/OIP

L'Observatoire inter régional du politique (OIRP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional.

Les agriculteurs ont peur de l'Europe

Les Français sont favorables à la régionalisation. Ils sont 77 % à partager cette opinion, dont 25 % se déclarent tout à fait favorables et 53 % plutôt favorables. 79 % des Français sont favorables à la construction européenne, dont 30 % tout à fait favorables et 49 % plutôt favorables. Partisans de l'une et de l'autre se recrutent dans les mêmes milieux, comme le montre la distribution des opinions tout à fait favorables selon la profession du chef de famille (graphique 1).

2 Le marché unique diminuera-t-il les difficultés économiques de votre région ?



Les régionaux ne sont pourtant pas très optimistes sur les effets du marché unique sur les activités économiques de leur région. La situation économique des régions joue clairement sur les attitudes à l'égard du grand marché : les régions avec le PIB le plus important sont les plus optimistes. Mais la situation économique influence aussi la structure des activités : l'image de la politique agricole commune se répercute sur celle du marché unique. Plus la part des agriculteurs est importante dans la population active, plus l'optimisme à l'égard du marché unique diminue (graphique 2).



HEURES LOCALES

Le projet de loi sur l'administration territoriale

« Il est faux de dire que les regroupements de communes se feront en toute liberté »

nous déclare M. Raymond Marcellin

Ministre de l'intérieur sous la présidence de M. Georges Pompidou, M. Raymond Marcellin est l'auteur de l'une des premières lois sur les regroupements de communes, celle du 16 juillet 1971. Pourtant, à l'Assemblée nationale, où il siège dans les rangs de l'UDF, il a voté contre le projet de loi sur l'administration territoriale. Il nous explique pourquoi.

« Le rapporteur du projet de loi lors de sa présentation au Sénat, M. Raymond Marcellin, a déclaré que les regroupements intercommunaux se feraient sur la base du volontariat. Qu'en pensez-vous ?

« Il ne faut pas dire qu'il n'y a pas de contrainte dans cette loi, puisqu'elle adopte le principe de la majorité qualifiée. Les deux tiers des conseillers municipaux représentant la moitié de la population ou la moitié des conseillers municipaux représentant les deux tiers de la population, imposent leur volonté au tiers ou à la moitié restants. On abandonne la règle de l'unanimité, selon laquelle un regroupement de communes ne se décide que si tout le monde est d'accord.

Qu'en pensez-vous ?

« C'est la seule avancée du débat qui vient d'avoir lieu. Après s'être opposés pendant trente-deux ans, les socialistes viennent d'adopter ce principe que le général de Gaulle avait institué, en 1959, pour la création des syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU). J'avais, en 1971, étendu cette règle à la création des syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) et des districts. Cette disposition est reprise pour les communautés de communes et les communautés de villes. Maintenant, la droite revient dessus, ce qui est, à mon avis, une erreur.

Pourquoi, dans ce cas, avez-vous voté contre le projet de loi ?

« Pour plusieurs raisons. Le président de la commission départementale chargée d'établir la carte des coopérations ne devrait pas être le préfet, mais un élu désigné par elle. Dans la loi de 1971, c'était le président du conseil général qui la présidait. Le préfet se contentait de fixer la carte par un arrêté. C'est ce qui nous a valu l'absence totale de conflits dans la mise au point de quatre-vingt-onze schémas départementaux.

Les socialistes n'ont-ils pas dit qu'il s'agissait d'un « pré-férentisme » ?

« Le préfet n'est pas un notaire, c'est un représentant du gouvernement ! En lui demandant d'arbitrer les découpages, on le met dans une situation épouvantable. Les élus vont voter en sens contraire de ce qu'il aura souhaité ! De plus, ce serait extrêmement préjudiciable pour son autorité qu'il soit mêlé à des conflits politiques, ce qui ne manquera pourtant pas d'arriver, puisque la loi entrera en application pendant les élections cantonales, régionales et sénatoriales.

Fusion ou regroupement

Quelles sont les autres raisons de votre opposition ?

« Le sort des personnels qui travailleront dans les communes n'a pas été envisagé. Les modes de coopération sont trop nombreux. Enfin et surtout, aucun crédit supplémentaire n'a été prévu pour financer les regroupements. Les municipalités qui s'associeront pour construire des équipements communs seront donc obligées d'augmenter leurs impôts locaux.

Fallait-il prévoir des incitations financières ?

« Absolument. Toute réforme coûte, à son début. Dans la loi de 1971, les subventions d'équipement des communes qui fusionnaient étaient majorées de 50 % pendant cinq ans. Si la loi est tombée en désuétude, c'est que, après la mort de Georges Pompidou, on a accordé ces incitations financières du bout des lèvres. Il n'y a pas eu, hélas ! de continuité dans l'action gouvernementale.

Dans le projet de loi actuel, les communes ont des compétences (urbanisme, environnement, habitat), mais elles gardent leur identité, alors qu'elles le perdaient dans les fusions de 1971...

Exact. Les communes associées avaient un maire délégué qui était à la fois officier d'état civil et officier de police judiciaire.

Des fonctions symboliques ?

« L'essentiel n'est pas là. Le vrai problème, c'est celui du suffrage universel. Dans les fusions, le conseil municipal était élu par l'ensemble des citoyens. Alors que dans les regroupements, c'est une administration désignée au second degré qui prend les grandes décisions. Or

il n'est pas bon que les responsables soient éloignés du public. Le projet de loi devra prévoir l'élection au suffrage universel du président de la communauté.

Les regroupements renforceront les communes, tandis que les fusions en ont fait disparaître un certain nombre.

« Contrairement à ce que l'on croit, la loi de 1971 ne prévoyait que 6 261 disparitions de communes, sur 37 708. C'est peu, si l'on songe que plus de 11 000 d'entre elles avaient moins de deux cents habitants ! Cela dit, il est vrai qu'il était important d'éviter un trop grand morcellement.

Pourquoi ?

« La présence d'unités trop petites freine la décentralisation des communes. On ne donne pas aux villes importantes toutes les compétences qu'elles pourraient recevoir parce que d'autres, sans ressources et sans autonomie, ne pourraient pas les exercer. Cet émiettement empêche aussi que l'on réforme les finances locales et le système fiscal.

Propos recueillis par RAFAËLE RIVAIS

REPÈRES

Auvergne

Une ficelle sauve le saint-pourçain

C'EST une banale ficelle qui a contribué à inverser l'image de marque du vignoble de Saint-Pourçain (Allier), longtemps méprisé. Sortie en décembre 1987, la première bouteille sérigraphiée de la nouvelle version primeur créait l'événement, mais marquait surtout l'affirmation du concept de vin de convivialité de l'Union des vignerons. La structure coopérative qui assure les deux tiers de la production (17 000 hectolitres) de ce vignoble VDQS de 500 hectares étalé sur une étroite bande entre Chantelle au sud et Chemilly au nord, à quelques kilomètres de Moulins, positionnait commercialement le saint-pourçain vin de tradition simple. Mal remis du phylloxera, en quête d'identité entre ses cousins du Val de Loire ou les beaunois, pas si lointains, plus connus pour ses blancs, le vignoble a trouvé là l'ouverture pour ses rouges gamays.

A la reconnaissance du vignoble et à la réorganisation de la production des années 70 succéderont, pour la coopérative, de lourds investissements en matériels de vinification, avec un but : « Produire des vins plus fruités, plus souples, correspondant à l'attente des consommateurs », Michel Proton, le directeur de l'Union des vignerons, a décelé le créneau : « Nous produisons des vins primeurs qui plaisaient. Malgré cela le marché ne s'ouvrait pas. N'est pas beaujoulais qui veut. » Le vignoble a puisé dans ses racines et retrouvé une légende : celle de la ficelle qu'un douanier trempait dans un pichet pour mesurer la consommation. Appuyée par un dessin humoristique, l'histoire de la ficelle affirme un peu plus la notion de convivialité et l'image de vin de bistrot et du goût de l'amitié.

En 1990, deux millions de bouteilles ont été vendues, dont une bonne partie à Paris, et les investissements de l'Union des vignerons ont des retombées égales pour les vingt producteurs indépendants. Quant au prix moyen payé aux vignerons coopérateurs, il est passé de 3 francs le litre en 1980 à 6 francs en 1990.

Bourgogne

Un second pont à Mâcon

Le pont Saint-Laurent, seul pont urbain de Mâcon, dont certaines arches datent du onzième siècle, ne se contente pas d'enjamber la Saône. Il réunit aussi deux départements, la Saône-et-Loire et l'Ain, et ce faisant deux régions, la Bourgogne et Rhône-Alpes. Cet édifice, par ailleurs classé monument historique, voit passer dix-sept mille véhicules par jour. Il cristallise depuis longtemps toutes les difficultés liées aux décisions administratives lorsque celles-ci se heurtent ainsi à des zones frontalières, difficultés que les divergences politiques entre élus des deux rives ne contribuent pas à apaiser.

Un pas important vers la construction d'un second pont urbain vient cependant d'être franchi depuis la rencontre d'élus des deux bords à Mâcon. Les maires des deux communes riveraines (Saint-Laurent-sur-Saône et Mâcon), les représentants des deux conseils généraux concernés, les directeurs des services départementaux, des chambres de commerce de Mâcon et de Bourgogne-Bresse, ont pour la première fois consenti à se réunir pour évoquer cet objectif. Ils ont émis le vœu de voir créer un syndicat mixte.

L'édification d'un deuxième pont urbain à Mâcon concerne une agglomération de quatre-vingt mille habitants victime des nuisances occasionnées par ce goulet au cœur de la ville. Le financement de ce nouvel ouvrage nécessite quelque 30 millions de francs pour lesquels un montage financier est nécessaire. L'Etat se déclarant non concerné, les régions et les départements vont être consultés.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Bréhier, Michel Delberghe et de nos correspondants Georges Chatain (Limoges), Jean Contrucci (Marseille), Claudine Mettetal (Mâcon) et Jean-Yves Vif (Moulins).

Le triangle des Pyrénées

Pau, Tarbes et Lourdes font tomber les barrières géographiques et misent sur l'intercommunalité pour mieux s'ouvrir à l'Europe

TARBES

de notre correspondant

QUARANTE petits kilomètres, deux départements et deux régions séparent Pau de Tarbes et Lourdes. Tout un monde ! Depuis des lustres, une rivalité s'est instaurée entre les trois villes pyrénéennes. Pour corriger son image de marque, Pau est devenue, il y a deux décennies, le chef-lieu des Pyrénées-Atlantiques, suggéré par son identité montagnarde afin de ne pas avoir de complexes face à ses deux rivales de toujours, vivant sur pied des plus grands sommets des Hautes-Pyrénées. La première se trouve en Aquitaine et les secondes en Midi-Pyrénées. L'une est l'épicentre du Béarn et les deux autres sont les pôles d'animation de la Bigorre. Au-delà des paradoxes, ces trois villes sont appelées à avoir un destin européen commun. Elles souffrent, toutes trois, de l'éloignement

des cités qui sont Bordeaux et Toulouse, et sont condamnées à s'entendre si elles ne veulent pas être englobées par les stratégies de développement des deux capitales régionales du Grand Sud. Ces trois villes ont davantage enregistré et accumulé les divisions et les écartements que les raisons d'un partenariat économique dicté pourtant par la règle évidente du triangle géographique.

Complémentarité et spécificité

Le consensus politique n'était pas viable entre la cité de Henri IV, la ville natale du maréchal Foch et la commune mariale de Bernadette Soubirous, qui avait même oublié de faire un miracle dans le domaine de l'entente ! Chacune des trois villes vivait de son côté et tirait son épingle du jeu de la concurrence touristique. Les maires des trois villes pyrénéennes viennent de faire tomber les derniers obstacles en associant leur destinée dans une charte de réseau des villes, sous le couvert de la direction de l'aménagement du territoire (DATAR).

Au-delà de leurs qualités sociales de « villes à taille humaine où il fait bon vivre », Pau, Tarbes et Lourdes bénéficient, aujourd'hui, du qualificatif de « villes intermédiaires », moins passiste et plus dynamique, afin de jouer un rôle spécifique dans une Europe ouverte. Leur complémentarité sert de pôle attractif pour une population de 200 000 habitants. Pour faire bloc contre les dangers de la technopolisation, les trois villes des Pyrénées ont décidé de prendre conscience de leurs potentialités réelles et de ne laisser à personne le soin de tirer les fruits de leurs atouts non négligeables.

Leur rapprochement doit faciliter l'intercommunalité d'agglomération, et peut activer une meilleure visualisation sur la carte européenne. Ce réseau de villes doit permettre, à partir d'expériences en cours ailleurs, d'amener les acteurs publics et privés de l'aménagement et du développement à voir comment les relations contractuelles entre villes en situation de concurrence peuvent modifier les conditions qui président à leur dynamique.

Dépasser les antagonismes

La première phase de cette démarche vise à arrêter les axes routiers fondateurs dans une zone qui s'étire d'Orthez à Bagnères-de-Bigorre. Le projet de tunnel du Somport doit révéler le Béarn et la Bigorre de leur situation endémique de « bout du monde » adossé à la barrière des Pyrénées.

La perspective d'une voie internationale active reliant Bordeaux et

Toulouse à Saragosse et Valence ainsi qu'un axe autoroutier longitudinal en construction entre la côte basque et le rivage méditerranéen doivent servir d'épaves dorsales à cette conurbation pyrénéenne.

Un souhait exprimé par le socialiste André Labarrière, maire de Pau, le communiste Raymond Erracaret, maire de Tarbes, et le centriste Philippe Douste-Blazy, maire de Lourdes.

Dans un second temps, cette charte doit étudier les possibilités de connections aériennes entre les deux aéroports de Pau-Uzein et de Tarbes-Lourdes, via les chambres de commerce et d'industrie intéressées. Ce compagnonnage novateur est justifié par les trois artisans de cette intercommunalité, qui dépassent enfin les antagonismes politiques et administratifs. Selon André Labarrière, elle doit succéder à la mythologie des fameux pays d'Adour.

JEAN-JACQUES ROLLAT

L'Ile-de-France sur les traces de son passé

Le conseil régional subventionne une dizaine de communes pour sauver le « petit patrimoine »

Le conseil régional d'Ile-de-France signera juin prochain avec le département de Seine-et-Marne le premier « contrat patrimoine » de son histoire. Plus de 10 millions de francs seront mis à la disposition d'une douzaine de communes situées autour de Melun pour restaurer et mettre en valeur leur patrimoine dégradé. « Cette initiative marque la volonté de la région de s'engager clairement en faveur de ce qu'il est convenu d'appeler le « petit patrimoine », déclare M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional, qui précise : « C'est un moyen de conserver l'âme de nos villages franciliens dont certains ont vu, ces dernières années, leur population considérablement évoluer et se modifier. »

Brocardés par les urbanistes, bousculés par la construction de zones pavillonnaires, ignorés par les schémas d'aménagement, ils ont été un peu oubliés ces pigonniers, vieux marchés, églises rurales, lavoirs, fermes anciennes et granges, confidences d'autrefois, qui ont tous une histoire à raconter. Ces témoins des jours et des heures de jadis, dont on redécouvre aujourd'hui le charme, ont trop longtemps été étouffés par les monuments prestigieux édifiés aux portes de la capitale et dévoreurs

de gros budgets pour assurer leur entretien et lutter contre les méfaits des ans.

Ainsi la région participe-t-elle activement non seulement à la restauration des châteaux de Versailles, de Fontainebleau et de la basilique de Saint-Denis, mais aussi à la sauvegarde du château de Berc à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) et de celui de La Roche-Guyon (Val-d'Oise), ainsi que de l'abbaye de Royaumont. Elle s'est investie, au cours de ces dernières années, dans la mise en valeur des maisons de Jean-Jacques Rousseau à Montmorency (Val-d'Oise), de Stéphane Mallarmé à Valvins (Seine-et-Marne), de Léon Blum à Rosny-sur-Seine (Yvelines), de Chateaubriand à la Vallée aux Loups, de Claude Debussy à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ou encore du château de Monte-Cristo à Port-Marty (Yvelines).

Trois mille édifices

Toujours en faveur du patrimoine, 3 millions de francs ont été réservés, entre 1983 et 1989, à la restauration des orgues de l'Ile-de-France, qui en possède plus de six cents. La rénovation du domaine de Villarsceaux (Val-d'Oise) permettra d'accueillir « le centre international de l'art des jardins Adolphe-Chaumont » qui ouvrira ses portes en 1994. Coût : 92 millions

de francs. Enfin, l'Ile-de-France est la seule région de l'Hexagone à faire appel aux services d'un archéologue. Ses conseils sont utiles et précieux quand une importante opération d'urbanisme est décidée. Ainsi les premiers travaux lancés pour la construction d'Euro Disneyland ont-ils permis de mettre au jour un des plus grands ateliers d'Europe de fabrication de haches en pierre polie datant du néolithique. On travaille également à la restauration des sites archéologiques de Pincevent (Seine-et-Marne), réserve de silex taillé, et de Gémainville (Val-d'Oise), village gallo-romain.

Près de trois mille édifices, demeures royales, folies princières, maisons bourgeoises ou petits bâtiments, qui escortaient la vie quotidienne des manants, illustrent l'Ile-de-France. Le conseil régional débourse, chaque année, environ 70 millions de francs pour la sauvegarde de ce patrimoine. A côté des ors, des cimaises et du fer forgé, on remarque, enfin, qu'il existe entre Brie et Orge, Beauce et Yvette, de simples charpentes, de discrets clochers ou de solides lavoirs. Et les fermes fortifiées de Seine-et-Marne ou les tranquilles églises romanes du Val-d'Oise sont bien belles.

JEAN PERRIN

Mais où sont les gares du pays de Bray ?

Un article paru dans le Monde daté 7-8 avril a fort bien montré la « reconversion du pays de Bray, dernier sillon agricole normand avant la Picardie ». Le journaliste a rencontré un jeune agriculteur qui ne batte pas les bœufs, et qui est passé de l'élevage paternel à la culture moderne en asséchant ses marécages... Mais l'envoyé spécial du Monde a oublié d'expliquer une chose : comment aller chez les Brayons ? Il aurait donc dû interviewer les responsables de la SNCF. Il aurait ainsi appris qu'il y a deux ans environ la SNCF, malgré de vives protestations locales, a fermé la grande ligne locale : Dieppe-Forges-les-Eaux-Gournay-en-Bray-Gisors-Paris, juste à mi-chemin entre Dieppe et Gisors. Entre ces deux villes, la compagnie nationale des chemins de fer a mis en place des autocars. Lesquels circulent sur une route brayonne à deux voies, où l'on ne double pas dans toutes les lignes droites. Cela permet aux nouveaux autocars SNCF de ne pas faire la course avec des trains qui, d'ailleurs, n'existent plus.

D'autres lignes ou gares du pays de Bray vont être fermées le dimanche, ou définitivement, ou à certaines heures. Les habitants du Tréport et de quelques autres bourgs et villages s'interrogent. Certains envisagent même de « quémander », comme le dit M. Le Vern, qui, à Saint-Saens, ne connaît que le Club

Méditerranée, mais pas les gares ni le vulgaire chemin de fer.

Du Tréport à Envermeu, de Dieppe à Gournay, en passant par Saint-Saens, les « péquenots brayons » se consolent aisément de ne plus avoir de chemin de fer. Ils ont, en effet, la joie de pouvoir descendre à Rouen, comme M^{me} Bovary, pour contempler la merveille des merveilles : un TGV qui va tout droit de Rouen à Lyon.

LOUIS LANOIX

L'inauguration de la ligne Paris-Granville

J'ai été choqué par une information parue dans le Monde daté 31 mars, 1^{er} avril à propos de la ville de Camembert dans l'Orne. Michel Loret écrit que le gendre de Marie Harel, Thomas Paynel, offrit le fromage, qui porte le nom de la cité, en 1813, à Napoléon III, lors de l'inauguration de la ligne de chemin de fer Paris-Granville.

J'ignore à quelle date a été inaugurée cette liaison ferroviaire, mais ce ne fut certainement pas en 1813, puisqu'à cette date il n'y avait encore aucune ligne de chemin de fer en France. Sans doute cette ligne a-t-elle été inaugurée sous le second Empire, sous le règne de Napoléon III, mais pas en 1813, époque où régnait Napoléon I^{er}.

ETIENNE KLING
Nouilly-sur-Seine

[C'est une erreur de transmission qui nous a fait écrire l'année 1813 au lieu de l'année 1863. A cette date, Napoléon III était bien empereur des Français.]

سكنا في الوطن

سكزاوان الامل

16 Le Monde • Samedi 27 avril 1991 •

16 Le Monde • Dimanche 28 - Lundi 29 avril 1991 •

HEURES LOCALES

REPÈRES

LIMOUSIN

Union sacrée pour l'autoroute Paris-Toulouse

L'AUTOROUTE A 20 est un tronçon essentiel de la future liaison Paris-Limoges-Toulouse-Barcelone (le Monde daté 14-15 avril), dont la promesse de réalisation a été arrachée de haute lutte par les collectivités concernées. Promesse remise en cause depuis le début du mois d'avril par l'annonce gouvernementale de réduction de 102,9 millions de francs (sur un total de 400 millions de francs, soit un peu plus de 25 %) les investissements autoroutiers dans la traversée du Limousin, puis de 135 millions de francs (sur 175 millions, soit une réduction de 75 %) dans la région Centre.

La réduction budgétaire sur l'ensemble de l'itinéraire programmé est au total de 40 %. L'échéance de 1996, pour la réalisation de cet axe autoroutier, est donc, selon les diverses instances intéressées, « à renvoyer aux calendes grecques ».

L'association Euro 20, émanation des chambres consulaires limousines, a organisé une opération ville morte assortie d'une manifestation de rue dans le centre de Limoges, vendredi 19 avril. L'argument de la guerre du Golfe, estime M. Jean-Marie Brachet, président de la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Vienne, « a bon dos, mais ne saurait excuser le non-respect des engagements successifs pris par les différents gouvernements ».

Le groupe RPR-UDF du conseil régional Limousin souligne que ces restrictions budgétaires sont « en totale contradiction avec une politique d'aménagement du territoire, pourtant réalisée périodiquement ». Les élus socialistes, majoritaires en Limousin, affirment leur volonté d'agir pour que leur région « ne soit pas une fois de plus la victime automatique des difficultés du moment ».

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le conseil général des Bouches-du-Rhône tient boutique

DEPUIS deux ans, le conseil général des Bouches-du-Rhône fait un effort important en matière de communication. Dans ce but, plusieurs « outils » ont été créés afin d'apporter à l'opinion une meilleure connaissance des activités de l'assemblée départementale.

Ainsi a été mis en place la Lettre du conseil général, un magazine grand public, qui bénéficie de la quadrichromie et offre des articles magazines sur différents sujets ou actions dans lesquels le conseil général est impliqué ou maître d'œuvre. Les journalistes ont droit hebdomadairement à Press Hebdo, dans le même but. Tout dernièrement, Espace public a été créé à l'intention des élus locaux.

Il ne manquait plus qu'un lieu de rencontre avec le public. C'est chose faite avec l'inauguration, le vendredi 20 avril, de ce que M. Lucien Weygand, président du conseil général, a baptisé La Boutique. C'est un local qui se veut espace de communication permanent et qui accueille désormais des expositions, des rencontres-débats et des petits déjeuners de presse.

RHÔNE-ALPES

Chambéry rachète un centre aquatique privé

AUCUN repreneur ne s'étant manifesté, la ville de Chambéry a décidé de racheter le centre aquatique Nautique, ouvert en 1983 par une société privée locale, à proximité d'un centre commercial. Conçu avec piscine à vagues, bains bouillonnants, centre de remise en forme et restaurant, cet équipement aura coûté 27 millions de francs à son promoteur qui souhaitait l'utiliser comme prototype d'une nouvelle chaîne. Une fréquentation insuffisante, de l'ordre de 150 000 entrées alors que le seuil de rentabilité était fixé à 200 000, a conduit l'entreprise au dépôt de bilan.

Pour éviter la liquidation, la municipalité dirigée par Louis Beson, ministre socialiste de l'équipement, s'est portée candidate auprès du tribunal de commerce qui a fixé le montant de la reprise à 2,3 millions de francs. La piscine municipale étant surchargée, le centre devrait être utilisé par les écoles et les associations locales.

DOSSIER

La grande misère des commissaires-enquêteurs

Chargés de consulter le public sur les projets de l'administration ou des élus locaux, ces « honnêtes hommes » ont des rémunérations indécentes

Des milliers d'enquêtes publiques, destinées à recueillir les observations des populations concernées sur des projets d'aménagements, ont lieu chaque année en France. L'homme-orchestre de ces missions délicates est le commissaire-enquêteur. A lui d'examiner les documents du dossier, d'interroger l'administration, de visiter les lieux, d'organiser des réunions publiques, de faire parler les riverains, bref de se transformer en expert ou en magistrat avant d'émettre un avis. Une tâche pour laquelle les bénéficiaires qui occupent temporairement cette fonction n'ont pas forcément été préparés.

À une future liaison Eole, cette nouvelle ligne qui reliera l'Ouest parisien avec les gares du Nord et de l'Est, est une affaire importante. L'homme chargé de piloter l'enquête publique n'a pourtant aucune expérience en la matière. Quelles que soient les qualités personnelles ou professionnelles de cet ancien magistrat, c'est un novice.

L'annulation de la grosse ZAC de Rueil 2000 (Hauts-de-Seine), l'an passé ? On la doit à une erreur de procédure du commissaire-enquêteur, commis lors d'une réunion publique bouslée.

Ces exemples ne sont pas les seuls. Chaque année ont lieu des milliers d'enquêtes publiques, destinées à recueillir les observations, voire les contre-propositions du public sur des projets importants ou comportant des risques pour l'environnement : autoroutes, TGV, installations classées, modifications de documents d'urbanisme, déboisements, etc. Or, dans de nombreux cas, le commissaire-enquêteur ne fait pas vraiment le poids.

Drôle d'activité que celle de commissaire-enquêteur. Elle nécessite d'avoir de bonnes connaissances en droit, et aussi des talents pour susciter ou organiser le débat. Et pourtant, aucune compétence n'est exigée. Il suffit de s'inscrire sur les listes tenues par les préfetures et tribunaux administratifs. Si les enjeux sont importants, les rémunérations apparaissent bien saignées. Une vacation (une demi-journée) égale 148 francs imposables, sachant

qu'une enquête représente en moyenne une dizaine de vacations. A titre d'exemple, la commission d'enquête (neuf personnes) chargée de l'interconnexion du TGV a coûté environ 60 000 francs à l'Etat, à comparer aux six milliards de francs de travaux concernés.

Ni experts, ni magistrats, les commissaires-enquêteurs sont des collaborateurs du service public d'un genre inédit. Pour décrire leur profil, on n'a pas trouvé mieux que la formule un peu désuète d'honnête homme. La loi Bouchardreau de 1983 en a fait des personnages importants. Information du public, accès à tous documents utiles, visite des lieux, prolongation de l'enquête ou organisation de réunions publiques... Le commissaire-enquêteur « nouvelle formule » dispose d'une réelle marge de manœuvre. Outre les observations, voire les contre-propositions du public, son rapport donne une opinion personnelle. Certes, le maître d'ouvrage n'est pas lié par ses conclusions. Mais ces dernières seront importantes si le projet est attaqué en justice, l'avis défavorable permettant l'arrêt immédiat des travaux (sursis à exécution) (1).

Peu de débats contradictoires

Et dans la pratique ? Les espoirs qu'a fait naître la loi ont été déçus. Quelques sujets passionnent les foules : le nucléaire, l'installation de décharges et de porcheries, ou récemment le TGV-Méditerranée. Mais dans l'ensemble, les enquêtes publiques n'ont guère suscité le débat contradictoire et constructif que l'on attendait. Surtout lorsqu'aucune association de défense n'est là pour mobiliser. Sur les 10 000 enquêtes Bouchardreau annuelles, une petite minorité seulement aboutit à un avis défavorable. A croire que la copie des élus et de l'administration est toujours parfaite.

Les Français ont sans doute du mal à se sentir concernés par une procédure que bien souvent ils jugent biaisée. Mais les commissaires-enquêteurs ont aussi leur part de responsabilité : ont-ils utilisé pleinement leurs nouveaux pouvoirs ? L'administration ne leur a guère facilité la tâche, puisqu'aucun système de formation ou de contrôle des compétences n'a été mis en œuvre. Ne serait-ce l'initiative heureuse de René Bourny, qui a fondé en 1987 la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) en vue de former (et de défendre) ces derniers, ou la bonne volonté d'une poignée de tribunaux administratifs et directions régionales de l'architecture et de l'environnement (DRAE), rien ne se ferait.

Pas étonnant dans ces conditions si la compétence des commissaires-enquêteurs laisse parfois à désirer. « Il nous est arrivé de recevoir des rapports qui s'élevaient pas signé ! Plus souvent, les documents sont mal dactylographiés ou franchement illisibles », raconte ainsi Jean-Pierre Blin, président du tribunal administratif d'Amiens, lors d'une session de formation organisée récemment par la CNCE en Picardie. « Il y a quelques fois, un commissaire-enquêteur m'a appelé pour me dire qu'on lui avait proposé un poste... alors qu'on lui avait demandé de faire une enquête sur un POS », ajoute René Bourny.

Un recrutement délicat

Certains font des erreurs de procédure ou acceptent les conditions des maîtres d'ouvrage (délais serrés, manque d'information...). D'autres amettent purement et simplement leurs conclusions personnelles. « Très souvent, les débutants écrivent : personne n'est venu me voir. Il n'y a eu aucune observation. Je donne donc un avis favorable. » Cela peut constituer une irrégularité, explique Jean-Pierre Blin. A l'inverse, René Bourny cite en modèle ce commissaire-enquêteur normand qui donna un avis négatif sur une base de loisir que nul ne contestait, estimant le projet disproportionné pour la commune. Car il est aussi de très bons professionnels.

En fait, tout repose sur le problème du recrutement. Certaines professions pourraient être intéressées, comme les architectes ou les géomètres-experts ; les questions financières les en détournent vite. Les retraités, eux, font souvent des enquêtes pour « rester en contact ». Mais, faute de sélection, leur compétence n'est pas générale, et leur disponibilité limitée. « Pendant les



vacances scolaires, ils gardent leurs petits-enfants. Quand il neige, ils n'aiment pas se déplacer. Parfois, nous avons du mal à trouver quelqu'un », témoigne ainsi Marie-Christine Leduc, du tribunal administratif d'Amiens. Certaines critiques visent l'omniprésence d'anciens fonctionnaires (magistrats, anciens de l'Équipement ou des Domaines...). « Ils ont tendance à ne voir que le côté administratif des choses », lance Jacques Latron, ex-directeur de filiale d'Ugine-Kuhlmann et commissaire-enquêteur spécialisé dans les installations classées.

Mais peut-on demander à des quasi-bénévoles d'être parfaits ? Leur impose-t-on une sélection, voire des sanctions ? « C'est la quadrature du cercle. L'administration ne le dit pas ouvertement, mais le système l'arrange », estime Jacques Latron. Et d'expliquer que des bénévoles ne sauraient avoir aucune prise sur l'Etat.

Convaincus qu'un système plus sélectif améliorerait la pratique des

enquêtes publiques, la CNCE se bat pour une revalorisation des indemnités qu'elle juge aujourd'hui « lamentables ». Selon René Bourny, il faudrait les tripler pour bien faire. Toutefois, ni les multiples questions écrites posées à l'Assemblée nationale, ni même les promesses du premier ministre pour le budget 1991 n'ont abouti.

HÉLÈNE GIRAUD

(1) La loi Bouchardreau relative à la protection de l'environnement et à la démocratisation des enquêtes publiques n'a pas modifié toutes les enquêtes publiques. Les enquêtes dites « de droit commun » (enquêtes parcellaires, classements de voiries...) sont inchangées, leur commissaire-enquêteur étant toujours nommé par le préfet. A noter enfin qu'une même opération peut donner lieu à plusieurs enquêtes : une ZAC (enquête sur le plan d'aménagement de zone, enquête d'utilité publique s'il y a expropriation, enquête parcellaire...). Dans ce cas, la loi Bouchardreau permet de simplifier la procédure grâce à l'enquête conjointe.

Un citoyen au-dessus de tout soupçon

LYON

de notre bureau régional

PEU de dossiers d'enquête publique ont été aussi « explosifs », ces derniers mois, à Lyon, que celui du projet de bouclage du boulevard périphérique dans sa partie nord. Cet ensemble d'ouvrages doit être concédé au secteur privé. Plusieurs des commissaires-enquêteurs chargés de se prononcer sur le classement de la future voirie et son utilité publique, comme sur son impact écologique sur les berges du Rhône, s'en tiennent encore aujourd'hui aux conclusions - publiques - de leurs rapports, peu désireux de reprendre la parole avant que les clameurs ne soient retombées.

Conservé une activité intellectuelle

L'un d'entre eux, presque téméraire, affirme en tout cas avoir agi « en son âme et conscience », avant de se prononcer en faveur du projet, sous condition de quelques ajustements. Désireux de gar-

der l'anonymat, il a eu le sentiment de « servir l'intérêt général ».

Ancien ingénieur des travaux publics de l'Etat, en retraite depuis quatre ans, M. P. L. a accepté de figurer sur les listes officielles de commissaires-enquêteurs pour conserver une activité intellectuelle et, dit-il en riant, « ne pas vieillir ». Les enquêtes occupent maintenant la moitié de son année et conservent un caractère « occasionnel », sans quoi l'administration des impôts commencerait à froncer le sourcil.

Confronté au soupçon de conserver tout de même une solidarité de corps avec ses anciens collègues, il avance les arguments définitifs de la compétence et du bon sens, celui qui ne saurait mentir. A propos des berges du Rhône, il a eu le cœur de rechercher dans son dictionnaire la définition exacte du mot « berge ». Puis il a plongé dans un savant ouvrage sur l'histoire du fleuve-roi, entre le Léman et la mer, afin de mesurer comment l'écosystème s'est adapté au fil du temps.

GÉRARD BUÉTAS

ÉCONOMIE

BILLET

Des bénéfices en hausse de 7 % en 1990

Les résultats des assureurs français sont dopés par leur activité internationale

TVHD : une décision bien pesée

Le D2 Mac Paquet, norme européenne de télévision destinée à faire la soudure entre les standards actuels (PAL allemand et SECAM français) et la télévision à haute définition (TVHD), dont l'avènement est prévu pour 1995, ne sera pas mort-né.

L'accord intervenu à Bruxelles entre tous les partenaires intéressés (le Monde du 26 avril) — les industriels fabricants d'équipements (réception, émission), les opérateurs de satellites, les diffuseurs par câble et les producteurs de programmes — le met en selle. Cette décision va permettre de lancer la production d'émissions et de commercialiser de nouveaux téléviseurs au format agrandi 16/9.

Au moment où des voix s'élèvent pour prôner la prudence et attendent que les progrès technologiques aux États-Unis laissent espérer pour demain une TVHD entièrement numérique (la TVHD européenne reste fondée sur des images analogiques), cette victoire du D2 Mac Paquet peut apparaître comme une victoire à la Pyrrhus. Mais la Commission de Bruxelles n'avait pas le choix. Les industriels européens, essentiellement les groupes français Thomson et néerlandais Philips, étaient trop engagés pour faire demi-tour.

Renoncer au D2 Mac, pour céder aux sirènes d'une technologie encore en devenir, serait revenu à signer leur arrêt de mort quand les efforts fournis pour mettre au point une télévision purement européenne destinée à barrer la route à l'hégémonie japonaise les avaient déjà terriblement affaiblis. Personne n'aurait compris la raison de cet abandon.

Pourquoi avoir en effet accordé, dans le cadre d'Eureka, une puissante aide financière aux deux géants pour ensuite les laisser tomber ? Mieux valait privilégier une solution sans doute bâtarde de se lancer hâtivement dans un virage technologique dont nul n'est en mesure de dire s'il débouchera avant le vingt et unième siècle sur des usages grand public.

La solution retenue a le double mérite de tenir compte de l'enjeu industriel et de préserver des milliers d'emplois. Elle est beaucoup moins frileuse qu'il n'y paraît. Les experts de la Commission se sont bien gardés d'imposer le D2 Mac comme norme unique. Ce standard cohabitera avec ceux existants.

Même avec le soutien financier de Bruxelles, toutes les parties impliquées vont devoir maintenant investir. La décision de Bruxelles laisse aussi une porte ouverte sur les techniques du futur. Elle signe la victoire du simulcast (émission simultanée en plusieurs standards) et donne à l'usager le droit de dire s'il accepte ou non de payer un surcoût pour faire un pas vers une télévision radicalement transformée mais qui n'a pas encore terminé sa mutation.

ANDRÉ DESSOT

Au-delà des chiffres d'affaires en très forte progression, essentiellement dus à l'intégration de leurs nombreuses acquisitions, des conditions d'exploitation difficiles en France liées à la hausse de la sinistralité (tempêtes de début 1990), des résultats nets aux évolutions mitigées, l'année 1990 aura surtout été marquée, pour les cinq grands assureurs français — UAP, Victoire, AXA, AGF, GAN — par la montée en puissance de l'international.

Dans une année 1990 perturbée, les cinq principaux assureurs français — les trois compagnies publiques UAP (Union des assurances de Paris), AGF (Assurances générales de France), GAN (Groupe des assurances nationales) et les deux groupes privés Victoire et AXA — ont connu une croissance particulièrement élevée, dépassant même 50 % pour le numéro un français du secteur. Celle-ci s'explique en bonne partie par les nouvelles acquisitions ou prises de participation telles que Victoire pour l'UAP (qui en détient 34 %) ou Nieuw Rotterdam, la Laetentienne Générale et Prudential Italie pour Victoire.

Plus modeste à périmètre constant pour l'UAP (+9,4 %), pour Victoire (+7,8 %) ou pour AXA (+8 %) qui n'a pas intégré de nouvelles sociétés en 1990, la croissance n'en demeure pas moins réelle et supérieure à celle du marché de l'assurance en France. En

dommages (IARD : incendie, accidents, risques divers), celui-ci a crû de 5 %, à 201 milliards de francs. Mais c'est en vie et capitalisation, où il a atteint 206 milliards de francs, que la rupture de croissance a été brutale, avec une régression de 3 %, loin des scores à deux chiffres que l'on connaissait les années précédentes. Cette légère hausse masque en fait un fléchissement net de la capitalisation (vente de produits d'assurance-vie distribués par les réseaux bancaires), passée de 55 milliards en 1989 à 39 milliards en 1990.

Dégradation dans le secteur dommages

C'est donc dans l'international qu'il faut chercher la principale cause de gonflement de l'activité des assureurs français. Le détenteur du record est le groupe Victoire, dont le chiffre d'affaires à l'étranger, notamment avec sa filiale allemande Colonia acquise en 1989, atteint 66 % du total, alors qu'il n'en représentait que 19,4 % en 1988. Moins spectaculaires, les performances internationales des autres assureurs sont sensibles : 47 % du chiffre d'affaires à l'étranger (contre 35 % en 1989), en grande partie grâce à sa participation dans Victoire, de l'ordre de 30 % chez AXA, aux AGF et au GAN.

Satisfaisant en volume, le métier d'assureur n'a beaucoup moins été en rentabilité. Outre la concurrence, les tempêtes du début 1990 sont les principales responsables de la dégradation des conditions d'exploitation dans le secteur dom-

mages, exploitation déficitaire en France comme à l'étranger. Elles coûtent ainsi quelque 700 millions de francs à l'UAP, dont elles font bonifier le taux de sinistralité (montant des sinistres par rapport aux primes) de 80,8 % en 1989 à 89,5 % en 1990. Même évolution aux AGF et au GAN, dont les filiales anglaises ou irlandaises ont été particulièrement touchées. Chez AXA, on souligne aussi le poids des risques industriels.

Les sources de bénéfices sont donc à chercher du côté de l'assurance-vie et des activités financières, avec le dégellement de plus-values réalisées au cours du premier semestre 1990, avant que la crise du Golfe perturbe les marchés boursiers. Dans l'ensemble, les plus-values réalisées ont représenté environ 15 % du stock de plus-values latentes, ce qui est considéré comme correct. Seul le groupe Victoire fait exception, avec une proportion de 28 %, déjà affichée en 1989, qui se justifie par la nécessité de financer ses acquisitions massives.

L'augmentation des sinistres explique que les bénéfices n'aient pas connu, avec une hausse de 7 % pour les cinq compagnies, la même progression que le chiffre d'affaires, ni le rythme de l'année précédente (plus de 20 %). Mais les actionnaires, publics ou privés, ne devraient pas partir de cette évolution puisqu'ils voient tous la distribution du dividende augmenter sensiblement. Pour sa part, l'État devrait toucher environ 1,4 milliard de francs en provenance de ses trois compagnies.

CLAIRE BLANDIN et YVES MAMOU

	Chiffre d'affaires consolidé		Résultat net consolidé (part du groupe)		Provisions techniques consolidées		Fonds propres consolidés (part du groupe)	
	1990	90/89	1990	90/89	1990	90/89	1990	90/89
UAP	97,3	+ 50,9 %	4,2	+ 34,6 %	318	+ 45,9 %	33,3	+ 50 %
Groupe Victoire	58,37	+ 15,1 %	1,83	+ 5,2 %	171	+ 15,3 %	19	+ 19,2 %
AXA (y compris les mutuelles)	48,2	+ 8 %	4,04	- 1,5 %	ND	ND	35	+ 25 %
AGF	46	+ 20 %	2,7	+ 5 %	134	+ 15,7 %	20,2	+ 52 %
GAN	33,5	+ 22,1 %	2,4	- 4,5 %	105,9	+ 22 %	17,4	+ 29,9 %

En milliards de francs. ND : non disponible.

Avec une baisse de 2,8 % du PNB

La croissance américaine chute fortement au premier trimestre

Les États-Unis sont officiellement entrés en récession. Vendredi 26 avril, le département du commerce a annoncé qu'au premier trimestre le PNB américain avait chuté de 2,8 % en rythme annuel, un résultat qui fait suite à la baisse de 1,6 % enregistrée au cours des trois derniers mois de 1990. Le cycle de croissance exceptionnellement long dont avaient bénéficié les États-Unis depuis la sortie de la crise de 1981-1982 est donc achevé. Il reste à savoir combien de temps durera cette phase de croissance négative.

La plupart des analystes avaient anticipé une chute de croissance un peu moins forte. De plus, l'aggravation de la crise entre les derniers mois de 1990 et les premiers de cette année s'est accompagnée d'une accé-

lération de la hausse des prix : l'évolution du PNB fait ressortir un taux d'inflation de 5,1 % en rythme annuel au dernier trimestre, contre 4,7 % au cours du précédent.

Cette hausse des prix ne devrait cependant pas influencer la politique monétaire des États-Unis, les responsables du pays ayant, au cours des derniers mois, multiplié les appels à la relance de la croissance mondiale. Ils doivent, dimanche 28 avril, lors de la réunion du groupe des Sept à Washington, tenter de convaincre leurs partenaires des pays industrialisés, l'Allemagne notamment, d'abaisser leurs taux d'intérêt. Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, a déclaré, le 26 avril, que les États-Unis ne devaient pas chercher à sortir de la récession par le biais de l'inflation.

M. Soisson saisit l'inspection du travail sur la semaine de quatre jours

M. Jean-Pierre Soisson a indiqué, jeudi 25 avril à l'Assemblée nationale, qu'il avait demandé à l'inspection du travail d'examiner « les conséquences » que pouvait avoir sur la santé et la sécurité des salariés, la mise en place, depuis le 22 avril, de la semaine de quatre jours à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy.

Le ministre du travail estime que cette nouvelle organisation hebdomadaire « n'est pas sans inconvénients », même si, par ailleurs, la légalité de l'accord conclu entre la direction de PSA et trois organisations syndicales « n'est nullement contestable ». M. Soisson s'est déclaré « tout à fait conscient des difficultés qui pouvaient résulter d'une organisation qui pèse aussi sur la vie familiale des salariés ».

Augmentation de 2,1 % en mars du nombre de chômeurs indemnisés

Avec 2 321 000 chômeurs indemnisés (au lieu de 2 311 700 en février), le nombre des allocataires des ASSEDIC a augmenté au mois de mars de 0,4 % en données brutes, selon les statistiques diffusées, vendredi 26 avril, par l'UNEDIC. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre d'allocataires a progressé de 2,1 % en un mois, soit une hausse de 6,6 % en un an. Tandis que le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés (1 972 200) a augmenté en mars de 10,2 %, celui des chômeurs en formation (83 000) a progressé de 35 %. En revanche, le total des préretraités indemnisés a continué de baisser (-18,3 % sur un an).

(1) Les sept États de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo, plus les six États d'Afrique centrale : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, Tchad, ainsi que la République des Comores.

Les deux repreneurs de la société de Bourse Tuffier font appel

Cogespap et Altus Finance (Crédit lyonnais), les deux repreneurs de la société de Bourse Tuffier-Ravet-Py (TRP), vont faire appel du jugement du tribunal de commerce de Paris du 18 avril qui mettait à leur charge la totalité des suspens qu'ils soient (le Monde du 20 avril). Ces transactions boursières réalisées mais non décaissées, selon les acquéreurs, le coût de la reprise d'environ 300 millions de francs. Interrogé par l'agence Reuters une source proche des repreneurs a confirmé que « l'appel était dans la logique de leur position ».

Dans un communiqué publié, vendredi 26 avril, à la suite de la décision des repreneurs — l'appel pouvant retarder l'indemnisation des cinq mille clients de TRP, — M^{me} Colette Neuville, présidente de l'Association pour la défense des intérêts des clients de Tuffier-Ravet-Py, s'est retournée vers la filiale du Crédit lyonnais pour lui demander des assurances. Selon M^{me} Neuville, M. Jean-François Hélin, son directeur général, a déclaré que « Altus Finance (1) ayant pour actionnaire de référence Altus Finance, les dépôts des clients y sont en toute sécurité ».

(1) Filiale commune de Cogespap et d'Altus Finance à laquelle le tribunal de commerce de Paris avait confié la reprise des actifs de TRP.

EN BREF

30 milliards de francs de déficit en 1990 pour les compagnies aériennes américaines. — Selon l'Institut du transport aérien (ITA), les compagnies aériennes américaines ont perdu au moins 5 milliards de dollars (30 milliards de francs) au cours de l'année 1990. Le résultat net de Continental Airlines — en cessation de paiement — s'établit à -82,3 milliards de dollars, celui de Eastern Airlines — en liquidation — à -1,1 milliard, celui de PanAm — à -400 millions au moins — et celui de USAir — à -454 millions. Parmi les grandes compagnies, seules United (+94 millions de dollars) et Southwest (+47 millions) affichent des comptes nets bénéficiaires.

Effectifs de Siemens : rectifiés. — Le groupe allemand Siemens (électronique et électromécanique) envisage bien de supprimer des emplois dans la région de Munich (2 000 selon la fédération syndicale IG Metall), mais ces compressions d'effectifs ne sont pas motivées « par l'abandon du projet de fabrication de certains circuits intégrés (mémoires 4 mégabits) », comme nous l'avons indiqué, par erreur, sur la foi d'une dépêche AFP dans nos éditions datées du 16 avril. Siemens continuera de produire ces mémoires, mais a décidé d'en confier la réalisation jusqu'ici assurée par l'unité pilote de Perlach — à son usine de Ratisbonne, conçue pour la fabrication de grandes séries.

La France et l'Espagne lancent le tunnel du Somport. — M. Louis Besson, ministre de l'équipement, et M. José Borrell, son homologue espagnol, ont signé, le 25 avril, la convention pour la réalisation d'un tunnel routier sous le col du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Les 8,6 kilomètres de l'ouvrage coûteront 950 millions de francs, financés par la CEE, pour 210 millions, et la France, pour 315 millions, le solde étant apporté par l'Espagne qui accueille sur son territoire les deux tiers du tunnel. Celui-ci sera gratuit et sa mise en service est prévue pour 1995.

Bruxelles accepte l'OPA de la Redoute sur Empire Stores. — La Commission de Bruxelles a auto-

risé, le 26 avril, l'offre publique d'achat lancée par le numéro 1 français de la vente par correspondance, la Redoute, sur la cinquième entreprise britannique du secteur, Empire Stores. La Commission a estimé que cette acquisition d'au moins 50 % du capital d'Empire Stores ne créait pas de position dominante sur le marché britannique. Elle avait donné, en février, son accord au rapprochement entre l'allemand Otto Versand et le britannique Grattan.

TAT rachète à Air France 10 % de son propre capital. — Obligée par la Commission de Bruxelles de vendre les 35 % du capital de la compagnie régionale TAT qu'elle

détenait, Air France avait rétrocédé, en janvier dernier, 10 % de ce capital au Crédit national. Elle vient, selon le quotidien économique la Cote D'Azur, de revendre 10 % de ses actions TAT au holding Sasmat de la famille Marchais, qui contrôle la majorité du capital de la compagnie régionale. Air France a jusqu'au 1^{er} juillet 1992 pour trouver l'acquéreur des 15 % restant en sa possession.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Rens. : 45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الاعمال

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 22 AU 26 AVRIL

PARIS

Frissons

INDICE CAC 40

-0,89%

Le dicton le dit bien : « En avril ne te découvre pas d'un fil ». Quelques gelées blanches ont donc fait leur réapparition ces derniers jours rue Vivienne. La Bourse a frissonné. Mais elle a beaucoup mieux résisté, cette fois, à ces dernières rigueurs hivernales.

La rampe en selle avait pourtant été pénible. De nouvelles ventes bénéficiaires avaient contraint, lundi, le marché à continuer sa retraite (-1,34 %), mais mardi, pour la première séance du nouveau mois boursier, le marché reprit de la hauteur. Il ne parvint pas toutefois à maintenir intégralement son altitude initiale (+1,14 %) pour finalement se stabiliser à 0,83 %. Le lendemain se furent de brefs aller et retour de chaque côté du point d'équilibre. La journée devait s'achever sur une quasi-immobilisation de l'indice (+0,01 %).

Le même phénomène se reproduisit jeudi mais, cette fois, avec un peu d'effritement au bout (-0,28 %). Jamais deux sans trois. A la veille du week-end, le même petit jeu du passage du rouge au vert, et vice versa, reprit. La suspense dura jusqu'au bout. Finalement, après de multiples rebondissements, l'indice CAC 40 finissait à 0,13 %. Bref, d'un vendredi à l'autre, le mercure n'a en définitive qu'assez peu baissé (-0,89 %) au Palais Brongniart.

« Frissons sans fièvre », résuma laconiquement un fondé de pouvoir. Le fait est : la multiplication des mauvaises nouvelles augmenta singulièrement la résistance de la Bourse au lieu de l'entamer. Dieu sait s'il y en eut cette semaine. A commencer par une étude du Crédit lyonnais qui a confirmé les craintes éprouvées par la Banque de France, l'INSEE et l'INSEE à l'égard de la croissance en France pour 1991. Celle-ci sera faible et en tout cas pas supérieure à 1,6 %, estiment les experts de la banque du boulevard des Italiens.

Des raisons d'espérer

Et comme si cela ne suffisait pas à saper l'optimisme des boursiers, le département américain du commerce annonçait la chute inattendue des commandes de biens durables (-6,2 %) pour mars, revenues ainsi à leur plus bas niveau depuis trois ans. La coupe n'était pas encore pleine puisque, coup sur coup, l'on apprenait que le déficit commercial de la France s'était aggravé le même mois et que le chômage avait franchi la barre des 2,6 millions de demandeurs d'emploi. Difficile de trouver des preuves plus cinglantes de l'insistance de la récession à ne pas lâcher prise.

Mais les investisseurs se refusent pour l'instant à broyer du noir. Ils voient au contraire dans toutes ces mauvaises nouvelles des raisons supplémentaires

d'espérer qu'un certain nombre de mesures seront prises pour favoriser le déclenchement de la reprise économique. Cela a conduit M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, à déclarer bien haut qu'il ne pas lever de nouveaux impôts, ni à mettre en œuvre un plan de rigueur. De son côté, M. François Perigot, patron des patrons, a déclaré bien haut qu'il croyait fermement à la reprise. Mieux, à Bruxelles, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a plaidé pour un retour à « une croissance significative » des pays industrialisés, seule façon à ses yeux de venir en aide aux pays de l'Est et à ceux du Proche-Orient.

Enfin, reprenant leur boulot de cristal, les experts du Fonds monétaire international ont pronostiqué, ce qui n'est pas nouveau, « un rebond pour 1992 », tout en graffiant la France d'une croissance de 2,1 % dès cette année. Tout porte donc à croire que le scénario du redémarrage estival sera le bon. Reste à installer les fusées d'appoint pour faciliter ce décollage. Ce devrait être la tâche du groupe des Sept, dont les membres se réunissent ce week-end à Washington. Arriveront-ils à s'entendre sur les remèdes ? C'est une autre affaire. Le président Bush presse les Européens d'abaisser leurs taux. Très réticents, ceux-ci aimeront bien voir la Réserve fédérale américaine, qui s'en moque, faire

pression sur le dollar. Les Allemands ont déjà fait savoir qu'ils maintiendraient leur politique d'argent cher. De belles empoignées en perspective.

D'où les hésitations d'un marché encore aux aguets mais qui se méfie du « manque de visibilité sur les résultats d'un grand nombre de sociétés », comme le souligne M. P. Coffet, analyste chez Dyalbours. Le spécialiste de la société de bourse Didier Philippe témoigne d'une sorte de confiance retrouvée en maintenant « le scénario d'une seconde vague de hausse ». A coup sûr, la Bourse retrouve des couleurs. Affirmer qu'elle aussi est prête à décoller est plus délicat. Le mois de mai n'est guère favorable à ce type d'exercice avec un nombre impressionnant de jours fériés et de ponts en tout genre. « Le climat devient estival », soulignait un professionnel.

L'événement de la semaine a été sans conteste la nouvelle étape de modernisation franchie en Bourse. Ainsi les valeurs étrangères ont quitté la crèche pour rejoindre le système CAC. Mais il y a eu aussi une opération de 225 000 titres sur AGF à 542 francs pièce. Affaire de rachat, disait-on. Enfin, Michelin s'est reconverti sur les conseils d'achat d'une grande société de bourse. Les actionnaires devront quand même s'armer de patience. Les Galeries Lafayette ont pris une participation de 16,4 % dans le capital des Nouvelles Galeries. On parle d'OPA.

NEW-YORK

Coup de déprime

INDICE DOW JONES

-1,8%

Encore une fois, Wall Street n'a pas réussi cette semaine à récupérer les forces tout entières consacrées il y a une dizaine de jours à franchir la fameuse barre des 3 000 points. Tout a commencé et a fini sur un air de baisse entrecoupé par un maladroit et timide chant de hausse. Les nerfs des investisseurs ont, est-il vrai, été mis à rude épreuve, puisque les Etats-Unis ont été officiellement déclarés en récession.

L'actualité n'a pas été tendre avec, presque en ouverture hebdomadaire, l'annonce inattendue d'une chute des commandes de biens durables en mars (-6,2 %), au plus bas maintenant depuis 1988, et en clôture la signature de la crise avec la baisse du PNB (-2,8 %) pour le premier trimestre 1991 pour la deuxième fois consécutive. Le plus étonnant est sans doute que le marché américain n'ait pas réagi plus sévèrement, comme en a témoigné la relative faiblesse des courants d'échanges.

Autour du « Big Board », les professionnels expliquaient cette sorte d'apathie par le phénomène du fait accompli, mais aussi par l'espoir que, le pire étant maintenant arrivé, l'amélioration est au bout du chemin. Des investisseurs

disaient carrément que la situation était devenue tellement mauvaise que la Fed serait désormais contrainte de mettre la pédale douce sur le crédit. Mais la banque centrale américaine est-elle en mesure de le faire étant donné la hausse rapide de l'indice des prix lié au PNB (+5,1 % en rythme annuel) ? Beaucoup à la veille du week-end s'interrogeaient sur sa capacité d'intervention.

A. D.

Indice Dow Jones du 26 avril : 2 912,38 (c. 2 965,59).

	Cours 19 avril	Cours 26 avril
Alcoa	67 3/8	67
AT&T	37 1/2	38
Bell	46 3/4	46
Chesapeake Bank	19 3/8	18 5/8
De Pont de Nemours	41 1/8	40 3/4
Eastman Kodak	43 3/8	42 3/4
Exxon	60	59 1/2
Ford	33 7/8	32 1/2
General Electric	74 3/8	71 3/4
General Motors	39 3/8	36 1/2
Goodyear	22 3/8	22
IBM	109 3/8	107 1/4
ITT	58 7/8	58 7/8
Mobil Oil	68 3/8	68 5/8
Pfizer	55 5/8	55
Schlumberger	62 3/4	61 1/2
Tesla	67 5/8	67
UAL Corp. (ex-Allegis)	158 1/4	159 1/2
Union Carbide	17 3/4	18
USX	33 1/4	32 3/8
Westinghouse	29 1/8	28
Xerox Corp.	59 5/8	58 5/8

TOKYO

Repli

INDICE NIKKEI

-1,6%

Fatigué d'attendre une baisse des taux d'intérêt, le Kabuto-Cho a modestement reculé au cours de la semaine passée. L'activité est restée faible et la parole est allée aux arbitragistes et aux quelques spéculateurs assez musclés pour se risquer sur le marché toujours déserté par les institutions. Le résultat a été une Bourse boudoise et une tendance marquée par des coups d'accrochage, qui ont donné des écarts, comme lundi, où plus de 300 yens ont été perdus, ou le lendemain lorsque la cote a regagné près de 250 yens. A 26 541 yens, le Nikkei a fini vendredi à 26 123 yens.

En début de semaine, en attendant des « news » qui poussent les investisseurs sur la touche, un professionnel japonais trouvait une formule heureuse pour résumer l'ambiance qui a marqué la place japonaise durant les cinq semaines passées. Le premier, c'est Gorbachev et l'échec de sa visite historique à Tokyo, le second, c'est le G 7 qui aura lieu dimanche à Washington. On ne sait pas à Tokyo si on doit en attendre du lard ou du cochon, le recul des taux d'intérêt escomptés ou, au contraire, le maintien de la politique de rigueur monétaire actuelle qui pèse sur les marchés. Les signaux repus

cette semaine ont été parfaitement contradictoires et n'ont fait qu'embrouiller encore davantage les esprits. Quant au dernier G, c'est golden week, la semaine traditionnellement fériée du début mai, qui se traduit généralement par une fermeture partielle de la Bourse et une semi-inactivité.

Parmi les nouvelles de la semaine, les professionnels ont retenu la publication des chiffres de la hausse des prix au détail à Tokyo, en légère contraction, et surtout l'annonce, vendredi, qu'en dépit du pessimisme relevé par tous les sondages, la croissance japonaise poursuivait sa lancée et entamait son cinquante-troisième mois d'expansion consécutif.

Indices du 26 avril : Nikkei, 26 123,68 (c. 26 541,97) ; Topix, 1 957,96 (c. 1 998,07).

BRUNO BIROLLO

	Cours 19 avril	Cours 26 avril
Alai	810	840
Brigitte	1 110	1 090
Canon	2 610	2 600
Fuji Bank	2 640	2 680
Honda Motor	1 420	1 350
Mitsubishi Electric	1 730	1 720
Mitsubishi Heavy	783	760
Sony Corp.	6 610	6 280
Toyota Motor	1 850	1 830

LONDRES

La baisse s'accroît - 1,9 %

Pour la troisième fois de suite, le bilan hebdomadaire de la Bourse de Londres a été négatif. Mais, jusqu'à présent, le mouvement de baisse s'est accordé, et d'un vendredi à l'autre, l'indice Footsie des cent valeurs a reculé de 1,9 %.

Après le flot de mauvaises statistiques qui lui avait été asséné la semaine précédente, le marché a eu droit, cette fois, à un vrai déluge d'enquêtes de conjoncture plus pessimistes les unes que les autres. Pour couronner le tout, de nombreuses augmentations de capital ont continué à pomper les liquidités disponibles. Enfin, les investisseurs ont commencé à s'inquiéter à propos des élections locales du 2 mai en Angleterre et au pays de Galles.

Indices « FT » du 26 avril : 100 valeurs, 2 471,3 (c. 2 520,1) ; 30 valeurs, 1 938,3 (c. 1 980,1) ; mines d'or, 143,6 (c. 140,2) ; fonds d'Etat, 84,82 (c. 84,84).

	Cours 19 avril	Cours 26 avril
Bowater	6,42	6,08
BP	3,47	3,45
Charter	4,83	4,70
Courtauld	3,88	3,88
De Beers	13,31	13,38
Glaxo	10,80	11,01
GUUS	15,30	15,20
ICI	11,02	10,57
Reuters	8,72	8,05
Shell	5,12	5,22
Unilever	7,65	7,50
Vickers	2,23	2,12

FRANCFORT

Nouvelle et forte hausse + 1,65 %

Prenant le contrepied des autres places, la Bourse de Francfort a continué de monter cette semaine en accélérant même la tendance. L'échec électoral des chrétiens-démocrates, le parti du chancelier Kohl, aux élections de Rhénanie-Palatinat n'a pas déprimé le marché plus d'une journée. L'optimisme a rapidement pris le dessus avec la perspective d'un redressement économique plus rapide que prévu de l'ancienne RDA. Par ailleurs, la formation du ton employé par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, pour avertir les pays du G-7 que l'Allemagne ne sacrifierait pas sa politique d'argent cher, son rempart contre l'inflation, pour les beaux yeux de l'Est, a rassuré les milieux financiers et encouragé les investisseurs.

Indices du 26 février : DAX, 1 623,81 (c. 1 597,37) ; Commerzbank, 1 964,6 (c. 1 923,30).

	Cours 19 avril	Cours 26 avril
ABG	204,80	201
BASF	280,50	289
Bayer	288,50	288,70
Commerzbank	265	267
Deutschebank	641,50	647
Hoechst	268,30	270,40
Karstadt	616	636
Mannesmann	286	286
Siemens	593,50	593,50
Volkswagen	364	376

Alimentation

	26-4-91	Diff.
Béghin-Say	638	+ 35
Boulogne	2 455	- 175
BSN	855	+ 5
Carrefour (1)	3 660	- 45
Casino G., Perra	1 370	+ 3,40
Eurocash	4 070	+ 25
Guyenne-Gasc	1 270	+ 20
LVMH	3 990	- 3
Olivier	270	- 16
Perrin-Ricard	1 220	+ 20
Promodis	2 060	+ 15
Saint-Louis	1 440	+ 31
Source Pelter	1 428	- 42
Nestlé	34 260	+ 560

(1) Coupon 65.

Pétroles

	26-4-91	Diff.
BP-France	123,80	+ 3,30
ELF-Aquitaine	347	+ 11,60
Eso	644	- 18
Prinax	434	- 6
Sograp	400	- 17,90
Total	750	+ 20
Exxon (1)	348,90	+ 3,70
ITT	1 910	+ 10
Royal Dutch	475,10	+ 10,10

Matériel électrique

	26-4-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	575	- 10
CSE (ex-Signaux)	236	- 15
Général des eaux	2 551	- 47
Internelec	1 040	- 70
Labinal	800	+ 35
Léonard	3 770	- 90
Lyons et eau	587	- 45
Matra	240,90	- 24,10
Métra-Gérin	532	- 21
Moulinex	120,50	+ 2,40
Radiotechnique	1 428	- 52
SEB	1 585	+ 35
Sextant-Avionique	475	- 6
Thomson-CSF	144,50	- 5,20
IBM	630	- 3
Schneider	148,50	+ 11,30
Schneider	369	+ 22,20
Siemens	2 074	+ 69

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	26-4-91	Diff.
AGF	529	- 1
AXA (ex-Cie Midis)	1 060	- 61
Bail Equipement	126,90	- 3,20
Banque (C)	493	- 2
Cetecol	643	- 3
CCT	162	- 3,80
CFP	1 084	- 1
CFI	351	- 9
Chargéur	740	+ 14
CPR	271	- 2,50
Eurafinanc	1 560	- 89
GAN	1 884	+ 28
Héris (L)	565	+ 9
Locafin	771	- 11
Midland Bank	86,90	- 6,60
OPF	1 663	- 48
Schneider	433,70	- 25,30
Société générale	413	- 3
Sovac	680	- 10
Suez (C fin.)	338,50	+ 5,40
UAP	558	- 1
UCB	156,50	- 3,50

Filatures, textiles

	26-4-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 090	+ 18
BHV	n.c.	-
Danart	2 000	- 133
DMC	401	- 4
Gil. Lafayette	1 750	+ 22
Nouvelles Galeries	780	- 26
Primetext	655	- 15
La Redoute	3 670	- 60
SCA	18,70	+ 0,60

Bâtiment, travaux publics

	26-4-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 198	+ 42
Bouygues	571	- 6
Ciments-Français	399,10	- 30,60
GTM	440	- 9
Immob. Phénix	178	- 1,50
J. Lefèvre	745	- 30
Lafarge-Coppée	376,10	- 7,50
Poliet	473	- 41
SGE-SB	244	- 10

Mines d'or, diamants

	26-4-91	Diff.
Anglo-American	179	+ 5
Amgold	340	+ 3
Buf. Gold M.	60,95	- 0,05
De Beers	138,30	- 0,10
Drief. Cons.	58,10	+ 0,90
Gencor	19,80	- 0,05
Harmony	24,90	- 0,75
Randfontein	16,70	- 0,95
Saint-Helens	39,70	+ 1,55
Western Deep	162,10	+ 5,10

Valeurs diverses

	26-4-91	Diff.
Acor	778	- 15
Air liquide	678	- 9
Arjomari	1 113	- 185
Bic	758	- 6
Blis	321	+ 11
CGIF	1 011	- 41
Cab Méditerranée	475,50	- 11,50
Essilor	355,10	- 1,40
EuroDisney	115,20	- 3,30
Europe	1 120	- 5
Eurotunnel	46,20	- 0,90
Groupe Cif	675	- 2
Hachette	198	- 5
Havas	509	- 24
Marine Wende	325,90	+ 0,90
Navigation	1 378	+ 13
Nord-Est	131,10	- 3,70
L'Oréal	557	+ 15
Saint-Gobain	448	- 6,30
Sanofi	847	- 6
Sauvages Châillon	261,50	- 3,50
Skis Rossignol	747	+ 21

Produits chimiques

	26-4-91	Diff.
Inst. Morieux	4 480	+ 30
Lab. Roger Bellen	3 832	+ 192
Roussel-Uclaf	2 189	+ 27
Synthelabo	825	+ 48
De Beers	138,30	- 0,10
BASF	575	- 33
Sauvages Châillon	963	+ 28
Hoechst	990	+ 27
Imp. Chemical (1)	105,40	- 4,70
Norsk Hydro	161	+ 2

(1) Coupon de 3,40 F.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 avril 1991
Nombre de contrats : 53 429

	Join 91	Sept. 91	Déc. 91
Premier	106,50	106,48	106,42
+ haut	106,55	106,48	106,42
+ bas	106,30	106,26	106,42
Dernier	106,20	106,26	106,42
Compensation	106,20	106,18	106,12

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	19-4-91	22-4-91	23-4-91	24-4-91	25-4-91
RM	2 580 156	2 511 021	2 074 607	1 362 836	-
Comptant	6 894 989	6 954 022	4 273 148	3 913 501	-
R. et obl.	102 014	365 329	82 700	102 953	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	9 577 159	9 830 372	6 430 455	5 379 290	-

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Epris de liberté

Le marché international des capitaux est épris de liberté. Ses participants ne souffrent guère qu'on intervienne dans son évolution. Des autorités font, certes, valoir leurs prérogatives dans quelques comparaisons. Mais à moins de risquer d'en entraver la croissance, il faut qu'elles affichent leur intention de relâcher leur emprise et qu'elles en donnent des preuves tangibles.

A cet égard, la façon dont les pouvoirs publics français ou italiens gèrent les marchés de l'eurofranc ou de l'eurolire est exemplaire. Chacun sait que leur surveillance continue de s'exercer. Dans le cas de l'Italie, elle est même pesante. Mais cela n'empêche pas le développement des euro-emprunts en lires de connaître un vif développement, car l'espoir d'une relaxation est savamment entretenu.

A Milan et à Rome, il n'est actuellement question, dans les milieux financiers, que d'ouverture et de libéralisation. On s'y prépare pour le milieu de cette année sans trop savoir encore quelles restrictions seront maintenues. La Banque d'Italie envisagerait, dit-on, d'abandonner le rigide système d'enregistrement préalable et le calendrier actuellement en vigueur qui règle le début des nouvelles émissions en lires. On prévoit aussi d'autoriser des banques étrangères à diriger des opérations. Il est probable toutefois que de sévères conditions seront posées, si bien que sur ce plan, les établissements transalpins n'auront, dans l'immédiat, pas à redouter la concurrence internationale.

A Paris, où, en matière de libéralisation, on est en avance sur l'Italie, certaines banques d'origine étrangère sont déjà habilitées à diriger des euro-emprunts en francs. Deux établissements américains, JP Morgan et Compagnie et Bankers Trust France le sont depuis l'année dernière. La liste vient tout juste de s'enrichir d'un troisième nom, celui de la filiale française du Crédit Suisse, First Boston. Dans les trois cas, il s'agit d'établissements financiers qui appartiennent à des groupes dont la réputation et les savoir-faire sont extraordinaires et qui ont démontré qu'ils étaient capables de mener leurs activités sur place, à Paris. Il n'y a pas de danger que le marché de l'eurofranc émigre vers une autre capitale.

Pour ce qui est de celui de l'écu, la situation est différente, car,

comme la monnaie d'emprunt n'est pas celle d'un pays donné, nul ne peut s'arroger au départ le droit d'en contrôler l'évolution. Une pleine liberté est acquise d'emblée, et, normalement, rien ne paraît devoir gêner le jeu de l'offre et de la demande. De nombreux spécialistes y voient une des raisons principales de son succès auprès du débiteur et des investisseurs, et, pour eux, il n'est pas question de modifier quoi que ce soit en la matière.

C'est ainsi qu'une suggestion, en apparence assez anodine, qui émanait de la Commission des Communautés européennes a suscité des réactions tout à fait hostiles. Bruxelles ne demandait rien d'autre qu'une simple concertation entre les grands emprunteurs qui s'approprient à lever des fonds en écus, le but recherché étant de prévenir un engorgement soudain du marché. En aucun cas, il n'était prévu d'assujettir celui-ci à une quelconque réglementation ou d'instaurer un calendrier. Tant du côté des eurobanques que des grands trésors publics, on s'est montré navré de cette proposition. C'était un peu comme si tout l'édifice avait été mis en cause, et, pour certains, parler d'une concertation revient carrément à s'attaquer au principe même du capitalisme.

L'Espagne ne se mesure pas elle-même

Il y a eu, la semaine passée, de grandes et belles émissions en écus, la plus importante ayant pour débiteur le royaume d'Espagne. Dirigé par Banesto, son montant est de 1 milliard d'écus et sa durée, de cinq ans. Elle coûte à l'emprunteur environ 9,15 % l'an, son taux d'intérêt facial étant de 9 %. Les titres se sont, pour l'essentiel, placés à l'étranger, car, en Espagne, les investisseurs sont habitués à des rendements beaucoup plus élevés. Des bons du Trésor libellés en pesetas rapportent environ trois points de pourcentage de plus. Il reste que l'écus ne cesse de s'amoindrir, ce qui, logiquement, devrait éveiller l'appétit des prêteurs locaux pour des titres en écus. L'année dernière, en avril, lorsque l'Espagne lançait ses premiers fonds d'Etat libellés dans la monnaie européenne, il lui avait fallu servir un intérêt de cinq points de pourcentage plus élevé que dans sa monnaie. Comme plusieurs autres emprunteurs souverains, l'Es-

pagne se refuse à jager son opération à celle d'un autre débiteur. Pour le Trésor madrilène, la seule préférence avouée est sa précédente transaction, qui a encore quatre ans à courir et qui, au moment de la sortie de la nouvelle émission, procurait aux investisseurs un rendement du même ordre, soit 9,08 %.

C'est précisément cette absence de référence que les emprunteurs cherchent jalousement à conserver lorsqu'ils refusent d'admettre toute concertation préalable. Cela n'a toutefois pas empêché le Trésor de Madrid mercredi 24 avril, au cours de la matinée, de faire part de ses intentions à la Banque européenne d'investissement, qui, au même moment, allait également émettre une transaction en écus.

L'opération de la Banque européenne est d'un genre très différent. D'un montant de 300 millions d'écus, elle est d'une durée d'environ huit ans. Elle représente une sorte de deuxième tranche qui s'ajoute aux 333 millions d'un euro-emprunt qui avait vu le jour en 1989. Le débiteur a d'ailleurs l'intention d'en accroître encore le montant dans les mois qui viennent, si bien que les investisseurs ont l'assurance que les titres figuront parmi les plus activement négociés de tout le marché national. Son taux d'intérêt facial est de 9 %.

Comme l'emprunt espagnol, il s'agit d'une des grandes réussites de la semaine passée. Ce qui distingue la transaction de la Banque européenne, c'est qu'elle est pour l'essentiel destinée au portefeuille des particuliers au Japon. Jusqu'à présent, les placements en écus n'avaient, dans ce pays, retenu l'attention que des investisseurs institutionnels. Nomura, qui dirige cette affaire, et les autres maisons de titres nipponnes qui y sont associées vont attendre, au travers de leurs réseaux, une vaste clientèle qui, jusqu'à présent, n'avait jamais été sollicitée par des placements de ce genre. Un cinquième de l'émission était réservé à l'euromarché, et les titres se sont immédiatement arrachés. Par la force des choses, le placement japonais prendra plus de temps. Sur le plan technique, le tout est une réussite car l'émission satisfait tout à la fois aux exigences tatillonnes du marché des emprunts au Japon et à la liberté de l'euromarché.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Un dollar vraiment très ferme

En pleine ascension en début de semaine, à 1,77 DM et 5,95 francs, le dollar ne cédait que très peu de terrain à la veille du week-end, en dépit des interventions des banques centrales, assez peu importantes et convaincantes.

L'accélération de la hausse de la devise américaine le lundi 22 avril, qui retrouvait ses niveaux du début décembre 1989, effaçant ainsi, en deux mois, ses pertes d'un an entier, avait été déclenchée par le désaveu cuisant infligé au chancelier Kohl par les électeurs du Land de Rhénanie-Palatinat. Ils ont mis en minorité le parti chrétien-démocrate, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, et lui ont fait perdre la majorité à la Chambre (Bundestag) au profit de l'opposition socialiste, qui se prépare à bloquer certains projets du chancelier, notamment la réforme fiscale.

Du coup, le mark a fléchi par rapport au billet vert, ce mouvement étant favorisé par l'absence, peut-être provisoire, de tout relèvement de son taux directeur par la Bundesbank, et par le fait que la baisse du taux des pensions de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

Pendant la majeure partie de la semaine, les banques centrales, comme il a été dit, ont essayé de casser la hausse du dollar, sans grand succès, puisque la devise américaine se trouvait, vendredi soir, à 1,75 DM et 5,92 francs. Dans la journée, pourtant, l'annonce d'une baisse de 2,8 % du produit national brut au premier trimestre et d'une augmentation à 5,5 % du taux d'inflation, sur une base annuelle, avait jeté un froid. Mais le chiffre concernant l'inflation était contesté, le prix du pétrole ayant fléchi en avril. De toute façon, si la hausse des prix s'accélérait, la Réserve fédérale s'abstiendrait de réduire à nouveau son taux directeur, politique de nature à renforcer le billet vert.

Que vaut vraiment le dollar ?

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 AU 26 AVRIL 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc suisse	Franc français	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,6800	—	16,9282	67,6361	57,1102	2,7701	58,0482	0,0773
Paris	1,7360	—	17,1732	68,3576	57,8521	2,8208	51,4403	0,07843
Bruxelles	9,9786	5,9080	—	39,597	337,41	16,3455	299,44	4,5670
Zurich	10,1077	5,9230	—	39,597	337,41	16,3455	299,44	4,5670
Frankfurt	2,4972	1,4785	25,8256	—	84,7870	4,1169	75,2572	1,1474
Amsterdam	2,5974	1,5710	26,3375	118,4725	—	4,8904	88,7488	1,3532
Bruxelles	2,9954	1,7255	26,3374	117,9425	—	4,8674	88,7488	1,3533
Bruxelles	60,9729	36,10	6,1104	24,4166	20,6168	—	18,3708	2,7883
Bruxelles	61,5417	35,45	6,0879	24,2310	20,5467	—	18,2355	1,5247
Amsterdam	5,3724	1,9730	33,3956	1,344	112,67	5,4835	—	1,5247
Amsterdam	3,3747	1,9440	33,3848	1,3387	112,66	5,4837	—	1,5247
Milan	218,57	1,294	218,67	875,21	739	35,8448	655,85	—
Tokyo	211,40	1,1818	218,96	871,46	738,51	35,8661	655,864	—
Tokyo	211,40	1,1818	218,96	871,46	738,51	35,8661	655,864	—
Tokyo	228,96	1,1765	21,6390	94,0874	78,9729	3,8829	70,8076	8,1675

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 26 avril, 4,2765 F contre 4,2302 F le vendredi 19 avril.

MATIÈRES PREMIÈRES

Règlement de comptes sur le zinc

Depuis la mi-avril, le marché du zinc est en ébullition sur le London Metal Exchange (LME), la plus grosse Bourse de métaux au monde. Les cours, qui stagnaient entre 1 100 et 1 200 dollars la tonne au coursant depuis le début de l'année 1991, sont brutalement passés à 1 430 dollars le 15 avril en clôture alors que l'échéance à trois mois terminait le même jour à 1 213 dollars. Cette tension soudaine de la backwardation ou déport (situation où les cours du comptant sont supérieurs à ceux du terme, ce qui mesure traditionnellement le manque de marchandise disponible) a alerté les opérateurs.

Certes, certains producteurs au Canada, en Australie et en Allemagne éprouvaient à l'époque quelques difficultés à livrer du métal, mais l'ampleur des mouvements de cours et du déport, qui a, un moment, atteint 270 dollars par tonne, avait une autre origine. Il s'agissait en fait d'une partie de bras de fer entre acheteurs et vendeurs sur l'échéance avril, ce que les professionnels appellent un « squeeze ». En effet, jouant la déprime des non-ferreux dans le cadre du ralentissement de l'activité économique mondiale, plusieurs fonds d'investissement anglo-saxons, dont Mint Fund, l'énorme fonds du négociant britannique ED and F. Man, avaient pris d'importantes positions à la vente. Avec l'approche de l'expiration de l'échéance avril, ces fonds se sont retrouvés dans l'impossibilité de racheter leurs positions ou de livrer le métal. En face, le producteur allemand Metallgesellschaft, qui contrôlait, avec ses clients, la majeure partie du zinc

livrable en avril par le marché londonien, a provoqué la flambée des cours en refusant de vendre à des intervenants qui recherchaient désespérément du papier. L'étrange, c'est que ce petit jeu du chat et de la souris s'est poursuivi jusqu'au jeudi 25 avril, où la situation s'est enfin détendue avec la livraison sur le marché de cinq cents lots, soit l'équivalent de 12 500 tonnes de zinc par Metallgesellschaft. Les cours ont donc retrouvé une configuration plus normale en cette fin de semaine, la tonne au comptant terminant à 1 148 dollars alors que l'échéance des trois mois a clôturé à 1 157 dollars.

La situation est d'autant plus proche de la normale qu'avec la soudaine remontée des cours les stocks de zinc entreposés au LME ont augmenté de 31 % en quinze jours pour atteindre aujourd'hui 109 000 tonnes. « Mais il pourrait encore y avoir des soubresauts, car les fonds d'investissement étrangers ont reporté des positions vendues jusqu'à fin avril. »

Cette affaire entame une nouvelle fois la crédibilité du LME, dont les fondements avaient été fortement ébranlés lors du krach de l'étain en octobre 1985. D'autant que les autorités du marché londonien sont restées bien discrètes dans cette nouvelle tentative de « squeeze » alors qu'en décembre 1989, face à une manipulation similaire de la part du producteur canadien Noranda, elles avaient limité la hausse quotidienne du déport à 20 dollars par tonne.

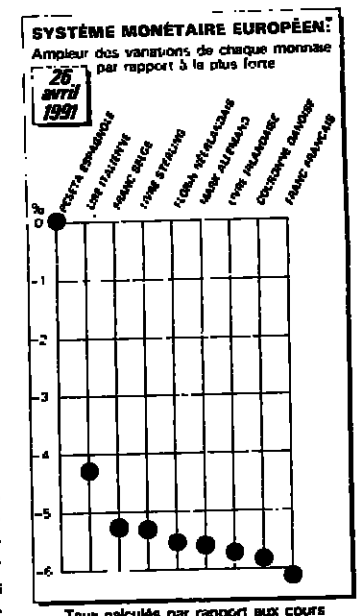
Devenu la référence mondiale en matière de cours de métaux non ferreux, le LME reste pourtant

plus des variations du mark vis-à-vis du dollar. Auparavant, lorsque la devise allemande se renforçait vis-à-vis du billet vert, le franc faiblissait à Francfort, et inversement. Aujourd'hui, la devise française semble acquiescer un peu plus d'autonomie.

Les rumeurs insistantes qui couraient la semaine dernière sur l'éventualité d'un resserrement des marges de fluctuation de la livre sterling et de la peseta au sein du SME, ramenées de 6 % à 2,25 %, se sont calmées cette semaine-ci mais, à un terme plus ou moins rapproché, ce resserrement est inscrit dans les astres : il constituerait, pour les gouvernements et les autorités monétaires de Grande-Bretagne et d'Espagne, une excellente arme psychologique pour faire appliquer et respecter les contraintes édictées en matière d'inflation.

On relève enfin que grâce à la hausse du dollar, auquel il est plus ou moins accroché, le yen japonais poursuit son lent redressement vis-à-vis des monnaies européennes. A la veille du week-end, il valait près de 4,28 centimes contre 4,23 centimes la semaine dernière et 4,16 centimes il y a quinze jours. N'était-il pas tombé à près de 3,50 centimes l'année dernière, après avoir bondi à plus de 5 centimes en 1989 ? Son redressement a de quoi réjouir les exportateurs français sur le Japon, notamment M. Bernard Arnault, PDG de LVMH, premier fournisseur de cognac des japonais. Il fera également le bonheur de Jacques Calvet, qui dénonce à longueur de mois le dumping de l'empire du Soleil-Levant, favorisé par la sous-évaluation notoire du yen.

FRANÇOIS RENARD



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Flottement général

A la veille d'une quinzaine qui risque d'être peu active du fait des nombreux jours de congés, en France surtout, mais aussi en Europe et dans le monde, un certain flottement se faisait sentir un peu partout. La cacophonie complète, qui présidait aux entretiens du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, dimanche 28 et lundi 29 avril à New-York, ne peut qu'inciter les opérateurs à la prudence. D'autre part, les chiffres rendus publics en fin de semaine sur l'évolution de l'économie aux Etats-Unis, baisse du PNB et hausse de l'inflation, rendent perplexes les marchés.

La cacophonie, d'abord. A l'approche de la réunion du groupe des Sept, les pays membres approuvaient plus divisés que jamais, tout au moins sur les taux d'intérêt, un consensus se dégageant sur un accord relatif aux parités de change, dont les niveaux actuels sont jugés acceptables, un peu trop élevés, tout de même, pour le dollar.

En revanche, les divergences sont flagrantes avec les Etats-Unis, qui, par

la voix de leur secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, assurent qu'une politique monétaire restrictive pourrait ralentir la croissance mondiale, nuire aux efforts de reconstruction dans le Golfe persique et en Europe de l'Est et alourdir encore le fardeau des pays en voie de développement, extrêmement endettés.

La France et l'Italie soutiennent cette position avec le souci évident de ne pas pénaliser leurs économies, en plein ralentissement. A l'inverse, l'Allemagne, appuyée par la Grande-Bretagne et le Canada, affirme que les politiques monétaires doivent rester rigoureuses : priorité à la lutte contre l'inflation et non à la croissance.

« Une réduction des taux d'intérêt n'est pas à l'ordre du jour », a déclaré le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, appuyé par le ministre des finances allemand, M. Theo Waigel, pour qui une baisse forcée des taux en RFA mettrait en danger la stabilité et affaiblirait le mark. « Nous n'avons rien à y gagner, pas plus que nos partenaires », a assuré le ministre, pour qui il n'y a aucun conflit entre le gouvernement et la Bundesbank à ce sujet.

Le FMI aux côtés de l'Allemagne

Prenant le contrepied des thèses américaines, le Fonds monétaire international s'est rangé aux côtés de l'Allemagne et a recommandé aux Etats membres de ne pas céder à la tentation de trop faire baisser les taux d'intérêt. A Tokyo, en revanche, on pourrait tenir compte de l'appel américain : « Par souci de coordination des politiques, le Japon pourrait avoir à faire quelques sacrifices pour aider les Etats-Unis », a déclaré un officiel (anonyme).

Considérant qu'il ne sortirait rien de cette réunion, les marchés sont restés l'arme au pied. En France, toutefois, le MATIF, qui avait favorablement réagi après l'annonce d'une diminution de 6,2 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis de juin rebondissant à 107, a fléchi vendredi sur le « mauvais » chiffre de

Mines, caoutchouc

	26-4-91	Diff.
Géophysique	690	- 5
Unitat	317,30	+ 5
Métallurgie	104	+ 3,20
Micellin	92	+ 6
RTZ (1)	54,60	+ 0,55
ZCT	1,76	+ 0,02

(1) Coupon de 1,35 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	26-4-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,03	- 0,02
8,80 % 1977...	122,23	- 0,07
10 % 1978...	101	- 0,10
9,80 % 1978...	100,75	inch.
9 % 1979...	99,90	- 0,35
10,20 % 1979...	102,25	- 0,15
CNE 3 %...	4028	+ 70
CNE 5 % 5 000 F...	99,75	+ 0,04
CNE Paribas 5 000 F...	99,60	inch.
CNE Suez 5 000 F...	99,75	inch.
CNE 5 000 F...	99,75	inch.

سكنا سن الاصل

هكذا من الاجل

20 • Dimanche 28 - Lundi 29 avril 1991 ••

Le Monde

L'assemblée générale annuelle de la BAD

En 1991 et 1992 la croissance devrait rester soutenue en Asie

La Banque asiatique de développement (BAD), dont la vingt-quatrième assemblée générale annuelle s'est achevée vendredi 26 avril à Vancouver, estime que, malgré le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés, l'activité restera soutenue en Asie cette année ainsi qu'en

1992. La question de la reprise des prêts à la Chine, deux ans après les événements du « printemps de Pékin », a fait l'objet de nombreuses discussions. Le président de la BAD, M. Kimimasa Tsurumizu, a déclaré que les crédits pourraient reprendre normalement dès le mois de mai.

Au total, les trente-deux membres de la BAD appartenant au monde en développement ont enregistré un taux de croissance de 5,7 % en 1990, qui devrait rester le même en 1991, et atteindre 6 % l'an prochain. La BAD estime que les quatre « dragons » d'Asie du Sud-Est devraient souffrir du ralentissement mondial, tout en conservant des taux de croissance très élevés au regard de ceux des pays développés : 3,5 % à Hong-kong cette année, contre 2,3 % en 1990 ; 7,5 % contre 8,5 % en Corée du Sud ; 5,9 % contre 8,3 % à Singapour ; 5,9 % contre 5,1 % à Taïwan.

Analysant les effets de la crise du Golfe sur les Etats de la zone asiatique, les experts de la BAD estiment qu'au total ces pays ont perdu l'an dernier 600 millions de dollars de recettes d'exportation en direction du Golfe, et entre 600 millions et 750 millions de dollars de rapatriements, de capitaux par les travailleurs asiatiques installés en Irak et au Koweït (600 000 personnes, selon la BAD).

Exportateurs de pétrole, la Chine, l'Indonésie et la Malaisie ont bénéficié de la hausse des cours du brut, tandis que les Etats

d'Asie du sud et des Philippines ont été les plus durement touchés. La croissance des exportations indiennes aurait été ralentie de 1 à 2 points, et sa facture énergétique alourdie de 1 milliard de dollars. Le manque à gagner financier du Pakistan (renchérissement des importations, diminution des exportations et des entrées de capitaux) aurait atteint 1 milliard de dollars également. Selon la BAD, « ces pays auront besoin d'une assistance financière externe substantielle pour éviter la stagnation et équilibrer leur balance des paiements ».

Le pèlerinage annuel à Solutré

M. Mitterrand change ses habitudes

Pour la deuxième fois depuis 1946, M. François Mitterrand change la date de son pèlerinage annuel à Solutré (Saône-et-Loire). Accompagné de ses proches, il a gravi la roche, pendant une vingtaine d'années, à Pâques, puis, pour raison de météorologie plus clémente, le dimanche de la Pentecôte.

Le 3 juin 1990, le chef de l'Etat n'avait pas caché l'agacement que lui procurait la « tradition » que, selon lui, les journalistes avaient créée en l'accompagnant, chaque année plus nombreux, depuis son élection à la présidence de la République. Il avait expliqué que sa venue n'était pas destinée à rencontrer des médias, qu'il n'avait pas « convoqués » pour célébrer sa « gloire », ni l'exploit d'avoir grimpé « quelques mètres ». Il avait, sur le même ton, reproché aux représentants de la presse de donner dans « la pure fiction » en se livrant à une « géographie sentimentale-politique » à propos de

ceux qui l'accompagnaient ou non ce jour-là.

Outre son épouse, originaire de Cluny, tout proche, et son beau-frère, M. Roger Hanin, MM. Claude Estier, Georges Fillioud et Jack Lang font partie des habitués de l'excursion.

Le 19 mai prochain, il n'y aura ni caméra ni micro pour attendre le petit groupe des intimes du président de la République au sommet de la roche. Il n'y aura pas, non plus, de journalistes attendant la fin du déjeuner pour recueillir petites phrases, bons mots et confidences glissés dans une conversation à bâtons rompus. Il n'y aura pas de badauds promeneurs et escaladeurs qui, ce jour-là, jetaient un œil au pied de la falaise au lieu-dit le Cros-du-Charnier, où, comme le précise le Petit Robert, fut découvert en 1866, au-dessus d'un amas d'ossements de chevaux, un outillage lithique qui fit donner le nom de *Solutréen* à une période culturelle du paléolithique supérieur.

EN BREF

Le PS fête la première élection de M. Mitterrand. - Pour fêter la dixième anniversaire de la première élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, le PS organisera, le 21 mai, une fête, rue de Solferino en présence du chef de l'Etat, au cours de laquelle sera planté un « arbre de mai ». Le PS lancera, le 2 mai, une grande campagne d'affichage sur quatre thèmes : les avancées sociales, le droit des femmes, la culture, la liberté et les droits de l'homme.

Préavis de grève levé à l'Odeon-Théâtre de l'Europe. - A la suite d'une assemblée générale qui a duré l'après-midi du vendredi 26 avril et une grande partie de la soirée, la direction de l'Odeon-Théâtre de l'Europe et les syndicats sont parvenus à un accord, et le préavis de grève qui se prolonge depuis deux semaines a été levé. Les représentations du *Balcon* de Jean Genet, dans la mise en scène de Louis Pasqual, qui n'ont pu avoir lieu, commenceront le 2 mai.

Mort de Robert Velter, créateur de Spirou. - Robert Velter, le créateur du personnage de bande dessinée Spirou, est mort dans la nuit de vendredi à samedi 27 avril à l'hôpital de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), à l'âge de 82 ans, a-t-on appris auprès de l'un de ses amis, François Mériel, ancien directeur des éditions Dupuis. Spirou avait vu le jour le 21 août 1938. Robert Velter, qui signait Rob-Vel, s'était inspiré de son expérience

comme garçon de cabine sur les paquebots de la Compagnie transatlantique pour créer ce jeune groom vêtu de rouge, la mèche en bataille et l'air impertinent, qui allait donner son nom au « Journal de Spirou », publié en Belgique.

Philippines : libération du prêtre français enlevé. - Le père Yves Caroff, enlevé le 27 mars aux Philippines par un groupe de rebelles musulmans (le *Mouvement de libération*), a été libéré vendredi 26 avril, a annoncé l'ambassade de France à Manille (nos dernières éditions du 27 avril). Agé de soixante-six ans, originaire de Saint-Brieuc, le père Caroff était retenu en otage dans l'île de Mindanao, dans le sud de l'archipel philippin. L'Eglise a fait savoir qu'aucune rançon n'avait été versée aux ravisseurs. (AFP, Reuter)

URSS : Les habitants de Leningrad voteront le 12 juin pour savoir si la ville retrouvera son nom d'avant la révolution bolchevique, Saint-Petersbourg. Cette décision a été prise, vendredi 26 avril, par le conseil municipal réformiste élu l'année dernière. La cité, bâtie par Pierre le Grand, avait changé de nom une première fois en 1914 lors d'une vague de russification, pour devenir Petrograd. Les Bolcheviques l'ont rebaptisée du nom du fondateur du régime, Lénine, après sa mort en 1924. (Reuter)

La situation en Irak

La France demande la réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité

La France a demandé une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner l'évolution de la situation en Irak, a annoncé samedi matin 27 avril le ministère des affaires étrangères.

« La France, indique le communiqué du Quai d'Orsay, a demandé une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner l'évolution de la situation en Irak à la lumière des discussions en cours entre les autorités irakiennes et les représentants du mouvement kurde. »

Ford annonce des réductions d'emplois en Europe

Ford Europe va réduire de 30 % ses effectifs « cois blancs » au cours des trois prochaines années. Ces mesures d'économie visent à restaurer la compétitivité du groupe, qui vend désormais moins de véhicules sur le marché européen que son grand rival General Motors. Il y a deux mois, General Motors, le premier constructeur automobile mondial, annonçait un vaste plan de compression d'effectifs portant sur 15 000 emplois administratifs (le *Monde* du 6 février).

Ford, qui partit sur le marché européen pour se sortir de l'ordinaire, a annoncé, le vendredi 26 avril à Londres, son intention de réduire de 30 %, dans les trois ans à venir, les 21 000 emplois non directement liés à la production dans ses unités européennes. Siège de Ford Europe, la Grande-Bretagne qui emploie 10 000 administratifs sera concernée au premier chef par ces réductions d'effectifs, sur la base de départs volontaires et de retraites anticipées.

En France, les emplois administratifs sont moins importants (247 salariés au moins à Renault Malmaison). Les sites industriels de Bordeaux et de Charleville-Mézières qui emploient 80 % des 4 336 salariés de Ford France seront épargnés.

Le footballeur arrêté pour détention de cocaïne

La chute de Maradona

Diego Maradona, l'idole du football argentin, a été appréhendé dans la soirée du vendredi 26 avril, à Buenos-Aires, alors qu'il se trouvait avec deux amis dans l'appartement de son beau-frère. Selon la brigade d'investigation du département antidroge de la police fédérale, qui a procédé à l'arrestation, le footballeur aurait été en possession de 500 grammes de cocaïne, qu'on aurait retrouvés sur un toit en contrebas. Diego Maradona et ses deux amis ont été transférés au quartier général de la brigade antidroge, devant une foule de supporters inébranlables qui scandaient « Diego !... Diego ! ».

Ce nouvel épisode dans la vie agitée du footballeur scelle sans doute définitivement la carrière du champion argentin. Né en 1960 dans les faubourgs de Buenos-Aires, le « pibe de oro » (gamin d'or) avait fait ses débuts professionnels en 1978 au club Argentinos Juniors. Dès l'année suivante, il entra dans l'équipe nationale argentine et figura dans les vingt-deux joueurs retenus pour la Coupe du monde de 1978 remportée par l'Argentine.

Maradona signe en 1982 au club espagnol FC Barcelone.

Mais c'est dans le club italien de Naples, qu'il acheta en 1984 pour l'équivalent de 65 millions de francs, qu'il va donner toute sa mesure. Il fait gagner l'Argentine lors de la Coupe du monde au Mexique en 1986, puis remporte deux championnats d'Italie (1987 et 1990), une Coupe d'Italie (1987) et une finale de la Coupe de l'UEFA (1987). Il perd en finale avec l'équipe argentine lors de la Coupe du monde 1990 en Italie. Diego Maradona avait fait l'objet d'une offre importante de l'Olympique de Marseille, en 1989.

Au début de 1991, le tribunal de Naples ouvre une enquête à son sujet pour trafic de drogue, à la suite d'écoutes téléphoniques où apparaît son nom. Alors que l'enquête est toujours en cours, la commission d'appel des footballeurs professionnels italiens le suspend pour quinze mois, le 6 avril 1991, car on l'accuse de se doper à la cocaïne. Son arrestation à Buenos-Aires coïncide avec une grande campagne de la presse argentine contre le blanchiment des narco-dollars du cartel de Medellín, en Colombie. (AFP, Reuter.)

M. Tapie dément la rumeur de sa candidature à la mairie de Nice

NICE

de notre correspondant régional

M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, a démenti, vendredi 26 avril, la rumeur de sa candidature en cas d'élections municipales anticipées à Nice. Ces bruits circulaient depuis que l'on avait appris que le président de l'Olympique de Marseille avait loué, pour 43 200 francs par an, un appartement de trois pièces au 20, rue

Verdi, au centre de Nice. Pour pouvoir être régulièrement candidat dans une commune, il est, en effet, nécessaire d'être électeur de cette commune ou inscrit au rôle des contributions directes au 1^{er} janvier de l'année du scrutin. M. Tapie aurait pu, ainsi, prendre ses précautions pour affronter M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national est devenu, lui aussi, depuis la fin de l'année dernière, locataire d'un appartement à Nice et il a déclaré qu'il serait « présent » sur une liste de son parti si des élections municipales devaient avoir lieu avant l'échéance normale.

Le député des Bouches-du-Rhône a qualifié de « ridicule » l'hypothèse de sa propre candidature, que M. Le Pen soit ou non en lice. Un comité de soutien à M. Tapie vient cependant d'être créé, à la tête d'une liste de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône et de patronner des listes ayant la même orientation politique dans les cinq autres départements de la région. La Fédération socialiste des Alpes-maritimes a, elle-même, pris position au sujet de ce scrutin. Dans un communiqué publié samedi 27 avril, elle se dit « prête à organiser, le moment venu, dans le département, le rassemblement de la majorité présidentielle ». « Dans ce cadre, précise-t-elle, l'éventuelle candidature de M. Tapie est à considérer avec intérêt. »

G. P.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de mai

La vie douce-amère des lycéens

Le statut de lycéen s'est banalisé. Ils étaient 10 % de la classe d'âge à être bacheliers en 1960 ; ils sont plus de 40 % en 1990, et 56,5 % de jeunes sont dans les classes terminales aujourd'hui. Une proportion encore plus grande des générations à venir goûtera vraisemblablement à la vie lycéenne. Pourtant, elle n'a pas la même saveur pour tout le monde : du lycée professionnel réputé de banlieue à l'établissement de renom de centre-ville, la distance est considérable, a observé Martine Valo, auteur de l'enquête du mois de mai du *Monde de l'éducation* « Lycéens, la vie douce-amère ». Après les manifestations de l'automne, on pouvait s'attendre à un climat morose. Il n'en est rien : les élèves ont une façon presque débonnaire de parler de leurs « années-lycée ». Sauf lorsqu'ils en viennent à évoquer la hiérarchie qui drisse des barrières entre les « bons bacs » et les autres. Alors apparaît l'amertume de n'avoir pu accéder aux sections-phares : seuls, en effet, les meilleurs bacs permettent de repousser le moment crucial du choix, puis l'entrée dans la vie « active ». En fait, la peur de l'avenir est gé-

rale. Du coup, le lycée apparaît comme un « nid douillet », un lieu plutôt « doux », selon une expression récurrente. Et beaucoup ne sont pas pressés de le quitter...

Egalement au sommaire du *Monde de l'éducation* de mai : Actualité : les propositions de Lionel Jospin pour la réforme des lycéens.

Politique éducative : conseils pour les épreuves d'anglais et d'histoire-géo au bac ; la difficile mise en place des cycles à l'école primaire ; l'avenir des bacheliers professionnels, est-ce l'usine ou la fac ?

Ecole au quotidien : l'ordinateur nouveau est annoncé, ou l'arrivée d'une nouvelle génération de matériel informatique dans l'éducation nationale.

Société : l'honneur, une valeur bien réelle chez les adolescents (« Bonnes Feuilles »).

Culture : la future Bibliothèque de France au centre d'un grand débat.

Carrières : hôtellerie-restauration, un panorama des formations et des métiers.

En vente chez tous les marchands de journaux : 22 francs.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cent ans, le 1^{er} mai tragique de Fourmies..... 2

ÉTRANGER

Détente au Cambodge
Les Khmers rouges acceptent l'appel au cessez-le-feu temporaire..... 6

Le chancelier Kohl à Leipzig
Une mise en garde contre la violence dans l'ex-RDA..... 6

POLITIQUE

Le financement des partis
Le RPR et l'UDF ne s'opposent pas à la création des commissions d'enquête proposées par le PS..... 7

Livres politiques
« Entre délices et confusion », par André Laurens..... 7

SOCIÉTÉ

Fichiers informatisés
Les projets de décret ont été entièrement revus..... 8

COMMUNICATION

Audiovisuel public
Un livre de M. Philippe Guillaume dénonce la mainmise du pouvoir..... 9

CULTURE

Le design italien à Paris
L'Italie continue de régner, même si l'inspiration s'essouffie..... 10

HEURES LOCALES

Le statut des élus locaux en Europe • Scènes pour les ménages • Bordeaux protège ses vins • Débats : Europe-régions, les mêmes supporters, pas tout à fait les mêmes motivations • Le projet de loi sur l'administration territoriale • Dossier : la grande misère des commissaires-enquêteurs..... 13 à 16

ÉCONOMIE

Les bénéfices des assureurs
Une hausse de 7 % en 1990 pour cinq sociétés..... 17

L'avenir de la zone franc
Après la conférence de Ouagadougou : à terme, un marché unique..... 17

Revue des valeurs
Crédits, Changes
Grands Marchés..... 18

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 12
Météorologie..... 12
Mots croisés..... 9
Télévision..... 12
Spectacles..... 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 avril 1991 a été tiré à 473 197 exemplaires.

Le Monde EDITIONS

VILLES D'EXIL ET AUTRES NOUVELLES

Prix du Jeune Écrivain 1990

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 EPISODES RADIO 2000/10 30 JOURS

13 EPISODES RADIO 2000/10 30 JOURS

13 EPISODES RADIO 2000/10 30 JOURS

Europe 2

J. Freyssinet
Le chômage

REPÈRES

F. Milewski
Le commerce extérieur de la France

REPÈRES

M. Husson et N. Holblat
L'industrie française

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE